



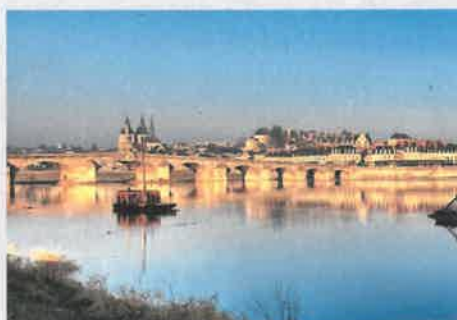
**CONTRAT régional
DE SOLIDARITÉ
territoriale**



CONTRAT régional DE SOLIDARITÉ territoriale

Pays des Châteaux

2018 - 2024



CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE 2018 – 2024

Entre

La Région Centre- Val de Loire, 9 rue Saint Pierre Lentin, 45041 ORLEANS CEDEX 1, représentée par Monsieur François BONNEAU, Président du Conseil régional, dûment habilité par délibération de la CPR n° 18.07.26.65 du 13 juillet 2018.

Et

Le Syndicat Mixte du Pays des Châteaux représenté par Monsieur Christophe DEGRUELLE Président, dûment habilité par délibération n° 479-2017.047 du 28 septembre 2017,

La Communauté d'Agglomération de Blois- Agglopolys, représentée par Monsieur Christophe DEGRUELLE, Président, dûment habilité,

La Communauté de Communes Grand Chambord, représentée par Monsieur Gilles CLEMENT, Président, dûment habilité,

La Communauté de Communes Beauce Val de Loire, représentée par Monsieur Claude DENIS, Président, dûment habilité,

La Commune de Blois, représentée par Marc GRICOURT, Monsieur le Maire, dûment habilité,

VU :

L'article 107.1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)

La délibération de l'Assemblée plénière DAP n° 16.01.02 du 4 février 2016 approuvant le règlement financier de la Région,

La délibération du Conseil régional DAP n°15.05.05 du 18 décembre 2015 portant délégation par l'Assemblée d'une partie de ses attributions à la Commission permanente régionale,

La délibération DAP n° 17.05.03 des 21 et 22 décembre 2017 relative au cadre d'intervention modifié de la politique des Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale

La délibération DAP n°16.04.07 du 13 octobre 2016 relative au dispositif « A vos ID »,

La délibération n°14.03.26.87 du 14 mars 2014, approuvant le document « Ambitions 2020 » pour le Bassin de Vie de Blois,

La délibération CPR n° 18.07.26.65 du 13 juillet 2018 relative à la décision de la Région sur le programme d'actions présenté sur le territoire du Pays des Châteaux,

Le budget de la Région et s'il y a lieu ses décisions modificatives

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET

Le présent Contrat Régional de Solidarité Territoriale du Pays des Châteaux définit notamment les conditions dans lesquelles, d'une part les acteurs du territoire apportent leur contribution à la mise en œuvre de politiques d'intérêt régional, et d'autre part la Région apporte son soutien financier à la réalisation des programmes d'actions portés par les acteurs locaux.

Il constitue une traduction opérationnelle de la rencontre entre les stratégies régionales (en matière notamment d'aménagement du territoire, de développement économique, d'Internationalisation et d'Innovation, de développement touristique, de biodiversité, de transition énergétique et écologique, d'alimentation ...) et les projets locaux de territoire.

Article 2 : LES ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

Le programme d'actions adossé au présent contrat a fait l'objet d'une élaboration partagée, entre la Région, le/les EPCI du territoire, regroupés le cas échéant sous la forme d'un PETR ou d'un Syndicat de Pays, la(les) Ville(s) Pôle(s) de centralité ou d'animation et le Parc naturel régional le cas échéant.

LES ENGAGEMENTS DE LA RÉGION :

- la Région apporte sa **contribution financière** à la réalisation des opérations proposées par le territoire, répondant aux priorités qu'elle a définies au titre de sa politique d'aménagement du territoire et s'inscrivant dans le programme d'actions annexé
- La Région dispose **de services régionaux territorialisés**, dans chacun des chefs-lieux de département, afin d'accompagner au mieux et dans la proximité les acteurs locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre du Contrat,
- le Président du Conseil régional **désigne 2 élus régionaux**, dont un référent pour le territoire de contractualisation.
- la Région, avec l'appui des fonds européens, met à disposition de l'ensemble des acteurs des territoires, élus, techniciens, monde professionnel et associatif... les ressources proposées par le réseau OXYGENE (réseau régional des acteurs du développement territorial), pour faire écho aux initiatives développées sur les territoires, permettre le partage d'expériences, favoriser la mise en réseau et les synergies entre acteurs.

LES ENGAGEMENTS DES CO-SIGNATAIRES :

Associés au dialogue et à la négociation du contrat avec la Région, les acteurs locaux co-signataires se rendent solidaires des objectifs poursuivis et approuvent les moyens proposés pour atteindre les objectifs partagés du Contrat.

En termes de moyens d'animation du Contrat :

- **Les co-signataires désignent un technicien référent** (ayant un profil de développeur territorial) qui assure, en lien avec le chargé de mission aménagement du territoire de la Région, le suivi administratif, technique, et financier du Contrat. Il est chargé en particulier de relayer les priorités et modalités d'intervention régionales auprès des maîtres d'ouvrage, et de les accompagner dans l'élaboration de leur dossier de demande de subvention. Au contact quotidien des acteurs locaux, il a vocation à susciter des synergies ainsi que des initiatives répondant aux attendus du dispositif A Vos ID.
- En cas de financement régional de cette mission, il est chargé par les co-signataires de mettre en œuvre la feuille de route annuelle dont les objectifs sont approuvés dans la convention de financement.
Elle s'appuie sur un dialogue entre la Région et le territoire sous la forme de, au minimum, **2 entretiens annuels** avec les services de la Région, permettant le suivi partagé des objectifs contractualisés, notamment le suivi du Contrat et l'animation du dispositif A Vos ID.

En termes de suivi du Contrat :

- un **bilan annuel d'exécution** du Contrat est communiqué en Comité Syndical ou en Conseil communautaire à l'échelle du territoire de contractualisation.

En termes de limitation des surfaces artificialisées :

- Les co-signataires **s'engagent sur un objectif de limitation des surfaces artificialisées** en priorisant les opérations dans le tissu urbain existant, les projets concourant à consommer des espaces à vocation agricole ou naturelle étant limités quantitativement.
- A ce titre, les maîtres d'ouvrage des opérations s'engagent à **renseigner pour chaque dossier la surface artificialisée** par le projet sur les espaces agricoles ou naturels.

En termes de lisibilité de l'action régionale et de communication :

- les co-signataires du Contrat s'engagent à diffuser largement auprès des maîtres d'ouvrage potentiels **la nécessité pour la Région d'être présente aux manifestations relatives aux projets financés** et d'être associée à la définition des dates de visites, signatures, inaugurations ...avec intégration du logo de la Région sur les cartons d'invitation et sur tous documents s'y référant.
- Le financement régional est conditionné, pour les opérations immobilières et d'aménagement portées par les collectivités et les bailleurs sociaux, à la mise en place pendant la durée du chantier d'un panneau de communication régionale.
- les co-signataires attestent avoir pris connaissance du fait que, si les 2 conditions ci-dessus ne sont pas remplies, la Région se réserve la possibilité de ne pas verser le solde de la subvention ou de demander le remboursement de tout ou partie de celle-ci.
- Après attribution des subventions en Commission permanente, il peut être organisé, en présence des co-signataires, des manifestations pour la signature entre la Région et le maître d'ouvrage de conventions spécifiques d'attribution de subventions relatives à des opérations significatives ou innovantes.

En termes de financement :

- Les co-signataires attestent avoir pris connaissance de la possibilité pour la Région de récupérer, au prorata de la subvention qu'elle aura octroyée, les certificats d'économie d'énergie (CEE) liés aux opérations qu'elle finance notamment dans le cadre du Plan isolation des bâtiments publics et de la réfection d'éclairage public.

LES ENGAGEMENTS CONJOINTS EN TERMES DE GOUVERNANCE PARTAGÉE :

Un Comité de pilotage territorial co-présidé et co-animé par les élus régionaux et par les co-signataires, est mis en place pour suivre l'élaboration et l'avancement du Contrat. Il se réunit régulièrement en tant que de besoin, et a minima une fois par an, afin :

- de prendre connaissance de l'avancée et de la mise en œuvre des stratégies locales (agenda 21, plan climat territorial, Trame Verte et Bleue ...)
- de veiller à la dynamique autour du Contrat (informations des maîtres d'ouvrage, dialogue avec les acteurs locaux, suivi de l'avancée opérationnelle des projets majeurs ...)
- de partager les effets des opérations financées au titre du Contrat.

Ce comité de pilotage territorial peut également être réuni, dans une configuration pouvant être élargie, pour partager le suivi d'autres approches territoriales (en matière économique, environnementale ...).

Article 3 : PERIMETRE

Le Contrat s'applique au territoire des communes suivantes :

Nom de la commune	Population municipale 01/01/2017 (RP 2014)
Communauté de communes Beauce Val de Loire (30 communes - 19 712 habitants)	
Autainville	432
Avaray	731
Boisseau	106
Briou	146
Chapelle-Saint-Martin-en-Plaine (La)	727
Conan	197
Concriers	167
Cour-sur-Loire	283
Courbouzon	427
Épiais	143
Josnes	886
Lestiou	274
Lorges	376
Madeleine-Villefrouin (La)	30
Marchenoir	644
Maves	671
Mer	6 197
Muldes-sur-Loire	1 330
Mulsans	512
Oucques-la-Nouvelle (commune nouvelle regroupant Baigneaux, Beauvilliers, Oucques, Sainte-Gemmes)	1 723
Plessis-l'Échelle (Le)	75
Rhodon	120
Roches	70
Saint-Léonard-en-Beauce	643
Séris	375
Suèvres	1 644
Talcy	255
Vievy-le-Rayé	478
Villeneuve-Frouville	61
Villexanton	199
Communauté de communes Grand Chambord (17 communes - 21 020 habitants)	
Bauzy	283
Bracieux	1 281
Chambord	113
Courmemin	524
Crouy-sur-Cosson	516
Ferté-Saint-Cyr (La)	1 055
Fontaines-en-Sologne	632
Huisseau-sur-Cosson	2 279
Maslives	729
Mont-près-Chambord	3 216
Montlivault	1 366
Neuvy	315
Saint-Claude-de-Diray	1 769
Saint-Dyé-sur-Loire	1 134
Saint-Laurent-Nouan	4 305
Thoury	419
Tour-en-Sologne	1 084

Communauté d'Agglomération de Blois-Agglopolys (43 communes - 105 855 habitants)	
Averdon	714
Blois	46 351
Candé-sur-Beuvron	1 549
Cellettes	2 547
Chailles	2 630
Champigny-en-Beauce	589
Chapelle-Vendômoise	724
Chaumont-sur-Loire	1 092
Chaussée-Saint-Victor (La)	4 489
Cheverny	1 006
Chitenay	1 051
Cormeray	1 548
Cour-Cheverny	2 786
Fossé	1 323
Françay	286
Herbault	1 253
Lancôme	126
Landes-le-Gaulois	734
Marolles	746
Menars	620
Mesland	575
Monteaux	788
Monthou-sur-Bièvre	829
Montils (Les)	1 952
Rilly-sur-Loire	468
Saint-Bohaire	496
Saint-Cyr-du-Gault	177
Saint-Denis-sur-Loire	815
Saint-Étienne-des-Guérets	87
Saint-Gervais-la-Forêt	3 255
Saint-Lubin-en-Vergonnois	718
Saint-Sulpice-de-Pommeray	1 850
Sambin	943
Santenay	296
Seur	482
Valaire	80
Valencisse (commune nouvelle regroupant Chambon-sur-Cisse, Molineuf, Orchaise)	2 412
Valloire-sur-Cisse (commune nouvelle regroupant Chouzy-sur-Cisse, Coulanges et Seillac)	2 438
Veuzain-sur-Loire (commune nouvelle regroupant Onzain et Veuves)	3 675
Villebarou	2 490
Villefrancœur	429
Villerbon	798
Vineuil	7 638
90	146 797

Article 4 : DURÉE DU CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITE TERRITORIALE

Les crédits régionaux inscrits au contrat peuvent être sollicités pendant une durée de 6 années, à compter de sa date d'effet, soit la date de la Commission Permanente Régionale (CPR) ayant validé le programme.

La date butoir pour le dépôt des dossiers **complets** au Conseil régional est donc fixée au 13 juillet 2024.

**Tout dossier présenté à la Région après cette date ne pourra être accepté.
Aucun délai ne sera accordé pour compléter le dossier.**

Les dossiers déposés hors délai ou non complets seront instruits et inscrits au Contrat suivant, s'ils en respectent les modalités d'intervention.

La date d'effet du présent Contrat interrompt tout engagement de crédits au titre d'un Contrat précédent.

Les pièces nécessaires au versement du solde d'une subvention engagée au titre du contrat doivent être adressées à la Région au plus tard le 13 juillet 2025, soit une année après la date butoir de dépôt des dossiers.

Le Contrat prend fin lors du dernier mandat émis au titre du contrat.

Article 5 : LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES D'ACTIONS

5-1 : Montant et contenu du contrat

La Région attribue au territoire une **enveloppe maximale de 20 600 000 €, répartie entre les priorités régionales selon le tableau figurant en page 10 du Contrat.**

Le financement d'initiatives de développement collaboratives, relève, au sein de l'enveloppe du Contrat, du dispositif A Vos ID qui fait l'objet de son propre cadre d'intervention qui définit notamment les critères d'éligibilité des dossiers, les dates d'éligibilité des dépenses, les modalités d'instruction, d'engagement et de mandatement des crédits.

Ce contrat et ses annexes sont les seuls à avoir valeur contractuelle et à pouvoir faire autorité par rapport aux documents ayant conduit à son élaboration.

Le programme d'actions détaillé est présenté en annexe. Il identifie clairement les actions et projets proposés au financement régional et précise les modalités d'intervention de la Région (critères d'éligibilité, taux, conditions...)

Les montants proposés par mesure sont indicatifs et fongibles, après accord du Conseil régional, au sein d'une même priorité thématique (« Développer l'emploi et l'économie », « Favoriser le mieux-être social », « Renforcer le maillage urbain et rural ») ou au sein de chacune des priorités transversales (Mettre en œuvre le Plan Climat Energie Régional », « Décliner la Stratégie Régionale pour la Biodiversité », « Faire émerger des initiatives de développement – A Vos ID ») à l'exception de l'axe 1 « Très haut Débit ».

5-2 : Engagement des crédits du Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Sauf cas exceptionnel, la Région applique le principe de non-cumul des aides régionales au titre de plusieurs lignes de financement pour un même investissement.

Dès validation du contrat par la Commission Permanente Régionale, et sous réserve du respect des critères d'éligibilité énoncés dans celui-ci, la Région autorise le début d'exécution des opérations.

a - Constitution d'un dossier par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage d'une opération constitue un dossier de demande de subvention selon l'imprimé et la pochette de transmission fournis par la Région, et dès l'ouverture du Portail « Nos aides en ligne » aux Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale, en saisissant sa demande dans le formulaire prévu à cet effet.

Dans tous les cas, il est invité à prendre l'attache, le plus en amont possible, dès la phase de conception, du référent technique en charge de l'animation du Contrat sur le territoire et, selon la nature de l'opération (cf cadres de référence) avec les services de la Région.

b - Engagement des crédits par la Région

Seule la CPR est compétente pour attribuer des subventions régionales, après instruction du dossier, vérification de son éligibilité et du respect des modalités inscrites dans la fiche action.

5-3 : Versement des crédits

Les modalités de versement sont précisées en annexe du cadre d'intervention.

Les pièces nécessaires au versement d'une subvention (acompte, solde) devront être obligatoirement transmises au plus tard 7 ans après la date d'effet du contrat. Passée cette date, les crédits sont soit annulés, soit le cas échéant mandatés au titre du Contrat suivant.

5-4 : Modalités de contrôle

Le non-respect des engagements ci-dessus, ainsi que toute utilisation de sommes perçues au titre du présent contrat à des fins autres que celles expressément prévues, peut conduire à résilier de plein droit ledit contrat.

La Région est en droit d'exiger après mise en demeure, le reversement du montant versé en cas de non réalisation de l'opération, d'utilisation non conforme de la subvention ou de non transmission des pièces justificatives. La Région se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Article 6 : SUIVI DU CONTRAT – AVENANT

6-1 Bilan d'étape

Trois ans à compter de la date d'effet du Contrat, les co-signataires du contrat adressent à la Région un bilan d'étape, assorti de l'avis motivé du Conseil de Développement.

Quantitatif et qualitatif, il doit permettre d'apprécier à la fois les avancées positives dans la programmation, mais également de repérer les difficultés rencontrées pour réaliser certaines actions et en analyser les causes. Il intègre les indicateurs définis en amont.

Cette étape permet au territoire de proposer des ajustements par transfert de crédits d'une action vers une autre. Les éventuels transferts opérés ne peuvent en aucun cas conduire à une réduction des enveloppes dédiées (A vos ID, Très Haut débit, Biodiversité, Energie), sauf proposition de la Région.

Le référent technique du territoire est chargé de la préparation technique et administrative de ce bilan, en lien avec les services de la Région, y compris pour les programmes d'actions des pôles de centralité et pôles d'animation.

6-2 Evaluation

Le territoire et la Région proposent des indicateurs pour mesurer les effets des actions conduites sur le territoire, en prenant appui sur les indicateurs mentionnés dans les cadres de référence.

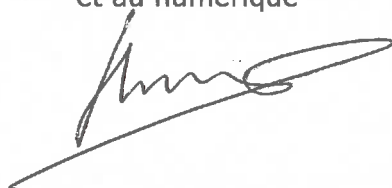
Ceux-ci sont renseignés régulièrement par le territoire tout au long de la mise en œuvre du contrat régional de solidarité territoriale.

Article 7 : LITIGES

Tout litige lié à l'exécution de la présente convention sera de la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Fait à Orléans, le 21 janvier 2019

Pour le Président du Conseil Régional,
et par délégation,
le Vice-Président délégué,
à l'aménagement du territoire
et au numérique



Dominique ROULLET

Le Président du Syndicat Mixte du
Pays des Châteaux



Christophe DEGRUELLE

Le Président de la Communauté de
Communes Beauce Val de Loire



Claude DENIS

Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Blois- Agglopolys



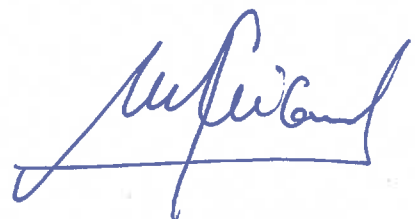
Christophe DEGRUELLE

Le Président de la Communauté de
Communes Grand Chambord



Gilles CLEMENT

Le Maire de la Ville de Blois



Marc GRICOURT

Annexe : Programme d'actions. (tableau récapitulatif et fiches actions)

**Annexe : Programme d'action du Contrat Régional de Solidarité Territoriale
du Pays des Châteaux**

CRST PAYS DES CHATEAUX	Investisse- ment	Fonction- nement	Total Subvention CONTRAT	% de la dotation totale
PRIORITÉS THEMATIQUES				
A : DEVELOPPER L'EMPLOI ET L'ECONOMIE	2 981 000	155 000	3 136 000	15%
Axe A1 : Attractivité numérique du territoire	0	0	0	0%
01 : Très Haut Débit	0		0	
Axe A2 : Accueil des Entreprises	920 000	95 000	1 015 000	5%
02 : Foncier économique	250 000		250 000	
03 : Création de locaux d'activités	670 000		670 000	
03-4 : Programme TransVaLoire pour structurer l'emploi saisonnier		95 000	95 000	
Axe A3 : Economie agricole	570 000	30 000	600 000	3%
04 : Développement de l'agriculture biologique	250 000		250 000	
05 : Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité	250 000		250 000	
05-4 : Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire territorialisé	70 000	30 000	100 000	
Axe A4 : Economie Sociale et Solidaire	0	0	0	0%
08 : Insertion par l'Activité économique des personnes en difficulté	0		0	
Axe A6 : Economie touristique	1 491 000	30 000	1 521 000	7%
10 : Tourisme à Vélo	361 000		361 000	
12 : Itinérance touristique équestre	150 000		150 000	
13 : Œnotourisme	60 000		60 000	
14 : Sites touristiques et lieux d'information touristiques avec adaptations	320 000	10 000	330 000	
14-1 : Aménagement du village de Cheverny pour un accueil touristique de qualité	450 000		450 000	
14-3 : Stratégie de développement touristique	50 000	20 000	70 000	
14-5 : Investissements favorisant la création d'hébergement touristique	100 000		100 000	
Axe A7 : Locaux de formation et plateforme technologiques	0	0	0	0%
3-2 : Construction d'un gymnase pour l'INSA	0		0	
B : FAVORISER LE MIEUX-ETRE SOCIAL	3 000 000	20 000	3 020 000	15%
Axe B1 : Services à la population	740 000	20 000	760 000	4%
15 : Maisons de Santé Pluridisciplinaires et autres structures	400 000		400 000	
15.1 : Projets locaux de santé		20 000	20 000	
20 : Accueil extrascolaire et locaux jeunes	150 000		150 000	
21 : Soutien au commerce de proximité	0		0	
25-1 : Résidence pour seniors	190 000		190 000	
Axe B2 : Développement de l'accès à la culture	160 000	0	160 000	1%
16 : Salles de spectacle			0	
18-1 : Musée de la Résistance et CIAP	160 000		160 000	
Axe B3 : Sport	2 100 000	0	2 100 000	10%
22 : Equipements sportifs et de loisirs	200 000		200 000	
22-1 : Equipement multifonctionnel Jeu de Paume	1 900 000		1 900 000	

C : RENFORCER LE MAILLAGE URBAIN ET RURAL	7 833 700	73 300	7 907 000	38%
Axe C0 : Paysages	85 000	15 000	100 000	0,5%
22-2 : Mise en valeur des paysages du Val de Loire avec adaptations	15 000	0	15 000	
23-2 bis : Mise en place de "Rues jardins"	70 000		70 000	
22-4 : Mise en place d'une opération Grand Site de France autour de Chambord	0	15 000	15 000	
Axe C1 : Aménagement d'espaces publics	1 000 000	0	1 000 000	5%
23 : Aménagement d'espaces publics avec adaptations	1 000 000		1 000 000	
Axe C2 : Foncier	1 003 500	20 000	1 023 500	5%
23-1 : Requalification de friches urbaines	0		0	
23-5 : Revitalisation des centres villes et centres bourgs avec adaptations	1 003 500	20 000	1 023 500	
Axe C3 : Habitat - Logement	2 000 000	26 300	2 026 300	10%
24 : Acquisition-Réhabilitation en vue de la création de logements locatifs publics sociaux	200 000		200 000	
24-1 : Elaboration d'un PLH à l'échelle de la CC Beauce Val de Loire	0	26 300	26 300	
25 : Construction de logements locatifs publics sociaux	800 000		800 000	
27 : Rénovation thermique du parc public social	1 000 000		1 000 000	
AXE C4 : Rénovation urbaine	3 145 200	0	3 145 200	15%
29 : Rénovation urbaine avec adaptations	3 145 200		3 145 200	
AXE C5 : Mobilité durable	600 000	12 000	612 000	3%
30 : vélo utilitaire	600 000		600 000	
30-5 : Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture	0	12 000	12 000	
PRIORITÉ TRANVERSALE : TRANSITION ECOLOGIQUE				
30-6 : Expérimentation de "territoires en transition"	0	20 000	20 000	0,1%
D : STRATEGIE REGIONALE BIODIVERSITE	792 800	196 700	989 500	5%
31 : Trame verte et bleue (études et aménagements) avec adaptations	412 800	96 700	509 500	
32 : Gestion alternative des espaces publics	200 000	100 000	300 000	
33 : Biodiversité domestique	30 000		30 000	
34 : Matériels agri. favorables à la biodiv. et à l'eau	150 000		150 000	
E : PLAN CLIMAT ENERGIE REGIONAL	1 877 800	85 000	1 962 800	10%
35 : Plan isolation bâtiments publics et associatifs	1 344 100		1 344 100	
35-2 : Bonification climat énergie	149 300		149 300	
35-3 : Eclairage public avec adaptations	300 000		300 000	
35-5 : Plan Climat Air Energie Territorial	54 400	25 000	79 400	
36 : Filière bois énergie	30 000		30 000	
36-1 : Conseiller en Energie Partagé		60 000	60 000	
36-4 : Géothermie sur sondes verticales	0		0	
ENVELOPPE FONGIBLE*	2 364 700	50 000	2 414 700	12%
ANIMATION TERRITORIALE DEDIEE AU CONTRAT	0	500 000	500 000	2%
SOUS-TOTAL HORS A Vos ID	18 850 000	1 100 000	19 950 000	97%
F : A VOS ID (dont 25 000 C pour le réseau Oxygène, le Lab'des initiatives)			650 000	3%
ENVELOPPE TOTALE DU CONTRAT	20 600 000			

cadres spécifiques ou adaptations de cadres de référence

* 2 M€ à engager prioritairement pour le gymnase de l'INSA

ATTENDUS REGIONAUX		MAQUETTE	ECART
CREDITS RESERVES POUR LA TRANSITION		6 194 300 €	1 454 300 €
minimum Biodiversité	989 500 €	989 500 €	- €
minimum Energie*	2 968 500 €	4 422 800 €	1 454 300 €
A VOS ID	650 000 €	650 000 €	- €
Autres crédits proposés**		132 000 €	
CENTRALITES ET ESPACES VECUS			
Plafond espaces publics (15%)	3 090 000 €	1 000 000 €	- 2 090 000 €
FONCTIONNEMENT			
Plafond global	1 100 000 €	1 100 000 €	- €
Plafond animation territoriale	500 000 €	500 000 €	- €

* axe E + réhabilitation thermique des logements sociaux (dont PRU)

** PAT + alternatives voiture individuelle + transition

CONTRAT REGIONAL DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE

Règles de financement régional et modalités communes

Annexe au cadre d'intervention

Le Maître d'ouvrage sollicitant un soutien régional est invité à prendre connaissance des règles et modalités décrites ci-dessous, dès la conception de son opération et à prendre en compte les modalités spécifiques de la fiche action du Contrat en lien avec son projet.

A – à considérer dès la conception du projet

A - 1 CONDITIONNALITES

❖ Conditionnalités énergétiques

Tous les projets immobiliers en réhabilitation devront présenter après travaux une performance énergétique minimale :

- **pour l'habitat** : Etiquette énergétique B avec consommation maximale de 80 kWh/m²/an, à défaut étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m²/an
- **pour les autres projets** : Etiquette énergétique B ou, à défaut, atteinte de l'étiquette énergétique C conjuguée à un gain de 100 Kwh/m²/an

❖ Bio-conditionnalités :

- **Tout projet d'aménagement**, quel qu'il soit, doit démontrer, carte de localisation à l'appui, **qu'il ne porte pas atteinte à la trame verte et bleue** (localisation en dehors d'un corridor écologique, ou mise en place de mesures compensatoires s'il est démontré qu'il n'existe pas d'alternative)

❖ Conditionnalités sociales :

- Tout projet public ou porté par un bailleur social dont le coût global de travaux est supérieur à 500 000 € HT devra prévoir une clause d'insertion (ou appel à une entreprise d'insertion) représentant a minima 5% des heures travaillées.

A - 2 DEPENSES ELIGIBLES

Les coûts éligibles s'entendent d'une façon générale HT, ou TTC pour les maîtres d'ouvrage ne récupérant pas la TVA sur l'opération.

Ne sont éligibles que :

- les **investissements engagés postérieurement à la date d'effet du Contrat** ainsi que, le cas échéant, ceux engagés antérieurement et ayant bénéficié d'une première tranche de financement par la Région ou dont la date d'éligibilité des dépenses est validée par la Commission permanente régionale.
- les investissements pouvant être **justifiés sur factures ou documents en tenant lieu (ex. attestation notariée)**
- pour les acquisitions d'équipements ou matériels, **seulement les achats en neuf, sauf dérogation** pour des maîtrises d'ouvrage privées ou associatives sous réserve d'apporter **toute garantie sur la conformité** (sécurité physique, sanitaire, environnementale), certifiée par un professionnel. **Les éventuels véhicules utilitaires** d'occasion devront respecter la norme Euro 6 (immatriculation et vente postérieure au 1^{er} septembre 2015).

- **les travaux confiés à des entreprises, sauf dérogation** pouvant être accordée au cas par cas par la Région pour la prise en compte des seuls **matériaux** mis en œuvre par des associations ou acteurs privés, ou par des collectivités dans le cadre de chantiers d'insertion, dans la mesure où n'est pas identifié un risque de non-conformité (sécurité physique, sanitaire, environnementale)

Par ailleurs, les coûts liés à la conception, la fabrication et la pose du panneau de chantier régional peuvent être intégrés dans les dépenses subventionnables.

Concernant les dépenses d'ingénierie internalisées (hors animation territoriale transversale), la dépense subventionnable est constituée du salaire chargé augmentée d'une forfait pour frais annexes représentant 15% du salaire chargé.

A - 3 NIVEAUX D'AIDE

❖ Subventions et taux planchers

La subvention régionale minimum est de **2 000 €**.

Sauf exception mentionnée dans la fiche action, les taux indiqués sont des taux maximum qui peuvent être ajustés en fonction des plans de financement.

Toutefois, aucune subvention régionale ne pourra être réservée à un projet si elle correspond à **moins de 20% du coût total éligible du projet, sauf pour des projets d'envergure pour lesquels le territoire aura négocié un taux moindre, sans qu'il puisse être inférieur à 10%, et sauf dans le cas des aides économiques où la réglementation des aides d'Etat s'applique.**

❖ Projets portés par des structures privées ou adossées à une unité économique

Aucune subvention attribuée à une structure individuelle privée ou à une association adossée à une unité économique (hors associations relevant de l'économie sociale et solidaire) ne pourra excéder **30 000 €**.

Toutefois, celle-ci pourra exceptionnellement être portée à **100 000 €, sous réserve de compatibilité avec la réglementation des aides d'Etat**, dans le cas :

- des **projets agricoles collectifs**
- des **projets artistiques, culturels ou touristiques dont le rayonnement est avéré**

❖ Bonifications

- Le taux d'intervention régionale pour les projets de réhabilitation ou de construction neuve peut être **majoré de 10 points** dans l'un des cas suivants :
 - o **système de chauffage utilisant majoritairement le bois,**
 - o **bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie** (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - o bâtiment intégrant une masse significative de **matériaux biosourcés** (végétal ou animal)
 - o éclairage public pour lequel le maître d'ouvrage s'engage à une **extinction nocturne** (entre 23 heures et 5 heures).

NB : Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.

La part significative en matériaux biosourcés est appréciée sur la base de :

Type d'usage principal	Construction neuve	Réhabilitation
Industrie, stockage, service de transport	18 kg/m ²	9 kg/m ²
Autres usages (bâtiment collectif d'habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerces, enseignement, bâtiment agricole, etc...)	36 kg/m ²	18 kg/m ²

❖ **Cumul d'aides publiques**

Le plan de financement de l'opération devra faire apparaître un cumul d'aides publiques conforme à la réglementation en vigueur, ainsi qu'aux éventuelles modalités particulières définies par la Région.

En particulier pour les opérations d'investissements portées par les collectivités ou leurs groupements, la réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010, a précisé **une participation minimale du maître d'ouvrage de 20%**.

B – à considérer pour le versement de l'aide régionale

❖ **B - 1 Communication :**

Pour les projets de constructions immobilières, ou projets d'aménagement, le maître d'ouvrage a obligation de **mentionner le soutien régional par la pose d'un panneau selon la maquette proposée par la Région Centre - Val de Loire**. Cette maquette accompagnée de son cahier des charges est téléchargeable sur le site www.regioncentre.fr (onglet services en ligne / panneaux de chantier).

Deux modèles sont proposés :

- Les maîtres d'ouvrage des opérations dont le coût est supérieur à 500 k€ HT doivent obligatoirement utiliser le modèle A ;
- Pour les autres opérations, le choix est laissé libre entre les modèles A et B.

Mention du financement régional avec insertion du logo régional et expression de la Région le cas échéant dans tout support ou action de communication (courrier, presse...).

Toute action de communication (quel qu'en soit le support) est soumise pour **validation à la Direction de la Communication du Conseil régional**.

❖ **B - 2 Maintien de l'usage des équipements financés :**

En cas de revente ou de changement d'usage d'un bâtiment ou d'un équipement avant le terme de **10 ans** après attribution de la subvention régionale, celle-ci est reversée à la Région :

- *Soit au prorata temporis*
- *Soit, s'il s'agit d'une opération ayant donné lieu à la perception de loyers (commerce, maison de santé ...), en tenant compte de la totalité des dépenses et des recettes perçues afin qu'il ne puisse y avoir enrichissement sans cause du maître d'ouvrage.*

❖ **B - 3 Modalités de versement**

Sauf exception mentionnée dans les notifications ou conventions de financement, les crédits sont versés selon les modalités suivantes :

a) en fonctionnement

Ingénierie externalisée :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) des dépenses réalisées présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Ingénierie internalisée (financement annuel dans la limite de 3 ans) :

- Acompte de 50% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde au vu d'un bilan qualitatif de la mission* sur la durée financée (livrables, rapport d'activités ...) et d'un état récapitulatif des dépenses réalisées visé du comptable public ou par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

* seul l'état récapitulatif des dépenses réalisées sera transmis au payeur régional

Animation territoriale transversale :

- Acompte de 80% à la signature de la notification d'attribution de subvention
- Solde de 20% après fourniture du bilan de l'année avant le 31 octobre (sous la forme du tableau de suivi des objectifs de la feuille de route)

b) En investissement

❖ Dossiers concernant le logement social :

- ✓ Réhabilitation thermique : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information¹ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements.
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements réhabilités.
- ✓ Offre nouvelle en construction : Versement en une fois au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), et indiquant le nombre de logements
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est payée au prorata du nombre de logements construits.
- ✓ Offre nouvelle en acquisition-réhabilitation : Versement en deux fois :
 - Acompte de 50% au vu de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional et d'un document attestant du démarrage de l'opération (acte notarié, ordre de service, commande signée...)
 - Solde sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) visé par le comptable ou à défaut le maître d'ouvrage, présentant les dates de paiement, la nature des dépenses, le nom du fournisseur, et précisant le nombre de logements en PLAI et en PLUS livrés.
En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata en tenant compte du coût, et de la nature PLAI ou PLUS, des logements livrés.
- ✓ Réhabilitation thermique du parc privé : Versement au bénéficiaire en une fois sur présentation d'une attestation mentionnant le nombre de logements réalisés, et de leur conformité produite par le maître d'ouvrage ou l'opérateur.
En cas de modification du programme initial, la subvention sera versée au prorata du nombre de logements réhabilités.

❖ **Autres dossiers :**

<u>Subvention</u>	<u>Acompte</u>	<u>2^{ème} versement</u>	<u>Solde</u>
<u>Inférieure ou égale à 3 000 €</u>	en une seule fois après l'achèvement des travaux sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé : <ul style="list-style-type: none"> - par le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - par le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée 		
<u>Comprise entre 3001 € et 500 000 € inclus</u>	Acompte de 50% sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...), - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux (projets immobiliers et d'aménagement publics ou bailleurs) selon le modèle téléchargeable sur le site internet de la Région. 		Solde de 50% maximum sur présentation d'un état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.
<u>Supérieure à 500 000 €</u>	Acompte de 30 % sur présentation : <ul style="list-style-type: none"> - d'un document attestant du démarrage de l'opération (ordre de service, commande signée...) - de la photographie du panneau d'information⁴ sur le financement régional installé sur le site des travaux selon le modèle A téléchargeable sur le site internet de la Région 	50 % sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées, représentant a minima 70 % de la dépense subventionnable, visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée. 	Solde de 20% maximum sur présentation de l'état détaillé des dépenses réalisées visé par : <ul style="list-style-type: none"> - le comptable public si le maître d'ouvrage est soumis à la comptabilité publique - le comptable de la structure ou à défaut par le maître d'ouvrage dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée.

L'état détaillé des dépenses réalisées (HT ou TTC selon la dépense subventionnable retenue) présente les dates de paiement, la nature des dépenses et le nom du fournisseur.

En cas de réalisation partielle de l'opération, la subvention est soldée au prorata des dépenses effectivement réalisées, sur présentation des justificatifs prévus dans l'arrêté attributif ou convention d'attribution de subvention, avec, le cas échéant, reversement du trop-perçu, sauf pour les subventions inférieures ou égales à 3 000 €.

Pour les projets portés par des collectivités, autres établissements publics ou bailleurs sociaux, **la Région se réserve le droit de ne pas verser le solde de la subvention régionale, ou d'en demander le remboursement dans le cas où elle n'aurait pas été associée,** comme convenu à l'article 2 du Contrat régional de solidarité territoriale, **à l'inauguration de l'opération.**

Ces modalités pourront être adaptées par la CPR pour des projets particuliers, notamment pour des opérations d'envergure pour lesquelles un échelonnement des paiements sur la durée du Contrat pourra être proposé.

Axe A1 : Attractivité numérique du territoire

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Priorité d'action 24.1 : Accompagner le déploiement de la fibre optique sur les zones d'initiatives publiques du département

Priorité d'action 24.2 : Privilégier les cibles « économie », « services publics, santé, culture » et « enseignement »

Lancé au printemps 2013, le Plan France Très Haut Débit vise à couvrir l'intégralité du territoire en très haut débit d'ici 2022, c'est-à-dire proposer un accès à Internet performant à l'ensemble des logements, des entreprises et des administrations.

Pour assurer que la couverture du territoire sera intégrale en 2022 et éviter le déploiement de plusieurs réseaux en parallèle, le Plan divise le territoire en deux zones :

- Dans les grandes agglomérations et chefs-lieux de département (zones AMII), les opérateurs privés déploient des réseaux de fibre optique jusqu'à l'abonné (FttH : ils s'engagent à réaliser ces déploiements d'ici 2020 dans le cadre de conventions signées avec les collectivités territoriales concernées et l'État,

- En dehors des grandes agglomérations, les collectivités territoriales déploient des réseaux d'initiative publique mobilisant plusieurs types de réseaux d'accès à Internet : FttH, amélioration des débits sur le réseau ADSL, satellite, Wimax, 4G). Propriété des collectivités territoriales, ces réseaux d'initiative publique proposent des services aux particuliers et entreprises par des fournisseurs d'accès à Internet (FAI).¹

Le schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDAN) du Loir-et-Cher a été validé le 25 juin 2012, une mise à jour ayant été adoptée en décembre 2013. Une partie du territoire d'Agglopolys sera couverte en Très Haut Débit (THD) avec une fibre à l'abonné par un opérateur privé, le reste du territoire du Pays devra être accompagné par les pouvoirs publics.

Pour porter le déploiement de ces infrastructures numériques, il a été créé en 2014 un syndicat mixte ouvert « Loir-et-Cher Numérique » regroupant le Conseil Régional du Centre-Val de Loire, le Conseil départemental ainsi que l'ensemble des EPCI du département. Il s'est élargi en 2017 à la Touraine avec l'adhésion du Conseil départemental et de l'ensemble des EPCI de l'Indre-et-Loire, devenant le syndicat mixte ouvert « Val de Loire Numérique ».

En 2017, l'entreprise TDF a été retenue pour réaliser le déploiement, l'exploitation et la commercialisation du réseau fibre au sein des départements d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher, dans le cadre d'une concession de service public de 25 ans.

Suite au résultat de l'appel d'offres du SMO, et aux versements déjà effectués qui couvrent l'engagement financier total de la Région Centre-Val de Loire, il n'est pas nécessaire de réserver des crédits dans le CRST 2018-2024 du Pays des Châteaux.

¹ Source : France Très Haut Débit

Axe A2 : Accueil des entreprises

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Priorité d'action 1.1 : Le soutien aux entreprises

Priorité d'action 2.2 : Favoriser le regroupement des entreprises au sein des structures de type clusters ou pôles de compétitivité pour permettre des synergies sur des problématiques transversales

Priorité d'action 4.1 : Susciter une stratégie de développement économique à l'échelle du bassin de vie, développer et qualifier l'offre sur les secteurs où une carence est démontrée

Le territoire bénéficie d'un certain dynamisme en termes de création d'emploi, puisque sur la période 2009-2014, 969 emplois ont été créés, soit une évolution de + 1,6% (- 1,9% sur la Région Centre - Val de Loire - source Insee). Les créations d'emplois ont eu lieu localement sur l'activité industrielle (+ 733 emplois de 2009 à 2014) et le tertiaire (+ 362 emplois).

La Communauté d'Agglomération de Blois s'inscrit dans la continuité de sa politique volontariste de reconquête des friches industrielles (reconversion de la friche Cino Del Duca à Blois) et dans l'impulsion d'une dynamique de développement économique au sein des quartiers Nord de Blois (pépinière d'entreprise et coworking « le Lab »).

Le territoire poursuit son soutien à la Maison de l'Emploi du Blaisois sur son dispositif expérimental intitulé « TransVaLoire », qui cherche à qualifier l'emploi saisonnier (touristique et agricole).

AXE A2 : Accueil des entreprises	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure n°2 : Foncier économique	250 000 €	250 000 €	0 €
Mesure n°3 : Création de locaux d'activités	670 000 €	670 000 €	0 €
Mesure n°3-4 : Programme TransVaLoire pour structurer l'emploi saisonnier	95 000 €	0 €	95 000 €
TOTAL	1 015 000 €	920 000 €	95 000 €

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure n°2

Requalification de la friche Québecor / site Cino del Duca - Aménagement foncier

Maître d'ouvrage : Communauté d'Agglomération de Blois - Agglopolys

Montant estimatif du projet : Environ 1 000 000 € HT

Contenu : Viabilisation du foncier. Une première tranche de démolition a été soutenue en 2014 via la convention Région-Département (155 250 €), une seconde tranche en 2015 via le CPER (234 400 €) et le CRP3G (196 400 €).

Etat d'avancement du projet : Schéma d'aménagement du foncier en cours de finalisation en 2018 (en régie Agglopolys).

Echéancier (démarrage des travaux) : Dépôt du permis d'aménager en novembre 2017.

Mesure n°3

Requalification de la friche Québecor / site Cino del Duca - réhabilitation du bâtiment de façade

Maître d'ouvrage : Communauté d'Agglomération de Blois – Agglopolys

Montant estimatif du projet : entre 3 M € et 3,4 M€ HT

Estimation du reste à charge : recettes estimées à 1 500 €/m² x 850 m², soit 1 275 000 €

Contenu : Réhabilitation de l'immeuble (restauration de la façade avant, adaptation de la façade arrière, création de menuiseries, confortation des planchers, isolation...) à destination de locaux d'activités en location

Etat d'avancement du projet : Etude pour la conservation de la façade et la pré-programmation du bâtiment de façade achevée octobre 2017 (Agence Pierre-Antoine GATIER)

Echéancier (démarrage des travaux) : Echéancier à définir pour la réhabilitation de l'immeuble.

Mesure n°3.4

Programme TransVaLoire pour structurer l'emploi saisonnier

Maître d'ouvrage : Maison de l'Emploi du Blaisois

Montant estimatif du projet : 240 000 € TTC

Contenu : Finalités du dispositif TransVaLoire sur le territoire du Pays des Châteaux :

- Améliorer les conditions d'accueil, de vie, de travail et d'emploi des saisonniers ;
- Favoriser l'adéquation entre l'offre et la demande d'emplois dans une logique de sécurisation des parcours professionnels ;
- Améliorer la cohérence entre l'offre et la demande de formation et les besoins du marché local du travail ;
- Favoriser la professionnalisation des travailleurs saisonniers et des employeurs ;
- Rechercher et développer les complémentarités saisonnières et la pluriactivité ;
- Consolider et valoriser la situation d'emploi des travailleurs saisonniers dans l'optique de favoriser un emploi qualifié et durable ;
- Favoriser la diffusion d'informations en direction des employeurs, des salariés saisonniers et des demandeurs d'emploi sur leurs droits et leurs obligations respectifs ;
- Développer un réseau d'information sur le travail saisonnier avec l'appui des structures d'accueil existantes ;

Avancement du projet :

La première phase a permis d'expérimenter une méthodologie pour structurer et rendre plus attractif l'emploi saisonnier sur le Pays des Châteaux. Durant les 3 premières années du dispositif, une véritable offre de service a été créée et développée (accueil de saisonniers, communication/promotion du dispositif, animation de groupes d'employeurs pour générer des boucles saisonnières, placement, mise en relation, prise en charge d'offres, jumelages de compétences avec la Savoie et les Pyrénées, développement de l'offre de formation locale, articulation des organismes de formation avec le dispositif, prise d'initiatives auprès des entreprises pour réduire les pénuries de main d'œuvre,...) . **La phase suivante consiste à conforter le dispositif en cherchant à atteindre des volumes suffisants pour générer des économies d'échelle.**

Echéancier (démarrage des travaux) : de janvier 2018 à décembre 2020

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} janvier 2018

Descriptif sommaire des projets pressentis

Construction d'un bâtiment atelier relais dans la zone d'activité « la cave St Jean » à Oucques la nouvelle ou à Mer

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes Beauce Val de Loire

Montant estimatif du projet : 464 455 €

Estimation du reste à charge : 243 559 €

Contenu : La communauté de communes Beauce Val de Loire, dans le cadre de sa politique de développement économique, propose du foncier et des locaux à la location. A ce jour, l'offre de locaux de 200 à 300 m² (qui est la superficie la mieux adaptée à une TPE, PME, agence) dans l'immobilier privé n'existe pas.

C'est pourquoi, afin d'accueillir de nouvelles activités sur le territoire ou de permettre la création d'annexes à des activités en développement, la réalisation d'un immobilier à Oucques la nouvelle est programmée.

Il comprendra 2 modules de 150 m², soit une surface totale de 300 m². Chacun se compose d'une partie atelier avec porte sectionnelle, d'une partie locaux sociaux (sanitaires, vestiaire), d'un bureau. La cloison centrale peut être ouverte pour offrir un espace de 300 m². Le projet sera réalisé en une tranche.

Un bail commercial est prévu et le loyer mensuel sera de 750 € pour la totalité du bâtiment, soit 9 000 € par an. Les dépenses comprennent les travaux de construction de l'atelier-relais, les frais de maîtrise d'œuvre, CSP...

Etat d'avancement du projet : étude en septembre 2017

CADRE DE REFERENCE

Foncier économique

Régimes d'aide	<p>Conformément à l'article 3 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1511-3 CGCT, seul le bloc communal est doté de la compétence de plein droit pour définir et accorder des aides à l'immobilier d'entreprise.</p> <p>L'aide régionale en matière de foncier économique et d'immobilier d'entreprises s'exerce donc en application du régime d'aide défini par la collectivité maître d'ouvrage de l'opération.</p> <p>L'éventuel rabais consenti à l'entreprise par rapport au prix du marché et permis par ces financements publics doit s'inscrire dans un régime d'aide d'Etat qui doit réglementairement être notifié à l'entreprise.</p> <p>Les aides octroyées aux entreprises (à savoir un tarif préférentiel sur la vente ou la location) devront être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat, en s'appuyant sur l'un des régimes notifiés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Offrir aux entreprises des conditions optimales pour leur implantation ou leur développement, tout en : • limitant les risques de concurrence entre les territoires • donnant la priorité au renouvellement et à la densification de l'existant • assurant une amélioration qualitative et environnementale des parcs d'activités
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple). • Avoir engagé une démarche de développement durable pour l'aménagement du parc d'activités traitant 4 thématiques obligatoires : « Gestion économe de l'espace - Energie - Chantier », « Biodiversité - Eau - Paysage », « Déplacements » et « Services aux salariés et aux entreprises »
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Requalification et densification du parc existant 2. Création de nouvelles surfaces d'activités (extension de parc existant / création de parc) exclusivement pour les territoires sur lesquels l'offre est inférieure à la demande estimée à 5 ans <ul style="list-style-type: none"> - Toutes les dépenses liées à l'aménagement interne du parc d'activités : frais d'ingénierie (AMO développement durable, MOE, études spécifiques), acquisitions foncières, travaux de viabilisation (VRD) et d'aménagement (éclairage, signalétique, espaces verts ...) - Investissements liés à la création de services et d'équipements aux salariés et aux entreprises. - Acquisitions foncières intégrées dans une stratégie foncière à long terme - Investissements liés à des équipements spécifiques (exemples : réseau de chaleur, embranchement ferré, TIC ...)
Maîtres d'ouvrage	<p>EPCI, PETR, Syndicats mixtes, syndicats intercommunaux le cas échéant, et leurs délégataires</p>

Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement de zone : 50% maximum du reste à charge pour maître d'ouvrage, après déduction de l'ensemble des recettes (subventions et recettes issues de la vente des terrains sur la base d'un prix de vente conforme au marché local). - Equipements spécifiques / services seuls sur ZAE existante : 40% - AMO Démarche de développement durable : 80% - Réserve foncière économique à long terme : 20% <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pour tout projet : Indication du régime retenu pour la pratique d'un tarif préférentiel aux entreprises ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées ✓ <u>Modalités spécifiques aux projets de création de nouvelles surfaces d'activités (extension / création) :</u> <p>Les projets d'extension ou de création de parcs d'activités doivent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ limités à des secteurs ou carence en foncier d'activité avérée (identifié dans le projet de développement économique) ✓ situés dans un centre urbain (agglomération ou pôle de centralité) ou desservis par un nœud infrastructures routières majeures ou ferroviaires ou par une ligne régulière de transports en commun (gare, arrêt de bus urbain) assurant un bon accès de la zone aux utilisateurs. <p>La nécessité de créer de nouvelles surfaces d'activités doit être argumentée au regard :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ de la démonstration que la requalification et/ou la reconversion de friches ne peut répondre aux besoins identifiés sur le territoire. ✓ de l'existence d'un taux de commercialisation du foncier économique capable d'utiliser les réserves disponibles en moins de 4 à 5 ans, ✓ d'une analyse au regard de son impact sur les espaces agricoles, les espaces naturels à préserver, les secteurs touristiques remarquables.
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb d'entreprises nouvelles implantées sur le territoire

CADRE DE REFERENCE

Création de locaux d'activités

Régimes d'aide	<p>Conformément à l'article 3 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dont les dispositions ont été codifiées à l'article L.1511-3 CGCT, seul le bloc communal est doté de la compétence de plein droit pour définir et accorder des aides à l'immobilier d'entreprise.</p> <p>L'aide régionale en matière de foncier économique et d'immobilier d'entreprises s'exerce donc en application du régime d'aide défini par la collectivité maître d'ouvrage de l'opération.</p> <p>L'éventuel rabais consenti à l'entreprise par rapport au prix du marché et permis par ces financements publics doit s'inscrire dans un régime d'aide d'Etat qui doit réglementairement être notifié à l'entreprise.</p> <p>Les aides octroyées aux entreprises (à savoir un tarif préférentiel sur la vente ou la location) devront être compatibles avec la réglementation des aides d'Etat, en s'appuyant sur l'un des régimes notifiés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'une « chaîne immobilière » assurant le parcours résidentiel des entreprises (quel que soit leur statut juridique) avec une gamme de locaux d'activités adaptés, qu'il s'agisse de permettre l'accueil de nouvelles entreprises ou le développement des entreprises existantes. • Soutenir la création et le développement des entreprises dans les pôles offrant une gamme de services aux entreprises et aux salariés suffisante, en développant des produits adaptés (services communs, conseil et réseaux inter entreprise).
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • Avoir signé une convention de partenariat économique entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)
Contenu	<p>La Région soutiendra en priorité la reconversion de friches dans un souci d'économie de foncier.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Création de locaux d'activités en location aux entreprises* (pépinière, atelier relais hôtel d'entreprises, village d'artisans) en bail précaire (24 mois) ou en bail commercial (3/6/9 ans) • Création de locaux d'activités pour le compte d'une entreprise dans le cadre d'un crédit-bail immobilier <p>* Quel que soit leur statut juridique (RCS, RM, coopérative, association...)</p>
Maîtres d'ouvrage	EPCI et leurs délégataires éventuels

Financement régional



Dépenses éligibles :

- L'ensemble des dépenses d'investissement liées à la création du bâtiment, des études et acquisitions jusqu'à l'aménagement intérieur du bâtiment.
- Concernant les équipements (meubles, informatique ...), seuls les équipements de service commun aux entreprises sont éligibles

Sous réserve que la détermination du loyer consenti respecte la réglementation en vigueur : 50% du reste à charge du maître d'ouvrage,

Reste à charge = Dépenses – recettes (subventions et loyers)

- ✓ En bail précaire ou en bail commercial : le reste à charge pour le maître d'ouvrage est calculé déduction faite des loyers escomptés sur 9 ans et des éventuelles autres recettes ou subventions
- ✓ En crédit-bail : le reste à charge du maître d'ouvrage est calculé déduction faite :
 - des loyers escomptés sur la durée du crédit-bail
 - du montant de l'option d'achat
 - ainsi que des éventuelles autres recettes et subventions

- Subvention minimum 2 000 €
- Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- Taux bonifié de 10 points pour les projets de réhabilitation de bâtiments existants. Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :
 - système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
 - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)

Modalités



- ✓ Démonstration de l'opportunité du projet au regard du projet local de développement économique durable du territoire (analyse de l'offre et de la demande en immobilier d'entreprise sur le territoire, constat de carence de l'initiative privée)
- ✓ Bilan financier prévisionnel de l'opération, apprécié au regard des coûts d'investissement et d'exploitation sur 9 ans ou sur la durée du crédit-bail (gestion, entretien-maintenance du bâtiment) et des recettes escomptées
- ✓ Respect par le maître d'ouvrage de la réglementation relative aux aides aux entreprises en vigueur (légalité du rabais éventuel par rapport au prix du marché, non enrichissement sans cause du maître d'ouvrage).
- ✓ Convention entre l'entreprise et la collectivité dans le cadre d'un crédit-bail
- ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
- ✓ Pour les parties administratives dans un bâtiment existant: atteinte de l'étiquette énergétique B, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m²/an conjuguée à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux

Indicateurs d'évaluation

- Nb d'emplois créés sur le territoire
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nb d'entreprises accueillies
- Dont nouvellement implantées sur le territoire

CADRE SPECIFIQUE

Programme TransValoire pour structurer l'emploi saisonnier

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir et créer des emplois non délocalisables - Renforcer l'attractivité du territoire par une offre d'emplois saisonniers attractive - Conforter une expérimentation sur le bassin de vie de Blois susceptible d'intéresser le territoire régional <p>Apporter l'ingénierie nécessaire pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser sur l'intérêt de conforter l'emploi saisonnier localement - Faire un état des lieux, un diagnostic, un inventaire, ... - Définir un plan d'actions - Suivre la mise en œuvre du plan d'actions 	
Contenu	Ingénierie internalisée (chargé de mission)	
Maîtres d'ouvrage	Maison de l'Emploi	
Financement régional	50% maximum des frais d'animation (salaire chargé + forfait de 15% pour le fonctionnement), internalisés dans la limite de 3 ans	
Modalités	<p>⇒ Validation de la fiche de poste du chargé de mission par la Région et association des services de la Région au recrutement du chargé de mission ou au choix du prestataire</p> <p>⇒ Association de la Région, et des autres partenaires financeurs, au Comité de pilotage de suivi de la démarche</p> <p>⇒ Pour une animation internalisée, la mission confiée fait l'objet d'une production (comparable à une prestation externe) et un rapport d'activité précis et détaillé (documents produits, compte-rendu de réunions...) est fourni chaque année à l'issue de la 1^{ère} année, à l'appui de toute demande pour l'année N+ 1</p> <p>Le financement de ces prestations émerge sur l'enveloppe de 10% maximum du Contrat pouvant être consacrée au fonctionnement</p>	
Indicateurs d'évaluation	<p>INDICATEURS TRANSVERSAUX</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés 	<p>INDICATEURS SPECIFIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Evaluation des actions réalisées (par le chargé de mission ou à l'issue de l'animation)

Axe A3 : Economie agricole

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Priorité d'action 12.2 : Encourager le développement de l'agriculture biologique

Priorité d'action 12.3 : Soutenir le développement de circuits alimentaires de proximité (Production, transformation, commercialisation individuelle ou collective, restauration collective).

Priorité d'action 12.4 : Préserver les terres agricoles comme support d'une agriculture de proximité

L'agriculture constitue aujourd'hui un véritable atout pour le bassin de vie de Blois. Très diversifiée à l'échelle du territoire, elle est fortement marquée par la barrière naturelle que constitue la Loire.

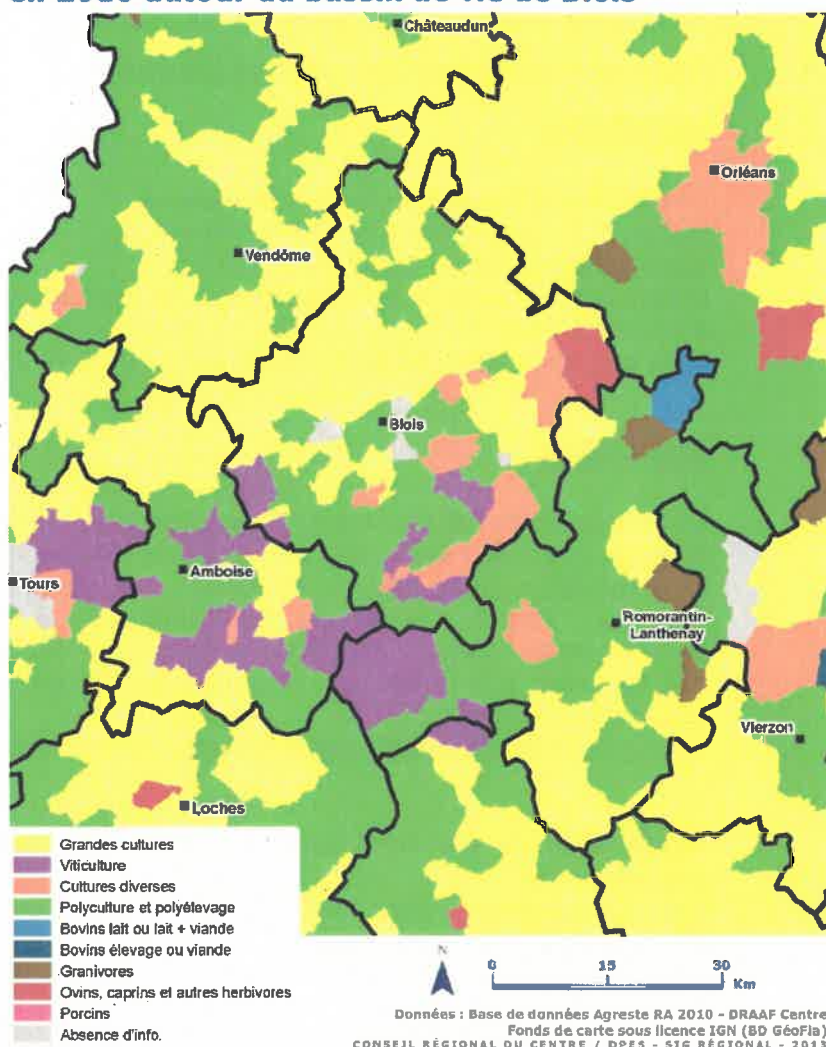
Le nord du territoire est une zone de grandes cultures mais aussi avec quelques singularités comme la présence d'exploitations spécialisées dans la production de petits fruits (cassis,...) destinés à l'agro-alimentaire. Cette zone doit aujourd'hui faire face à un véritable défi environnemental de reconquête de la qualité de l'eau suite à une exploitation trop intensive des terres.

Le sud du territoire est probablement le plus diversifié de la région. Des filières locales très spécifiques au territoire peuvent être identifiées comme l'igname, l'asperge verte, le poireau et d'autres légumes de plein champ, la fraise. On y trouve les Appellations d'Origine Cheverny, Cour-Cheverny et Touraine-Mesland, pour la viticulture ou encore Selles-sur-Cher pour le fromage de chèvre. La diversité des productions et la présence de cultures fortement demandeuses de main d'œuvre expliquent tout à la fois que le bassin se caractérise par une taille moyenne des exploitations plus petite que la moyenne régionale mais aussi que l'effectif salarié soit important. Les productions du territoire sont structurées autour de nombreux outils d'aval souvent de type coopératif comme l'ancienne coopérative du Blaisois, devenue au gré des évolutions un élément essentiel d'Axéreal, ou encore comme le cadran de Sologne pour la fraise.

Elément structurant de l'économie locale, l'agriculture devra savoir encore mieux tirer profit d'autres atouts du territoire comme les Châteaux ou encore la Loire et son inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Le maintien d'une agriculture diversifiée est un enjeu pour le territoire car ces mosaïques de milieux sont garantes du maintien de la diversité des milieux et des paysages.

Les orientations technicoéconomiques par commune en 2010 autour du bassin de vie de Blois



A l'échelle du bassin de production et de consommation de Blois, plusieurs initiatives portées par le Pays des Châteaux et ses intercommunalités membres tendent à mettre en place un Système Alimentaire Territorialisé : analyse et suivi de la gouvernance alimentaire locale, réalisation de cartes de producteurs en vente directe, structuration de producteurs pour répondre à la Restauration Hors Domicile, promotion de dispositifs d'aides comme « Un fruit pour la récré » ...

AXE A3 : Economie agricole	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure n°4 : Développement de l'agriculture biologique	250 000 €	250 000 €	0 €
Mesure n°5 : Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité	250 000 €	250 000 €	0 €
Mesure n°5-4 : Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire territorialisé	100 000 €	70 000 €	30 000 €
TOTAL	600 000 €	570 000 €	30 000 €

Descriptif sommaire des projets identifiés :

Mesure n°4

Installation en maraîchage biologique

Maître d'ouvrage : Ary REGENT (Villebarou)

Montant estimatif du projet : 25 000 €

Contenu : installation en maraîchage biologique en sortie de l'espace-test agricole Les Prés d'Amont à Blois

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} avril 2018

Mesure n°5

Développement d'un atelier de production de yaourts fermiers

Maître d'ouvrage : GAEC du Croc du Merle (Muides-sur-Loire)

Montant estimatif du projet : 30 000 €

Contenu : Projet d'achat de conditionneuse à yaourts pour développer la capacité de production de l'atelier. Le débouché de cette production est orienté sur la vente directe, que ce soit en vente à la ferme vers les touristes et locaux, mais aussi à destination des scolaires et des restaurateurs.

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} novembre 2017

Acquisition de matériel pour répondre à la demande de la restauration collective en pâtes sèches

Maître d'ouvrage : Benoît LONQUEU (Ferme du Chat Blanc à Maves)

Montant estimatif du projet : 110 000 €

Contenu : Outil de production de pâtes sèches (machine à pâtes, séchoir, conditionneuse) bio et conventionnelles à partir des céréales produites sur la ferme.

Il s'agit de développer la production pour répondre à la demande en restauration collective (écoles, collèges, lycées...).

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} décembre 2017

Création d'un arboretum à vocation agrotouristique et pédagogique

Maître d'ouvrage : Pépinières DASMIEN, implantation du projet à Mont-près-Chambord

Montant estimatif du projet : 55 000 €

Contenu : Installation en 2013 sur la commune de Mont-près-Chambord sur une surface d'environ 1 ha en location temporaire au moyen d'une convention de mise à disposition SAFER qui prend fin en 2019. Julien DASMIEN y exerce une activité agricole de pépiniériste en cultivant des arbustes d'ornement en pleine terre et sous serre. La commercialisation est réalisée auprès des professionnels et des particuliers. Dans un souci de pérennité de l'exploitation, Julien DASMIEN recherche activement des terrains pour développer une activité complémentaire, voire relocaliser l'activité pépinière sur des terrains dont il pourrait avoir la maîtrise foncière.

Objet du dossier : Julien DASMIEN vient d'acquérir deux parcelles sur la commune de Mont-près-Chambord, pour mettre en œuvre un projet de développement agro-touristique avec l'accueil des écoles et la visite de l'arboretum.

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} janvier 2018

Descriptif sommaire des projets pressentis :

Mesure n°4

Mise en place d'un atelier découpe ovin viande

Maître d'ouvrage : Pascal Bellier (ferme située à la Chapelle Saint Martin-en-Plaine)

Montant estimatif du projet : 60 000 €

Contenu : Projet d'atelier découpe de viande en production biologique pour vente directe.

Etat d'avancement du projet : Projet en cours de réflexion

Développement de l'agriculture biologique

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir l'emploi agricole non délocalisable sur le territoire régional - Concourir à la préservation de la biodiversité, de la qualité de l'eau, de l'air et des paysages - Amplifier le rythme de conversion des surfaces à l'agriculture biologique et conforter les surfaces converties conformément au SRDEII
Contenu	Investissements de production (sauf s'ils relèvent d'un des CAP' Filière)
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Exploitants agricoles adhérant à un GAB ou à une structure collective AB hors Biocentre - Structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure), CUMA
Financement régional	<p>35% (exploitants individuels) – soit une bonification de 10 points par rapport à un producteur conventionnel</p> <p>Bonification de 5 points pour tout nouvel installé (depuis moins de 5 ans, cumul 40%)</p> <p>La subvention régionale est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 000 € minimum - 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle - 100 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective
Modalités	Attestation de certification AB de l'année
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Surfaces concernées en conversion et en maintien

Diversification agricole et développement des circuits alimentaires de proximité

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir et favoriser l'emploi agricole (non délocalisable) sur le territoire régional - Développer de la valeur ajoutée sur les exploitations agricoles pour diversifier les revenus des exploitations et rendre les exploitations moins sensibles aux aléas économiques et climatiques - Limiter le transport des productions agricoles - Favoriser la traçabilité des produits par la vente directe entre producteurs et consommateurs - Développer l'alimentation de proximité notamment en direction des cantines scolaires et de la restauration collective
Contenu	Investissements de production, transformation, commercialisation liés à la diversification agricole, aux circuits courts alimentaires, à l'approvisionnement local et bio des cantines scolaires et de la restauration collective, à l'agritourisme
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles, structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure), CUMA
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - 25% en individuel (quelle que soit la forme juridique de l'exploitation) <p>Bonification de 10 points pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nouvel installé depuis moins de 5 ans - agriculteur biologique <p>... dans la limite de 40%</p> <ul style="list-style-type: none"> - 35% en structures collectives (regroupement d'au moins 4 exploitations dans une structure) <p>La subvention régionale est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 000 € minimum - 30 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage individuelle - 100 000 € maximum en maîtrise d'ouvrage collective
Modalités	<p>Investissements éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investissements relatifs à la transformation et à la commercialisation (matériels, locaux) liés à la diversification agricole, aux circuits courts alimentaires, à l'approvisionnement local et bio des cantines scolaires et de la restauration collective, à l'agritourisme - Investissements de production liés à une diversification représentant, ou relatifs à une niche économique, s'ils ne relèvent pas d'un CAP Filière
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'Ha artificialisés

Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire Territorialisé

Sens de l'action régionale

- **Accompagner la création de PAT, puis de SAT**, par la mise en réseau des acteurs et la relocalisation de l'alimentation, pour le développement économique local et l'accès à une alimentation de qualité, AB, pour tous :

- * Mise en place d'un PAT
- * Installation de nouveaux acteurs économiques (producteurs, transformateurs) et mise à disposition de foncier, selon les principes retenus pour les SAT dans la Région Centre Val de Loire
- * Mise en place de la gouvernance d'un SAT

- **Maintenir et développer l'emploi local non-délocalisable**, et **développer la valeur ajoutée** des exploitations agricoles

- Promouvoir **l'image des territoires** à travers des **produits de terroir**
- Répondre à l'attente des citoyens en matière **d'alimentation durable et de santé**
- Concourir à la **préservation de terres arables** dans les zones péri-urbaines, à la lutte **contre le réchauffement climatique**, à la **préservation de la biodiversité** via des modes de production agro-écologiques et respectueux

La définition des principes des systèmes alimentaires territorialisés constitue une action à part entière de la Stratégie Régionale en faveur de l'Alimentation articulée autour de :

- *la restauration collective, levier de changement*
- *la gastronomie et les terroirs vitrine de l'art de vivre en région*
- *les acteurs économiques : relever le défi de la qualité nutritionnelle*
- *l'éducation pour les initiatives citoyennes et une alimentation durable*
- *les systèmes alimentaires territoriaux : accompagner l'émergence dans les territoires*

Types de projets ciblés

- **ingénierie** accompagnant les démarches de « Projet Alimentaire territorial » (diagnostic partagé, sensibilisation, programme d'actions, outils d'évaluation...) ou l'émergence et la structuration de démarche de « Système Alimentaire Territorialisé » (visant à tendre vers l'autonomie alimentaire du territoire), selon une méthodologie collaborative et intégrative des acteurs afin d'assurer une gouvernance territoriale partagée : l'accompagnement d'un projet collaboratif pourra relever du dispositif A Vos ID

- **investissements** visant à faciliter le rapprochement producteurs/consommateurs, l'installation de nouvelles activités liées à la création d'un SAT, l'approvisionnement de la restauration collective, la mutualisation d'outils de stockage, livraison, conditionnement, préparation, l'aménagement et la mise à disposition de foncier par les collectivités (ferme-relais ...) – y compris études de faisabilité amont. Concernant la restauration collective, sont éligibles les investissements dédiés au stockage et à la transformation de produits locaux. Sont exclus la mise aux normes et le renouvellement de matériel courant.

NB : les investissements des producteurs (agriculteurs, associations d'insertion) favorisant le développement d'une offre sur le territoire (production, transformation, commercialisation) sont accompagnés au titre des cadres n°4, 5 et 8.

Financement régional



Maîtres d'ouvrages : Collectivités, syndicats mixtes, établissements publics, associations, notamment AMAP, et chambres consulaires à la condition d'être intégrées dans une démarche collective publique
Privés dans le cadre d'une démarche collective (ex : maison de retraite, établissement d'enseignement)

Dépenses éligibles :

- ingénierie internalisée ou externalisée menée à l'échelle d'un territoire, défini au regard du bassin de vie ou de consommation auquel il appartient.
- dépenses de communication et d'animation

Il ne peut s'agir du financement de missions préexistantes ou de missions classiques de la structure support

- investissements s'inscrivant dans la démarche SAT (de type plate-forme logistique, légumeries, magasin de producteurs, véhicules de livraison, mise à disposition de foncier...)

Taux d'intervention :

- 60% maximum des frais d'animation et des frais d'ingénierie dans la limite de trois ans
- 40 % investissements
- Subvention minimum 2 000 €, plafonnée en cas de maîtrise d'ouvrage privée (ex : maison de retraite de droit privé) à 30 000 €

En cas de projet immobilier :

- ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.
- ❖ Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :
 - système de chauffage utilisant majoritairement le bois,
 - ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),
 - ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)

Conditionnalités spécifiques :

Association de la Région au comité de pilotage de suivi de la démarche et à toutes les étapes de conception et de validation du projet

Modalités

- ✓ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
- ✓ L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux

Indicateurs d'évaluation

Nombre d'emplois créés
Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
Volume de productions concernés (créés, traités, commercialisés ...)

Axe A4 : Economie sociale et solidaire

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Priorité d'action 1.3 : Accompagner le développement de l'économie circulaire

Priorité d'action 2.4 : Développer et structurer l'ESS, l'économie circulaire

L'ESS représente 10,5 % des emplois de la région Centre-Val de Loire, soit un pourcentage sensiblement supérieur à la moyenne nationale (10,46 %), et regroupe 11 % des établissements employeurs de la région, soit 9 307 établissements. Bien que présente dans tous les secteurs, avec plus de 36 000 salariés en région Centre-Val de Loire, l'action sociale est le secteur le plus pourvoyeur d'emplois dans l'ESS et représente 43 % de ses effectifs salariés. Une entreprise de l'ESS compte en moyenne 8,1 ETP en Centre-Val de Loire (9,1 en France), contre 7,1 pour le secteur privé hors ESS.

Les entreprises de l'ESS ont connu une forte croissance de leurs emplois sur les quinze dernières années en région Centre-Val de Loire. L'analyse sur le court terme montre pourtant que cette période de croissance continue est révolue et que les entreprises de l'ESS sont confrontées à une stagnation, voire à une diminution, du nombre de ses postes salariés. Par ailleurs, la forte croissance de l'activité et des effectifs au cours des dernières années impacte les conditions d'emplois (départs à la retraite à anticiper pour la transmission des savoir et savoir-faire, professionnalisation de certains secteurs). Il s'agit de suivre ces mutations, à l'heure où ces acteurs font également face à une contraction des financements publics qui influe sur leur activité et sur leur modèle économique*.

Entre 2010 et 2014, l'emploi dans l'ESS dans le département du Loir-et-Cher a augmenté de 0,1%, soit une hausse de 5 postes salariés. Les effectifs stagnent donc pour le Loir-et-Cher à l'image de la moyenne régionale.

Une analyse de l'ESS sur les filières d'avenir** de la région Centre-Val de Loire a montré le potentiel de développement de ces entreprises sur des activités à forte croissance : numérique, mobilité, économie verte (avec l'économie circulaire et l'écoconstruction), circuits courts alimentaires, culture, tourisme ou encore la silver économie.¹

Le Pays des Châteaux a par conséquent un rôle à jouer dans le développement de l'ESS sur son territoire.

¹ ATLAS de l'Économie Sociale et Solidaire en région Centre-Val de Loire - Édition 2016 - CRESS Centre-Val de Loire

*Enquête sur le financement des entreprises de l'ESS », CRESS Centre-Val de Loire, 2015

** « La place de l'ESS dans les filières d'avenir de la région Centre », CRESS Centre-Val de Loire, 2014

CADRE DE REFERENCE

Insertion par l'Activité Economique des personnes en difficultés

Régimes d'aide	<p>Si l'opération entre dans le champ des aides d'Etat, application du régime d'aide le plus adapté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME ou - régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale ou <p>à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</p>
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l'insertion professionnelle des personnes en difficultés et handicapées
Pré-requis inscrits au SRDEII	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un projet local de développement économique durable à l'échelle de l'intercommunalité, ou d'un groupement d'intercommunalités, en cohérence avec le SCOT, approuvé ou actualisé depuis moins de 6 ans • Disposer d'une ingénierie (internalisée ou externalisée) pour le mettre en œuvre • S'articuler avec une convention de partenariat économique signée entre la Région et l'EPCI compétent ou un groupement d'EPCI (PETR par exemple)
Contenu	<p>⇒ Acquisition de foncier lié au développement de l'activité de la structure</p> <p>⇒ Aide à l'investissement immobilier (y compris acquisitions foncières et immobilières) pour permettre le développement de l'activité de l'association</p> <p>⇒ Aménagements productifs, équipement et matériels nécessaires pour le développement de l'activité de l'association (machines, outils, acquisition de véhicule...)</p> <p>⇒ Ingénierie, frais d'honoraires, études spécifiques hors étude d'impact réglementaire</p> <p>Domaines d'activités : agriculture bio, maraîchage, services à la personne, éco-construction, éco-conception, entretien des espaces verts, collecte et recyclage d'objets de récupération...</p>
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Structures agréées au titre de l'Insertion par l'activité Economique (IAE) : Association Intermédiaires (AI), Entreprise d'Insertion, Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), Atelier et chantier d'insertion (ACI) - Entreprises Adaptées (EA) et Etablissement ou Services d'Aide par le Travail (ESAT) - Régies de quartier <p><i>Les opérations en maîtrise d'ouvrage publique relèvent du cadre de référence n°2 ou 3.</i></p>
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Taux : 40% si l'opération ne relève pas d'une aide d'Etat • Subvention minimum 2 000 € • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)



Modalités	<p>Agrément de la structure par les services compétents (Etat, DIRECCTE ...)</p> <p>Pour les projets immobiliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nombre de personnes insérées à leur sortie du dispositif (CDD de plus de 6 mois, CDI, alternance) • Nombre de personnes handicapées insérées

Axe A6 : Economie touristique

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Priorité d'action 11.1 : Développer les itinérances douces : Loire à Vélo, châteaux à vélo, tourisme équestre...

Priorité d'action 11.2 : Mettre en relation les « grands sites » que sont les châteaux (Chaumont, Chambord, Blois, Cheverny...) avec les autres sites de visite du territoire

Priorité d'action 11.3 : Développer les démarches qualité et d'innovation dans les sites patrimoniaux

Priorité d'action 11.4 : Développer un tourisme vert fondé sur le patrimoine naturel

Priorité d'action 11.5 : Rendre les habitants consommateurs et prescripteurs d'un tourisme local

Priorité d'action 11.6 : Répondre aux besoins de création ou de rénovation d'hébergements touristiques de qualité

La destination Blois – Chambord, portée par un Office de Tourisme Intercommunautaire rayonnant à l'échelle du Pays des Châteaux, se rattache à la marque régionale Val de Loire. Ce bassin est une destination touristique majeure de la région : la fréquentation cumulée des 26 sites ayant répondu à l'enquête du Comité Régional du Tourisme Centre-Val de Loire est de 2 093 377 visiteurs en 2011, soit près du quart de la fréquentation touristique totale du Centre (8,7 millions de visiteurs en 2012 dans les monuments, sites et musées de la région). La renommée touristique du bassin est liée à 4 « grands sites » (chiffres fréquentation 2016 ADT41) :

- le Château royal de Blois : 292 843 visiteurs ;
- le Domaine régional de Chaumont-sur-Loire : 392 387 visiteurs, pour le château et le Festival international des Jardins ;
- le Domaine National de Chambord : 831 542 visiteurs du Château et des activités ;
- et le Château de Cheverny : 349 200 visiteurs (ainsi que 76 346 visiteurs à la Maison des vins de Cheverny).

Ces fortes fréquentations touristiques nécessitent une capacité suffisante d'hébergements de qualité et des aménagements autour des principaux sites à la hauteur des enjeux touristiques.

La commune de Cheverny a été classée « station de tourisme » en 2013. Cette distinction, une première en région, atteste des efforts déployés pour la qualité des équipements, des services d'accueil des visiteurs et des animations proposées à Cheverny. La commune se lance dans un vaste projet d'aménagement intégrant des stationnements (voitures, autocars, camping-cars) mais aussi des voies douces et des placettes qui seront utilisées durant les nombreuses manifestations touristiques organisées chaque année sur la commune.

Par ailleurs, la communauté de communes Grand Chambord souhaite entrer dans la démarche d'une Opération Grand Site afin de garantir aux abords de Chambord une excellence paysagère.

Le tourisme à vélo a fortement contribué au développement touristique du territoire, avec l'aménagement de l'itinéraire de la Loire à Vélo (et deux variantes desservant Chambord). L'ensemble des boucles vélos et de la véloroute représente aujourd'hui un réseau cyclable de près de 500 Km, et un attrait pour la visite entre les « grands sites » (châteaux de Blois, Chambord, Cheverny, Chaumont-sur-Loire), entre nature et culture (paysages de Loire, vignobles et forêts). Il reste toutefois nécessaire de ponctuer cette infrastructure de services à proposer aux touristes (aires de détente, bornes de recharge de vélos à assistance électrique, sanitaires, consignes à bagage...). Certaines portions restent en outre à aménager pour améliorer la qualité de l'infrastructure et mieux valoriser l'ensemble du territoire du Pays des Châteaux, élargi en 2018 à la Communauté de Communes Beauce Val de Loire.

Deux itinéraires équestres traversent le territoire : la Route d'Artagnan (Chambord se situant à la croisée des deux voies) et Sancerre-Chambord. Le Pays devra participer à l'effort de jalonnement et d'amélioration des équipements d'accueil touristique des chevaux et cavaliers, ainsi que le soutien de professionnels équestres dans leur démarche d'adaptation.

Dans le cadre de sa nouvelle compétence Tourisme, la Communauté de communes Beauce Val de Loire a fait le choix d'adhérer à l'Office de tourisme Blois-Chambord. Ce volet touristique sera d'autant plus renforcé de par son entrée au sein du Pays des Châteaux à compter du 1^{er} janvier 2018. Dans ce cadre, la Communauté de communes Beauce Val de Loire a plusieurs projets de développement touristique à commencer par une réflexion sur la mise en place d'un bureau d'accueil touristique ou encore la prévision d'une installation d'une signalétique touristique sur son territoire en harmonie avec celle de la Communauté de communes Grand Chambord et d'Agglopolys.

Il est nécessaire pour le Pays d'articuler et d'harmoniser les dynamiques touristiques sur son territoire à présent élargi, grâce à une démarche stratégique investiguant les nombreux champs d'intervention déjà occupés et à ceux à investiguer : étude d'aménagement et d'équipement de plans d'eau dans le Val de Loire, actualisation de l'hébergement touristique toutes catégories (plein air, véhicules aménagés, hôtels...) en veillant à la concurrence et à la rentabilité des équipements, batellerie...

AXE A6 : Economie touristique	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure 10 : Tourisme à vélo	361 000 €	361 000 €	0 €
Mesure 12 : Itinérance touristique équestre	150 000 €	150 000 €	
Mesure 13 : Énotourisme	60 000 €	60 000 €	0 €
Mesure 14 : Sites touristiques et lieux d'information touristiques	330 000 €	320 000 €	10 000 €
Mesure 14.1 : Aménagement du village de Cheverny pour un accueil touristique de qualité	450 000 €	450 000 €	0 €
Mesure 14.3 : Stratégie de développement touristique	70 000 €	50 000 €	20 000 €
Mesure 14.5 : Investissements favorisant la création d'hébergement touristique	100 000 €	100 000 €	0 €
TOTAL	1 521 000 €	1 491 000 €	30 000 €

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 10

Déviations du tronçon de la Loire à Vélo à Chailles le long du Cosson (phase 2)

Maître d'ouvrage : Agglopolys

Montant estimatif du projet : 43 000 € HT

Contenu : Suite à l'érosion progressive des bords du Cosson à Chailles après les inondations de 2016, la piste s'est fortement abîmée sur ce tronçon de la Loire à vélo et peut entraîner des risques de chutes. Il est jugé préférable de dévier de plusieurs mètres la piste cyclable. Une première phase a été soutenue dans le cadre du Contrat de 3^{ème} Génération (subvention 19 300 €). Cette seconde phase est positionnée sur le CRST.

Avancement du projet :

Projet prévu au Plan Pluriannuel d'Investissement d'Agglopolys, à partir du 1^{er} janvier 2018.

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} décembre 2017

Aménagement d'une aire de service pour la Loire à Vélo dans le cadre de la restauration du Lavoir de Ménars

Maître d'ouvrage : Ménars

Montant estimatif du projet : 163 000 € HT

Contenu : La Commune de Ménars a décidé de restaurer le Lavoir de Ménars, situé à proximité immédiate de la Loire et de l'itinéraire « rive droite » de la Loire à vélo.

Profitant de la restauration du lavoir, le projet prévoit l'aménagement des abords sur 1124 m² pour faire du site une aire de service pour les cyclistes de la « Loire à vélo ».

Avancement du projet : en cours de réflexion

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} février 2018

Par simplicité et compte-tenu du taux d'intervention identique, les dépenses ayant trait à la partie patrimoniale de l'aire de services de Ménars seront mobilisées via la mesure tourisme à vélo plutôt que paysage.

Finalisation du tronçon Loire à Vélo sous le pont François Mitterrand (Blois)

Maître d'ouvrage : Agglopolys

Montant estimatif du projet : 48 330 €

Contenu : Harmonisation du revêtement sur ce tronçon avec celui présent sur le reste de la Loire à Vélo. Actuellement sur ce tronçon, le calcaire aggloméré et les graviers n'offrent pas le même confort de roulement et présentent des risques de crevaisson.

Avancement du projet :

Projet prévu au Plan Pluriannuel d'Investissement d'Agglopolys, pour 2020.

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} mai 2018

Mesure 13 : Enotourisme

Construction d'un chai et d'un caveau de dégustation

Maître d'ouvrage : Domaine DARIDAN (Cour-Cheverny)

Montant estimatif du projet : 400 000 €

Contenu :

Objet du dossier : Réalisation d'un nouveau chai et d'un caveau de dégustation. Accompagnement de l'Ecole du Paysage de Blois pour l'intégration paysagère des constructions.

En parallèle du dossier : Mise en place d'un parcours naturaliste avec la Ligue de Protection des Oiseaux sur les parcelles de la ferme, labellisé « Accueil Vélo ».

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} décembre 2016 (dossier prévu dans le contrat de 3^{ème} génération).

Mesure 14

Réhabilitation et aménagement de la Terrasse dite « du Foix » du Château de Blois

Maître d'ouvrage : Ville de Blois

Montant estimatif du projet : 427 440 €

Contenu : Réhabilitation et aménagement de la Terrasse dite « du Foix » du Château de Blois dans l'objectif de renforcer l'attractivité du Château royal de Blois, offrir aux visiteurs un espace de détente et redonner une visibilité sur la Loire en assurant une corrélation sur l'art et l'histoire des jardins royaux.

Avancement du projet : APS réalisé

Echéancier (démarrage des travaux) : 1^{er} janvier 2018

Acquisition de la « Maison Eglantine » pour l'Office de tourisme Blois-Chambord

Maître d'ouvrage : Pays des Châteaux

Montant estimatif du projet : 372 100 € (acquisition)

Contenu :

Les locaux actuels de l'OT de Blois – Chambord – Val de Loire appartiennent à la Ville de Blois. Le bâtiment va être vendu en 2018. Le Pays des Châteaux s'est vu confié la compétence « Promotion touristique » par ses 3 intercommunalités membres ; à ce titre, le Pays sera acquéreur des nouveaux locaux de l'Office de Tourisme.

Les locaux du bâtiment où figurait anciennement Expo 41, situés rue de la voute du Château à Blois, sont mis en vente depuis 2014 par le Conseil Départemental.

Ce lieu est stratégique par son emplacement sur le flux touristique, au pied du Château Royal et à proximité immédiate du parking du Château et de la rue commerçante Rue Porte Côté. L'acquisition de ce bâtiment, comprenant une surface de plus de 1 200 m² répartie sur 5 niveaux, sera partagée selon le prorata surfacique de l'utilisation du bâtiment entre :

- le Pays des Châteaux, pour l'implantation de l'Office de Tourisme (objet du présent dossier)
- la Ville de Blois, pour la mise en place d'un Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine et le déménagement du Musée de la Résistance, de la déportation et de la Libération en Loir-et-Cher (**mesure 18.1**).

Le Pays achètera une partie du bâtiment correspondant à la part occupée par l'Office de Tourisme : il s'agit du niveau accessible depuis la rue de la voute du Château, puis des niveaux supérieurs. Le Pays des Châteaux sera propriétaire des locaux et l'Office de Tourisme sera locataire. Les travaux pourront être confiés aux services techniques de la mairie de Blois.

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} février 2018

Mesure 14.1

Création d'un espace polyvalent et paysager pour l'accueil des touristes, à Cheverny

Maître d'ouvrage : Commune de Cheverny

Montant estimatif du projet : 3 000 000 € HT

Montant subventionnable : à définir selon la nature des dépenses éligibles, acclulées sur les espaces d'accueil touristiques, hors voiries (au maximum 1 800 000 € HT)

Contenu : L'aménagement souhaité par la commune permettra de faire face au flux touristique toujours plus important sur cette commune, seule station de tourisme de la Région Centre - Val de Loire. Le projet comprend :

- un espace polyvalent et paysager, destiné à l'accueil de cars, de campings cars et de voitures.
- une zone paysagère publique à proximité immédiate de l'église et deux placettes ponctuant la voirie principale à créer, destinées à l'accueil de manifestations tout au long de la saison touristique (de Pâques à Toussaint). La placette la plus importante sera au cœur d'un futur lotissement. Toutefois, elle sera clairement orientée sur un usage touristique.
- un cheminement doux (piétons et cyclistes) permettant aux touristes l'accès au bourg de Cheverny depuis les parkings créés.

A noter que la commune réalise de manière concomitante 2 opérations distinctes :

- un projet d'accueil touristique (stationnement des touristes, cheminement doux et lieux d'animations culturelles touristiques)
- un projet de lotissement, autour de la placette principale. Ce projet n'est pas intégré dans l'opération touristique. Sa réalisation permet à la commune de générer de la trésorerie et de participer à son autofinancement sur le projet touristique.

Avancement du projet :

Avant-Projet validé par le Conseil municipal de Cheverny en juin 2017

Echéancier (démarrage des travaux) : signature des marchés et lancement des travaux en 2020

Mesure 14.5

Aménagement d'une aire de camping-cars au parc des expositions de Blois

Il s'agit d'aménager une nouvelle aire de camping-cars au Parc des Expositions de Blois. Cet équipement contribuera à l'attractivité touristique et au développement économique de l'hyper centre de Blois. Elle sera située à proximité du centre-ville de Blois, de la Loire, du Château et de la Maison de la Magie. Le site est par ailleurs desservi par les transports en commun. Il sera conçu de manière à être complémentaire de l'offre existante au camping du lac de Loire à environ 3 kilomètres du centre-ville.

Maître d'ouvrage : Ville de Blois

Montant estimatif du projet : 400 000 € HT

Contenu : Remise en état du site, matérialisation d'emplacements dédiés, installation d'une borne et d'une barrière d'accès 24h/24 et 7j/7, aménagement de clôtures, installation de sanitaires pour les usagers, aménagement d'une aire de service/dépotage (vidange, électricité et eau potable), traitement paysager qualitatif.

Avancement du projet : Etudes en cours en juin 2018
Echéancier (démarrage des travaux) : octobre 2018

Descriptif sommaire des projets pressentis :

Mesure 10

Connexions des Châteaux à Vélo à Beaugency et à Courmemin

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes du Grand Chambord

Contenu : La communauté de communes du Grand Chambord souhaite prolonger les circuits des Châteaux à Vélo vers la commune de Beaugency, offrant alors aux touristes une connexion possible à la Loire à Vélo.

Par ailleurs, la Communauté de Communes envisage une connexion à Courmemin, seule commune du Grand Chambord non reliée à ces itinéraires cyclables. Des discussions sont en cours avec les propriétaires fonciers concernés.

Avancement du projet : en cours de réflexion

L'étude de connexion des boucles à vélo devra être confiée à un bureau expert en matière d'aménagement cyclable à vocation touristique.

Mise en place d'aires de services le long de la Loire à Vélo

Maîtres d'ouvrage : Agglopolys, Grand Chambord, commune de Candé-sur-Beuvron

Contenu : Afin de répondre aux attentes des touristes, les collectivités souhaitent jalonner la Loire à Vélo d'aires de services, en proposant des sanitaires automatiques accessibles 24h/24 et 7j/7, des rangements vélos sécurisés et des consignes à bagage, des aires de détente et de sensibilisation sur le patrimoine ligérien, des bornes à rechargement rapide des vélos électriques...

Avancement du projet : en cours de réflexion

Mesure 14

Etude de faisabilité pour la création d'un point d'accueil touristique

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes Beauce Val de Loire / Pays des Châteaux

Montant estimatif du projet : 20 000 €

Contenu : La Communauté de communes Beauce Val de Loire, avec la sortie d'autoroute à Mer, est la porte d'entrée vers Chambord et plus largement le Val de Loire. Dans la mesure où la Communauté de communes Beauce Val de Loire a la compétence Tourisme et qu'elle va intégrer le Pays des Châteaux au 1^{er} janvier 2018, il est opportun de réaliser une étude de faisabilité pour la création d'un point d'accueil touristique qui pourrait faciliter le parcours touristique, mais aussi marchand des personnes fréquentant le Val de Loire.

Avancement du projet : accord avec l'OT Blois-Chambord, démarrage de la rédaction du cahier des charges début 2018.

Echéancier (démarrage des travaux) : 2018-2019

Mesure 14.3

Mise en place d'une signalétique touristique

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes Beauce Val de Loire

Montant estimatif du projet : 75 000 €

Contenu : dans le cadre de sa nouvelle compétence tourisme et de son adhésion à l'Office de tourisme Blois-Chambord, la CC Beauce Val de Loire souhaite donner une lecture claire de son territoire, notamment à travers une harmonisation de la communication destinée à l'accueil des touristes. Pour ce faire, la CC Beauce Val de Loire s'adossera à la charte de signalisation touristique initiée par le Pays des Châteaux en partenariat avec Agglopolys, la CC Grand Chambord et l'Office de Tourisme. La démarche se déroulera en deux étapes : une étude des besoins et des solutions, puis la création et pose des panneaux.

Echéancier (démarrage des travaux) : 1^{er} décembre 2017

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Tourisme à vélo

Sens de l'action régionale	<p>En cohérence avec la stratégie régionale 2016 – 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Devenir une Région leader du tourisme à vélo au niveau européen - Aménager, équiper et développer 2 000 km supplémentaires d'itinéraires cyclables pour découvrir et révéler les territoires traversés, en s'appuyant sur les 10 vélo-routes structurantes et un réseau structuré de boucles vélo touristiques sur les territoires - Equiper et mettre en tourisme les vélo-routes
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> • Association en amont et au suivi du projet de la direction du tourisme du Conseil régional. • Etude par un bureau d'étude expert démontrant la pertinence touristique des parcours et décrivant les moyens mis en œuvre pour leur entretien et leur exploitation touristique dans le cadre du projet cyclo-touristique régional.
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes stratégiques de type « Pays ou Agglo à vélo », selon le cahier des charges régional • Dépenses liées à l'aménagement des itinéraires découlant de l'étude <u>préalable</u> : des études et acquisitions foncières à la signalétique • Aménagements de services connexes aux itinéraires : aires de repos ou de services vélos (stationnements vélo, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable, points d'eau, consignes bagages, stations de gonflage et de réparation autonomes, toilettes...), équipements des sites touristiques labellisés ou en vue d'une labellisation « Accueil Vélo » <p>supports de communication et de promotion dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage unique à l'échelle de l'itinéraire ou du réseau de boucles aménagé</p>
Maitres d'ouvrage	<p>- <u>Itinéraires Pays / Agglo à vélo</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Etude de faisabilité : EPCI / PETR / Syndicat de Pays ⇒ Aménagements des itinéraires : EPCI/PETR et Syndicat de Pays ⇒ Support de communication et de promotion : EPCI / PETR / Syndicat de Pays / regroupement d'EPCI / Office de tourisme <p>- <u>Aménagements connexes aux itinéraires</u>: Collectivités, EPCI, PETR, Syndicats, communes, propriétaires ou gestionnaires privés de sites touristiques situés sur les itinéraires vélos</p>
Financement régional	<p>Taux d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement des itinéraires : 40% des dépenses d'investissement – 50% dans le cas d'une vélo-route prioritaire (en l'absence d'autre financement régional) • Aménagements connexes : MOA publics : 40%, MOA privés : 25% • Etudes de type « Pays/Agglo à vélo » : 80% • Support de communication et de promotion : 50 % <p>Subvention minimum 2 000 €'</p> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p>
Modalités	<p>Les maitres d'ouvrage se conformeront aux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Guide technique d'aménagement du Schéma régional des Vélo-routes - Guide de la signalisation cyclo-touristique - Préconisations sur la conception des supports de communication - Référentiels « Accueil Vélo » (hébergeurs, loueurs de vélos, sites de visite, OT, réparateurs)
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Linéaires cyclo-touristiques aménagés en nb de kilomètres

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Itinérance touristique équestre

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	Faire émerger et construire une offre de tourisme équestre homogène bénéficiant d'une chaîne de services et d'équipements qualifiés, respectueuse des normes nationales promues par la FFE et lisible à l'échelle régionale à l'instar du tourisme à vélo, en : <ul style="list-style-type: none"> ○ initiant et développant l'itinérance touristique avec équidés (cheval, attelage, âne bâté) prioritairement sur les territoires touristiques volontaristes et sur les itinéraires prioritaires : <ul style="list-style-type: none"> • Les 2 routes équestres européennes de d'Artagnan (45, 41, 37, 36) • L'axe équestre solognot reliant Chambord à Sancerre ○ développant un réseau de parcours équestres vitrines en partenariat avec les centres équestres de proximité qualifiés « tourisme » ou mobilisables sur cette filière, et les prestataires touristiques
Prérequis	Association en amont et au suivi du projet de la direction du tourisme du Conseil régional.
Contenu	<p><u>1) Etudes et aménagement des itinéraires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dépenses liées à l'aménagement des itinéraires, des études et acquisitions foncières à la signalétique • Dépenses liées à l'aménagement de points d'accueil : halte pique-nique, aire d'arrêt (avec longe ou barre d'attache, clôture ...) ... <p><u>2) supports de communication et de promotion</u></p> <p><u>3) Aménagement et équipement des structures professionnelles équestres labellisées ou en vue d'une labellisation :</u> accueil, hébergements des équidés intérieurs ou extérieurs, équipements et matériels liés à l'activité randonnée</p>
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Itinéraires et équipements des cheminements :</u> EPCI/PETR, Syndicats de Pays, communes • <u>Supports de communication et promotion a minima à l'échelle du de l'itinéraire / du réseau de parcours équestres :</u> EPCI/PETR, Syndicats de Pays, Office de tourisme • <u>Aménagements des structures professionnelles équestres :</u> entreprises ou exploitations agricoles, communes, EPCI, associations
Financement régional	<p><u>1/ Itinéraires:</u> 40%</p> <p><u>2/ Support de communication et promotion :</u> 50 %</p> <p><u>3/ Aménagement et équipement des structures professionnelles équestres:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 25 %, porté à 35 % pour un agriculteur nouvel installé (moins de 5 ans) - 35% associations et collectivités <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Pour les projets privés : subvention plafonnée à 30 000 €, portée à 100 000 €, au cas par cas sur décision de la Région, pour une maîtrise d'ouvrage collective ou dans le cas d'un projet au rayonnement touristique avéré.</p>
Modalités	<p>Respect du référentiel qualité de développement et de numérisation des itinéraires équestres FFE</p> <p>Structures équestres : labels FFE Centre de tourisme équestre ou Cheval étape</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Linéaires d'itinéraires équestres qualifiés en km

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Oenotourisme

Régime d'aide	L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter l'attractivité touristique du territoire régional en développant une filière touristique « art de vivre » et en favorisant la mise en tourisme des domaines viticoles - Organiser le territoire régional autour de grandes destinations touristiques pertinentes - Maintenir et créer des emplois non délocalisables
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> - Association en amont du projet de la direction du tourisme du Conseil régional
Contenu	Aménagements dédiés exclusivement à l'accueil du public au chai, clairement dissociés de l'habitation, étude de faisabilité, mission de conseil par un architecte/paysagiste
Maîtres d'ouvrage	Exploitants viticoles, groupements/associations de producteurs
Financement régional	<p>25 % en maîtrise d'ouvrage individuelle, Bonification de 10 points, dans la limite de 40% en cas de</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agriculture biologique - Nouvel installé (moins de 5 ans) - Maîtrise d'ouvrage collective <p>Subvention minimale de 2 000 €, avec un plafond de 30 000 €, porté le cas échéant à 100 000 € dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage collective.</p>
Modalités	<p><u>1. Pour les projets d'accueil d'individuels :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Labellisation « cave touristique » ou équivalent ➤ Conseil amont (architecte, CAUE, PNR, association type Maisons Paysannes de France, Fondation du patrimoine...) pour la prise en compte des questions patrimoniales et le choix d'aménagements respectant les valeurs des lieux et des produits <p><u>2. En sus, pour les projets d'accueil de groupes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Projets situés sur des territoires labellisés Vignobles et Découvertes (ou démarche engagée) sur lesquels les viticulteurs s'engagent dans une démarche de mise en tourisme,
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés

Sites touristiques et lieux d'information touristique

Régimes d'aide	<p>Si l'opération entre dans le champ des aides d'Etat, application du régime d'aide le plus adapté</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale <p>ou</p> <p>à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)</p>
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser un accueil touristique de qualité à l'échelle de destinations pertinentes - Maintenir et créer des emplois non délocalisables - Renforcer l'attractivité des sites patrimoniaux naturels et culturels en misant sur la qualité, l'innovation, la diversification des activités et des produits
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Associer la Direction du Tourisme du Conseil régional en amont de la définition du projet (et le cas échéant, Direction de la Culture)
Contenu	<p><u>Pour les sites touristiques (lieux de visite, espaces naturels, et sites de loisirs de plein air) :</u> Etudes stratégiques et de faisabilité, aménagements et investissements pour l'accueil des clientèles touristiques et la qualité des prestations, scénographie, outils de médiation, outils de communication, investissements pour l'accès aux points d'embarquement pour la batellerie et les activités nautiques, notamment pour la signalétique et l'accessibilité</p> <p><u>Pour les lieux d'information touristique :</u> Etudes stratégiques, aménagements de locaux, développement de supports de communication et acquisition de matériels numériques</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>Sites touristiques : EPCI, PETR, Syndicats de pays, propriétaires privés, associations, communes</p> <p>Lieux d'information touristique : EPCI, PETR, Syndicats de pays, Office de tourisme, EPIC, association, commune</p>
Financement régional	<p>25 % pour les investissements 50 % pour les études stratégiques et la communication</p> <ul style="list-style-type: none"> • Subvention minimum 2 000 € • Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €. • Le plafond d'aide régionale peut être porté, exceptionnellement, à 100 000 € dans le cas d'un projet au rayonnement avéré. <p>Pour les projets publics :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)



Modalités	<p><u>Pour les sites touristiques (lieux de visite et de plein air) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude de faisabilité économique et touristique pour tout projet de création - Labellisation « accueil vélo » obligatoire pour les sites situés à moins de 5 km d'un itinéraire touristique cyclable balisé - pour les points d'embarquement pour la batellerie : les aménagements liés à l'accessibilité, et la signalétique, devront être en conformité avec les préconisations du « Guide régional des bonnes pratiques sur l'accessibilité et la signalétique des points d'embarquement pour la batellerie traditionnelle en Loire » <p><u>Pour les lieux d'information touristique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mutualisation des structures d'accueil et d'information touristique à l'échelle d'une destination touristique reconnue (présentation de la stratégie commune et de la mutualisation des moyens) - Classement national (après l'opération) - Sur les outils et supports de communication, la Région se prononcera au cas par cas sur présentation des opérations en amont <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

CADRE SPECIFIQUE

***Aménagement du village de Cheverny
pour un accueil touristique de qualité***

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser le territoire régional autour de grandes destinations touristiques pertinentes - Maintenir et créer des emplois non délocalisables - Renforcer l'attractivité des sites patrimoniaux naturels et culturels en misant sur la qualité, l'innovation, la diversification des activités et des produits - Conforter les destinations de tourisme de nature identifiées dans la SRTD : Brenne, Perche, Val de Loire, Forêt d'Orléans, Sologne - Augmenter l'attractivité touristique du territoire régional
Contenu	<p>Etudes stratégiques et de faisabilité, aménagements et investissements pour l'accueil des clientèles touristiques</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>Agglopolys, commune de Cheverny</p>
Financement régional	<p>25 % pour les investissements</p>
Modalités	<p>Association en amont et au cours de l'opération de la direction du Tourisme.</p> <p>Le financement régional interviendra sur les postes de dépense suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - espace polyvalent, destiné à l'accueil de cars, de campings cars et de voitures, - les dépose-minute réservés aux autocars, - zone paysagère publique à proximité immédiate de l'église - deux placettes, sous réserve que l'usage touristique soit démontré, - les cheminements doux sécurisés (piétons et cyclistes) permettant aux touristes l'accès au bourg et au château de Cheverny depuis les parkings créés, - les équipements d'accueil des touristes (sanitaires, consignes à bagage, stationnements vélo, bornes à rechargement rapide de vélos électriques...) - les réseaux, l'éclairage public et le mobilier urbain sur les seuls espaces touristiques précités (lotissement et voirie exclus). <p>Sont exclus le rond-point, la voirie et les stationnements pour voiture dans le lotissement.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Evolution de la fréquentation du Château de Cheverny • Evolution de la fréquentation des manifestations touristiques mises en place sur la commune

CADRE SPECIFIQUE

Stratégie de développement touristique

Sens de l'action régionale	<p>En cohérence avec la stratégie régionale 2016 – 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Devenir une Région leader du tourisme à vélo au niveau européen - Aménager, équiper et développer 2 000 km supplémentaires d'itinéraires cyclables pour découvrir et révéler les territoires traversés, en s'appuyant sur les 10 vélo-routes structurantes et un réseau structuré de boucles vélo touristiques sur les territoires - Equiper et mettre en tourisme les vélo-routes - Moderniser et développer le parc d'hébergements touristiques - Découvrir la Loire en bateau - Tourisme de nature
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> • Association en amont et au suivi du projet par la direction du tourisme du Conseil régional. • Etude par un bureau d'étude expert démontrant la pertinence touristique des parcours et décrivant les moyens mis en œuvre pour leur entretien et leur exploitation touristique dans le cadre du projet cyclo-touristique régional.
Contenu	<p>Etudes stratégiques et de faisabilité, assistances à maîtrise d'ouvrage externalisées : en priorité aires de services à vélo, batellerie, hébergements (hors études opérationnelles), plans d'eau. Investissements de signalisation : harmonisation de la signalétique touristique sur la CC Beauce Val de Loire, signalétique des points d'embarquement de la batellerie</p>
Maitres d'ouvrage	<p>EPCI, communes, Pays, OT Blois-Chambord</p>
Financement régional	<p>Taux d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etudes stratégiques et communication : 50% • Investissements de signalétique: 25% <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<p>Etudes stratégiques et de faisabilité, assistances à maîtrise d'ouvrage externalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Région associée à la rédaction du cahier des charges, au choix du prestataire, au comité de pilotage de suivi de l'étude - <u>Echelle Pays uniquement</u> <p>Les CAP touristiques seront mobilisés en priorité.</p> <p>Signalétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etude préalable et pose de panneaux touristiques, dans le respect de la charte de la signalétique touristique élaborée sur le Pays des Châteaux, - Etude préalable et modification de la signalétique (routière, piétonne, cyclable...) dans la perspective d'une entrée dans la démarche Opération Grand Site de France - Association de la Mission Val de Loire
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de communes concernées par l'installation de signalétique

CADRE SPECIFIQUE

Investissements favorisant la création d'hébergement touristique

Sens de l'action régionale	En cohérence avec la stratégie régionale 2016 – 2020 : - Moderniser et développer le parc d'hébergements touristiques - Une offre diversifiée et de qualité
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> • Association en amont et au suivi du projet par la direction du tourisme du Conseil régional. • Réalisation d'une étude stratégique sur l'hébergement à l'échelle du Pays
Contenu	Investissements de viabilisation et d'aménagement
Maitres d'ouvrage	EPCI, communes
Financement régional	Taux d'intervention : 25% Subvention minimum 2 000 €
Modalités	<p>Articulation avec le CAP Hébergements touristiques pour tous, la Région se prononcera au cas par cas.</p> <p>Démonstration de la viabilité économique, de l'absence de risque de déstabilisation de la concurrence, et de la carence en initiative privée.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Capacité d'accueil (en nombre de lits ou d'emplacements) • Evolution du nombre de nuitées

Axe A7 : Locaux de formation et plateformes technologiques

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Priorité d'action 1.2 : La consolidation des filières industrielles : agro-alimentaires, automobile, parfumerie, cosmétique...

Priorité d'action 6.1 : Organiser la concertation pour stabiliser ou adapter l'offre de formation initiale et continue

Priorité 10.2 : Développer l'INSA Centre-Val de Loire

Près de 10 880 jeunes suivent une formation tous niveaux confondus (niveau 1 à 5) sur le bassin de vie de Blois, qui accueille de nombreux établissements, dont l'INSA Centre Val de Loire. Avec 1 500 étudiants répartis sur les campus de Bourges et de Blois, cette école se fonde sur le génie des systèmes industriels. Cinquième région industrielle de France, le Centre - Val de Loire manque d'ingénieurs, d'où l'importance de l'école et de l'enseignement supérieur qui y est dispensé, particulièrement bien adapté aux besoins des grandes industries comme des PME. Depuis 2015, l'INSA Centre Val de Loire a intégré l'Ecole Nationale Supérieure de la Nature et du Paysage de Blois. La construction d'un complexe sportif à proximité immédiate du campus universitaire est une nécessité étant donné que la pratique sportive des étudiants est désormais intégrée dans leur cursus de formation.

AXE A7 : Locaux de formation et plateformes technologiques	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N°3-2 : Construction d'un complexe sportif pour l'INSA Centre - Val de Loire	0 €	0 €	0 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 3-2

Construction d'un complexe sportif pour l'INSA Centre - Val de Loire

Maître d'ouvrage : Agglopolys

Montant estimatif du projet : 5 250 000 € HT

Contenu :

Le futur complexe sportif disposera d'environ 2 000 m² de plancher comprenant :


- Une salle multisports de dimensions 44 m x 24 m, avec une hauteur libre sous plafond de 7 m, avec des gradins pour une soixantaine de personnes ;
- Un dojo de 200 m² avec une aire d'évolution de 14mX14m sous 3m de plafond ;
- Une salle de musculation de 90 m² pour 10 machines ;
- L'ensemble des locaux annexes nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement (vestiaires, sanitaires, locaux de stockage...).

Avancement du projet : Approbation du programme et recherche du plan de financement

Echéancier (démarrage des travaux) : 2^{ème} semestre 2020

CADRE SPECIFIQUE

Construction d'un complexe sportif pour l'INSA Centre - Val de Loire

Sens de l'action régionale	Valoriser l'établissement et en faire un moteur de développement de l'enseignement supérieur
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> • Une vision pluri-annuelle des besoins financiers est indispensable pour évaluer les perspectives de financement dans un souci d'autonomie de l'école, à terme, vis-à-vis des collectivités locales
Contenu	Construction d'un complexe sportif
Maîtres d'ouvrage	EPCI, INSA
Financement régional 	<p>Dépenses éligibles : Etudes d'opportunité et opérationnelle, acquisitions foncières et immobilières, travaux de démolition, de construction de bâtiments, aménagements intérieurs et des abords</p> <p>Gestion de l'équipement exclue</p> <p>Taux de subvention : 50% sur une tranche opérationnelle de 4 000 000 € HT</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les projets de construction neuve sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur) • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36
Modalités	<p>- Description des modalités de gestion de l'équipement</p> <p>- Accès gratuit du gymnase à d'autres établissements scolaires, notamment les lycées, selon des plages définies en amont.</p> <p><u>Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</u></p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Evolution de nombre d'étudiants à l'INSA Centre - Val de Loire • Nombres d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nombre d'établissements usagers de l'équipement

B1 : Services à la population

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Priorité d'action 13.1 : Accompagner la mise en œuvre du projet local de santé

Priorité d'action 14.2 : Soutenir le développement de services à l'enfance, petite enfance

Actuellement sur le territoire, la part des moins de 20 ans (24,5% - INSEE 2014) est légèrement supérieure à la moyenne régionale (24,0%), tandis que la part des 60 ans et plus est inférieure (26,2% contre 27,1%). A l'horizon 2030, selon les projections de l'INSEE, le territoire connaîtrait un vieillissement important de sa population. Ainsi, les moins de 20 ans représenteraient 23,4% de la population du bassin de vie (21,7% en région), et les 60 ans et plus représenteraient 31,4% de la population (32% en région). Entre 2007 et 2030, la part des 60 et plus augmenterait de 8,9 points dans le bassin blaisois (contre 7,3 en région), laissant présager d'un besoin plus important en infrastructures d'accueil de personnes âgées.

En 2012, 22,9% des habitants du bassin de Blois résident dans une commune ne disposant pas de médecin généraliste libéral (contre 24,4 % au niveau régional).

La densité médicale (79 médecins pour 100 000 habitants) est légèrement supérieure à la moyenne départementale (76 médecins pour 100 000 habitants) mais fortement inférieure au niveau national (108 médecins pour 100 000 habitants). Source ARS-Assurance maladie 2016.

Les communes ne disposant pas de médecin généraliste libéral sont majoritairement des communes rurales situées au-delà de l'agglomération et de l'axe ligérien. Le bassin est confronté au problème du vieillissement des médecins généralistes ce qui pose la question de leur renouvellement au moment de leur départ en retraite. Une grande partie Nord et Ouest du bassin se situe en zone carencée. Ce périmètre correspond à des zones de mise en œuvre des mesures destinées à favoriser une meilleure répartition géographique des professionnels de santé, des maisons de santé, des pôles de santé et des centres de santé.

AXE B1 : Services à la population	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N°15 : MSP et autres structures d'exercices regroupés	400 000 €	400 000 €	0 €
Mesure N°15-1 : Projets locaux de santé	20 000 €	0 €	20 000 €
Mesure N° 20 : Accueil extrascolaire et locaux jeunes	150 000 €	150 000 €	0 €
Mesure N°21 : Soutien au commerce de proximité	0 €	0 €	0 €
Mesure n° 25-1 : Résidence pour seniors	190 000 €	190 000 €	0 €
TOTAL	760 000 €	740 000 €	20 000 €

Une Maison de Santé Pluridisciplinaire pourrait émerger sur un périmètre de professionnels de santé Blois Vienne/St Gervais la Forêt/Vineuil.

Outre le soutien aux Maisons de santé pluridisciplinaires et autres structures d'exercice regroupées et aux Contrats locaux de santé, la Région souhaite désormais accompagner le démarrage des Communauté Professionnelles Territoriales de Santé ayant recours à une animation (internalisée ou externalisée). L'Union Régionale des Professionnels de Santé (URPS) a été missionnée par l'ARS afin de faire émerger les CPTS sur la région.

A ce titre, le Pays des Châteaux pourrait être concerné par une CPTS dont les premières réunions d'information auront lieu à l'été 2018.

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 20

Construction d'un équipement périscolaire à Josnes

Maître d'ouvrage : Communauté de communes Beauce Val de Loire

Montant estimatif du projet : 750 000 €

Contenu :

Dans le cadre de la construction d'un groupe scolaire comprenant des salles de classe, un restaurant scolaire, un plateau multisports à Josnes, des locaux seront dédiés spécifiquement à l'accueil de loisirs sans hébergement et aux activités périscolaires et d'autres seront mutualisés afin de rationaliser les coûts.

Ce projet était initialement identifié dans le précédent contrat. L'opération ayant pris du retard, une dérogation avait été accordée par courrier du 30/01/2015 pour d'une part confirmer le soutien régional sur les seuls espaces péri et extrascolaires (hors bâtiments scolaires), d'autre part accorder une dérogation à la modalité spécifiant l'implantation dans un bâtiment dédié, dans la mesure où l'opération était identifiée avant bilan à mi-parcours.

Le retard s'est accentué et le dossier n'a pu être déposé dans le cadre du précédent contrat notamment à cause des perturbations qui ont affecté la municipalité de Josnes (le conseil des ministres a dissous le conseil municipal le 8 juillet dernier et un nouveau conseil municipal a été installé le 15 septembre 2017).

Les modalités du CRST s'appliquent à ce projet, non démarré au cours du contrat précédent. La modalité a été assouplie pour subventionner les parties d'un bâtiment clairement identifiables et spécifiquement dédiées à l'accueil périscolaire, y compris si le bâtiment n'est pas entièrement dédié (courrier en date du 7 mars 2018).

Echéancier (démarrage des travaux) : Le permis de construire devrait être déposé au 4ème trimestre 2017.

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} janvier 2018

Mesure 25-1

Création d'une résidence autonomie sur Blois (résidence Vauquois) – espaces communs

Maître d'ouvrage : Terres De Loire Habitat

Montant estimatif du projet : 10 631 000 € HT dont 1 985 000€ HT sur les espaces communs

Contenu : Construction neuve d'une résidence autonomie de 90 logements, suite à la démolition et au désamiantage d'une partie des bâtiments actuels (subvention 88 700 € dossier CPER 2015-2020 volet Friches). En plus des logements (**mesure 25**), une partie du bâtiment sera commune aux résidents et comprendra notamment une bibliothèque, un salon de détente, un espace bien-être, un salon santé-beauté, un salon d'activités, une salle de restaurant... C'est au titre de la construction de ces espaces communs que la mesure 25-1 est sollicitée.


Avancement du projet : Permis de construire obtenu le 18 août 2017.

Echéancier (démarrage des travaux) : Démolition (2,5 mois) à partir de septembre 2017, puis construction sur 24 mois.

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} septembre 2017 (opération en VEFA)

CADRE DE REFERENCE

***Maisons de Santé Pluridisciplinaires
et autres structures d'exercice regroupé***

Sens de l'action régionale	<p>En application d'un des volets du Plan Santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduire la fracture médicale en : <ul style="list-style-type: none"> - renforçant l'attractivité du territoire régional vis-à-vis des professionnels de santé et notamment les jeunes - améliorant le parcours de soins du patient en favorisant les actions de prévention et de promotion de la santé • Accompagner les mutations en matière de pratique médicale
Pré-requis inscrits au cahier des charges du CPER 2015-2020	<p>Associer les services de la Région, du SGAR et de l'ARS en amont de l'élaboration du projet immobilier, notamment dans le cadre d'une réunion de présentation du projet en présence notamment des professionnels engagés dans le projet de santé</p>
Contenu	<p>L'ensemble des projets éligibles au cahier des charges du CPER 2015-2020, et à ses éventuelles modifications.</p>
Maitres d'ouvrage	<p>Collectivités territoriales et leurs délégataires, établissements publics, Organismes gestionnaires de HLM ou autre établissement public de santé (hôpitaux locaux)</p>
Financement régional 	<p>Les taux d'intervention et plafonds de subvention sont ceux indiqués dans le cahier des charges du CPER.</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p>Communes à l'ensemble des structures d'exercices regroupés</p> <ul style="list-style-type: none"> - CONTRIBUTION AU MAILLAGE : Localisation en zone carencée ou au bénéfice d'une zone carencée - DEFINITION D'OBJECTIFS ET D'ACTIONS EN MATIERE D'EXERCICE COORDONNE ET DE PREVENTION SANTE, formalisées pour l'ensemble des structures hors Centres de Santé, dans le cadre d'un PROJET DE SANTE, signé des professionnels engagés, mettant en avant les conditions de mutualisation et les attendus du regroupement en termes d'attractivité de la structure et d'amélioration de la prise en charge des patients: <u>Ce projet de Santé ou équivalent est soumis pour avis à l'ARS.</u> - RESPECT DES MODALITES DU CPER relatives aux locaux (exemples : salle de réunion, salles d'attente partagées, loyer conforme au prix du marché, dispositions de remboursement en cas de revente, conditionnalités en cas d'acquisition d'un cabinet existant...)

Pour tout projet immobilier

- L'aide régionale pour les projets de **réhabilitation** de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la **classe énergétique C après travaux**
- Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées

**Indicateurs
d'évaluation**

- Nb d'emplois créés
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb d'Ha artificialisés
- Nombre de nouveaux professionnels installés, par profession de santé

CADRE DE REFERENCE

« *Projets locaux de santé* »

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire la fracture médicale en : <ul style="list-style-type: none"> - renforçant l'attractivité du territoire régional vis-à-vis des professionnels de santé et notamment les jeunes - améliorant l'accès aux soins - améliorant le parcours de soins du patient en favorisant les actions de prévention et de promotion de la santé • Accompagner la mutation en matière de pratiques médicales
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Associer la Direction de l'Aménagement du Territoire du Conseil régional en amont (notamment validation du cahier des charges du CLS et association au choix du prestataire, validation en amont par la Région du budget prévisionnel de la structure d'accueil du médecin salarié).
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1/ Création d'un poste d'animateur du Contrat local de santé 2/ Aide au démarrage pour une Communauté professionnelle territoriale de Santé (CPTS) 3/ Actions de communication, visant à promouvoir la santé et l'attractivité du territoire régional 4/ Expérimentation d'un fonds d'amorçage pour encourager les projets d'installation salariée portée par des communes ou des EPCI
Maitres d'ouvrage	Collectivités territoriales, EPCI, PETR, Syndicat de Pays, établissement public de santé (hôpitaux locaux), structure porteuse d'une CPTS
Financement régional	<ol style="list-style-type: none"> 1/ Financement à 50% sur la durée du Contrat Local de Santé et son élaboration 2/ Forfait de 20 000 € pour l'année de démarrage de la CPTS 3/ Taux de 30% 4/ taux de 25% du reste à charge pour le porteur de projet (plafond de 50 000 €, sur la base du salaire moyen d'un médecin généraliste en début de carrière). La mesure porte sur les 2 premières années de l'expérimentation. <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ol style="list-style-type: none"> 1/ Co-financement sous réserve du financement de l'Agence Régionale de Santé (ARS) 2/ Validation de la CPTS par l'ARS 3 / Les opérations devront s'inscrire dans le Contrat Local de santé. Il ne peut s'agir du financement de missions pré-existantes ou de missions classiques de la structure support. 4/ l'expérimentation ne concerne que les territoires carencés et dans lesquels un CLS a permis de constater l'insuffisance de l'offre libérale, notamment pour s'engager dans un projet d'exercice regroupé.
Indicateurs d'évaluation	<p>Nombre d'emplois créés</p> <p>Nombre de professionnels adhérant à la CPTS</p>


CADRE DE REFERENCE

Accueil extrascolaire et locaux jeunes

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Permettre aux habitants de disposer des services de base - Faciliter l'égalité d'accès à l'emploi des parents (femme, homme) - Contribuer au lien social - Offrir des activités de loisirs aux jeunes
Contenu	Création / aménagement de locaux d'animation et d'accueil pour les jeunes, d'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH), de locaux dédiés à l'accueil périscolaire
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : Etudes, acquisition foncière et immobilière, travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments, aménagements intérieurs, mobilier</p> <p>Taux de subvention : 20% pour les projets permettant le maintien d'un service 30% pour les projets permettant la création d'un service Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. <ul style="list-style-type: none"> • Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Pour l'accueil périscolaire, il doit prendre place dans un bâtiment dédié ou dans une partie du bâtiment clairement identifiable et spécifiquement dédié - Avis de la CAF <p>Pour tout projet immobilier</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette énergétique B; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de places créées en ALSH • Nombre de places maintenues en ALSH

CADRE SPECIFIQUE

Résidence pour séniors (espaces communs)

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer des structures adaptées à la résidence de personnes du troisième âge, confortable et facile à vivre - Disposer d'un habitat intermédiaire entre le maintien à domicile et l'EHPAD, incluant une offre d'accès aux loisirs, aux soins de bien-être
Contenu	Construction neuve en VEFA d'espaces communs, dans une résidence autonomie de 90 logements, suite à la démolition et au désamiantage d'une partie des bâtiments actuels rue Vauquois à Blois
Maitres d'ouvrage	Terres de Loire Habitat
Financement régional	10%
Modalités 	<ul style="list-style-type: none"> - Intervention uniquement sur les zones collectives (espace détente, restauration, salle de loisirs ou de gymnastique douce, salon de coiffure et d'esthétique, bibliothèque, etc.) - Intervention sur l'habitat (logement d'appartement ou maison) exclue - Carence de l'offre privée - Mode de fonctionnement de l'équipement à préciser <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <p>Les projets de construction neuve sont des bâtiments basse consommation (respect de la réglementation thermique en vigueur)</p> <p><u>Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</u></p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nombre de personnes accueillies • Taux de remplissage de la résidence • Nombre de services apportés aux résidents

Axe B2 : Développement de l'accès à la culture

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Priorité d'action 15.1 : Conforter les équipements culturels ou les manifestations permettant de renforcer Blois et l'agglomération dans ses fonctions urbaines

Priorité d'action 15.3 : Développer également le lien entre Chambord et son territoire (accueil d'artistes en résidence, manifestations culturelles majeures, développer une nouvelle forme de gouvernance partagée, lien avec les écoles...)

Les principaux équipements culturels sont situés en cœur d'Agglomération de Blois, qui est relativement bien pourvu au regard de sa taille. Il dispose sur Blois d'une scène nationale (la Halle aux grains), de l'équipement multifonctionnel du Jeu de Paume, d'une scène de musiques actuelles (Chato'do), d'un cinéma art-et-essai (Les Lobis), et de différents musées (musée de la magie, Fondation du doute). La Chaussée-Saint-Victor possède depuis 2016 un équipement culturel structurant, le Carroir, doté d'un auditorium de 229 places.

Le territoire propose également des festivals tels que « les rendez-vous de l'histoire », BDBOUM, Des Lyres d'été, Jazz' in Cheverny, le festival de Chambord ou ceux de la Maison de Bégon (Mix'terre...).

Plusieurs PACT (Projets Artistiques et Culturels du Territoire) ont été signés localement, permettant d'animer un développement culturel sur le territoire : Grand Chambord en commun avec Beauce Val de Loire, le club de la Chesnaie à Chailles ou le SIVU de l'Espace Beauregard, situé à Monthou-sur-Bièvre.

Par ailleurs, la Ville de Blois est labellisée Ville d'Art et d'Histoire. Dans le cadre des conventions «Villes et Pays d'art et d'histoire » signées avec le ministère de la culture et de la communication, les collectivités territoriales s'engagent à créer un Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP). Le Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine est un équipement culturel de proximité ayant pour objectif la sensibilisation, l'information et la formation de tous les publics à l'architecture et au patrimoine de la ville ou du pays concerné. Créé en articulation avec les autres équipements culturels de la collectivité territoriale (musée, médiathèque, centre d'urbanisme, etc.), il contribue à compléter le maillage culturel du territoire. Lieu d'information et de pédagogie, le CIAP s'adresse en priorité aux habitants de la ville et de la région, mais également aux touristes, francophones ou non.

AXE B2 : Développement de l'accès à la culture	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure 16 : Salle de spectacles support d'une programmation culturelle significative	0	0	0
Mesure 18.1 : Relocalisation du Musée de la Résistance, de la déportation et de la Libération du Loir-et-Cher, et création d'un Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine	160 000	160 000	
TOTAL	160 000	160 000	0

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 18-1

Acquisition de la « Maison Eglantine » et réhabilitation des locaux (hors thermique) pour relocaliser le Musée de la Résistance, de la déportation et de la Libération 41, et créer un Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine

Maître d'ouvrage : Mairie de Blois

Montant estimatif du projet : 287 000 € (uniquement acquisition, reste non chiffré)

Contenu :

Le musée de la Résistance, de la déportation et de la Libération du Loir-et-Cher a été ouvert en 1995, à l'initiative d'anciens déportés et résistants du Loir-et-Cher, d'abord en association loi 1901 puis, devant les difficultés rencontrées par les fondateurs pour assurer la gestion quotidienne et la valorisation des collections, le musée a été municipalisé en 2008, soutenu par le Conseil général.

Les Anciens résistants se sont à la suite constitués en association des Amis du Musée de la Résistance poursuivant ainsi leur implication dans la structure et guidant les publics scolaires en cas de besoin.

Fréquentation : 4.626 visiteurs en 2014, 4 383 visiteurs en 2015 et 3 965 visiteurs en 2016 : donc une baisse sur plusieurs années.

Les locaux du bâtiment où figurait anciennement Expo 41, situés rue de la voute du Château à Blois, sont mis en vente depuis 2014 par le Conseil Départemental. Ce lieu est stratégique par son emplacement sur le flux touristique, au pied du Château Royal et à proximité immédiate du parking du Château et de la rue commerçante Rue Porte Côté. L'acquisition de ce bâtiment, comprenant une surface de plus de 1 200 m² répartie sur 5 niveaux, sera partagée selon le prorata surfacique de l'utilisation du bâtiment entre :

- le Pays des Châteaux, pour l'implantation de l'Office de Tourisme (**mesure 14**),
- la Ville de Blois, pour la mise en place d'un Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine et le déménagement du Musée de la Résistance, de la déportation et de la Libération en Loir-et-Cher (objet du présent dossier).

La Ville de Blois achètera une partie du bâtiment correspondant à la part occupée par le Musée et le CIAP: il s'agit des niveaux inférieurs.

Ainsi, ce nouvel emplacement va très certainement profiter au musée, même s'il ne recevra pas forcément le même public que celui du château il va gagner en visibilité.

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} février 2018

Salles de spectacles support d'une programmation culturelle significative

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'offre de diffusion culturelle et artistique pour permettre un meilleur maillage du territoire régional, favoriser l'accès à la culture au plus grand nombre • Développer les équipements adaptés au déploiement des politiques culturelles locales et participant à l'attractivité du territoire • Permettre aux artistes soutenus par la Région Centre de se produire sur le territoire régional
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration préalable d'un projet culturel en associant la Direction de la Culture de la Région (formalisation sur la base du formulaire régional) au regard du maillage existant en salles de spectacles accessibles en 30 mn, du planning prévisionnel d'occupation de la salle, du nombre de spectacles professionnels envisagés, du budget artistique prévu ...
Contenu	Création ou amélioration de salles de spectacles Acquisition de matériel scénographique (sonores, éclairage,...)
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, structures privées
Financement régional	<p>Taux de subvention de 30 % Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les projets publics : <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> o système de chauffage utilisant majoritairement le bois, o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas, dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond d'aide régionale peut être exceptionnellement porté à 100 000 € si le projet s'inscrit dans une logique de tiers lieux culturels et artistiques tels que la collectivité les définit et répond notamment aux ambitions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'implication financière des collectivités, - L'accueil d'équipes artistiques dans la durée (permanence) ou de manière temporaire (ex : résidence) - Des logiques de coopération, mutualisation, partage du lieu et des compétences entre acteurs, - la programmation ne comporte pas plus d'un tiers des productions des équipes artistiques gérant les lieux.



Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Les projets de construction ou de réhabilitation doivent comporter une analyse acoustique et scénographique - Le projet doit programmer des artistes soutenus par la Région Centre ou qui sont accompagnés par un pôle régional ou structure associée (partenaires de la Région accompagnant les artistes dans leur professionnalisation) - Le projet devra faire apparaître la mise en place de moyens humains pour assurer la pérennité du projet, qui devront représenter au minimum un équivalent temps plein - Le gestionnaire de la salle s'engage à mettre en place une tarification sociale (notamment en acceptant les chèquiers CLARC) <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public ont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

CADRE SPECIFIQUE

**Musée de la Résistance,
de la déportation et de la Libération du Loir-et-Cher,
Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine**

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> Organiser le territoire régional autour de thématiques culturelles pertinentes Maintenir et créer des emplois non délocalisables Renforcer l'attractivité des sites patrimoniaux et culturels en misant sur la qualité, l'innovation, les produits
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> Association de la Direction de la Culture de la Région à l'élaboration et au suivi de la mise en œuvre du projet,
Contenu	Relocalisation du Musée de la Résistance, de la déportation et de la Libération du Loir-et-Cher, création d'un Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine : acquisition, aménagements pour l'accueil des clientèles et la qualité des prestations, scénographie, outils de médiation
Maître d'ouvrage	Ville de Blois
Financement régional	<p>Taux de subvention de 30 % Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. ❖ Pour les travaux, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)
Modalités	<p>Pour tout projet immobilier</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B ; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nb d'emplois créés Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées Nb d'Ha artificialisés Nb de KWh économisés /an Nb de GES évités /an

Axe B3 : Sport

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Priorité d'action 14.1 : Soutenir la constitution d'un maillage cohérent d'équipements sportifs, maillage accompagné de systèmes de déplacements groupés

Le bassin de vie présente une densité d'équipements sportifs en dessous de la moyenne régionale. Ainsi, le nombre d'équipements pour 1 000 habitants était en 2012 de 4,9 contre 5,9 en moyenne pour les bassins de vie de la région (source : Région Centre).

AXE B3 : Sport	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 22 : Equipements sportifs et de loisirs	200 000 €	200 000 €	0 €
Mesure N°22-1 : Equipement multifonctionnel du Jeu de Paume	1 900 000 €	1 900 000 €	0 €
TOTAL	2 100 000 €	2 100 000 €	0 €

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 22-1

Equipement multifonctionnel du Jeu de Paume (tranche 2)

Maître d'ouvrage : Agglopolys

Montant estimatif du projet global : 21 965 000 € HT

Coût subventionnable estimé : 6 333 500 € HT

Taux d'intervention : 30% (soit une subvention prévisionnelle de 1,9 M€)

Contenu : L'équipement multifonctionnel du Jeu de Paume à Blois a une triple vocation : culturelle, sportive et économique.

Le projet est financé par le Conseil Régional sur 2 Contrats Régionaux (de 3^{ème} génération et le CRST), à hauteur d'1,9 M€ sur chacun, en plus de sa politique sportive (participation d'1 M€).

Avancement du projet :

Le projet est terminé. Les travaux ont commencé en juin 2015 et l'équipement est opérationnel depuis le 2 septembre 2017.

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} juin 2015.

Descriptif sommaire des projets pressentis

Mesure 22

Construction d'un dojo à Bracieux

Maître d'ouvrage : Communauté de Communes du Grand Chambord

Montant estimatif du projet : en cours de chiffrage

Contenu : Le dojo actuel a régulièrement été inondé sur les précédentes années (2015, 2016) et se trouve fortement dégradé. La Communauté de Communes envisage de construire un nouveau dojo à proximité du collège et du gymnase.

Avancement du projet : Projet à l'étude


Echéancier (démarrage des travaux) : non encore déterminé

Equipements sportifs et de loisirs

Sens de l'action régionale	Faciliter les pratiques sportives et de loisirs pour tous, afin de développer le lien social, contribuer à la prévention santé, participer à l'éducation
Pré-requis	Association en amont des services de la Région (Direction des Sports), qui prendront l'attache, le cas échéant, du mouvement sportif
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Création, démolition/reconstruction, réhabilitation d'équipements sportifs en fonction des types d'équipements et des besoins par territoire mis en lumière dans le schéma régional des équipements sportifs en cours et le cas échéant dans les schémas des ligues. 2. Equipements de loisirs actifs : patinoires, aires de loisirs, city-stades, skate-park, activités de nature...
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, associations
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : L'ensemble des dépenses liées à la création ou à la réhabilitation de l'équipement sportif : des acquisitions foncières à la livraison de l'équipement.</p> <p>Taux de subvention : 20% Subvention minimum 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Pour les projets publics, possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal). <p>Dans le cadre d'un équipement sportif utilisé par les collégiens, la dépense subventionnable est forfaitairement divisée par deux</p> <p>Dans le cas d'un projet porté par une structure privée, l'aide régionale est définie au cas par cas et dans le respect des règles européennes en matière d'aides d'Etat, et plafonnée à 30 000 €.</p> <p>Ce plafond de 30 000 € est porté à 100 000 € dans le cas d'un projet privé au rayonnement avéré</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - La Région se positionnera sur les opérations envisagées au regard du maillage existant et des besoins identifiés, notamment dans le cadre du diagnostic régional de la pratique sportive et des différents schémas sportifs locaux ou régionaux. - La mixité d'usages de l'équipement sera recherchée : pratiques en club, pratiques scolaires, accès libre <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux. ✓ Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

CADRE SPECIFIQUE

Equipement multifonctionnel du Jeu de Paume

Objectif	Faciliter les pratiques sportives et de loisirs pour tous, afin de développer le lien social, contribuer à la prévention santé, participer à l'éducation
Contenu	Construction et aménagement du Jeu de Paume, équipement à vocation sportive, culturelle et économique
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes
Financement régional	<p>Dépenses éligibles : Etudes d'opportunité et opérationnelle, acquisitions foncières et immobilières, travaux de construction, aménagements intérieurs et des abords <i>NB : les dépenses d'entretiens courant, les grosses réparations sont exclues</i></p> <p>Taux de subvention : 30% d'une tranche opérationnelle de 6.3 M€ HT</p>
Modalités 	<ul style="list-style-type: none"> - La Région se positionnera sur les opérations envisagées au regard du maillage existant et des besoins identifiés, notamment dans le cadre du diagnostic régional de la pratique sportive et des différents schémas sportifs locaux ou régionaux. - La mixité d'usages de l'équipement sera recherchée : pratiques en club, pratiques scolaires, accès libre <p><u>Pour tout projet immobilier</u></p> <p>✓ L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de bâtiments est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette B; à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux. Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de projets bonifiés surfaces perméables • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Axe C0 : Paysages

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Priorité d'action 11.2 : Mettre en relation les « Grands sites » que sont les châteaux (Chambord, Blois, Cheverny...) avec les autres sites de visite du territoire

Priorité d'action 19.1 : Préserver la valeur patrimoniale des paysages identitaires du Val de Loire

Les paysages du Val de Loire sont inscrits sur la Liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO au titre des grands paysages culturels évolutifs, paysages vivants depuis le 30 novembre 2000 et reconnus comme un Bien ayant une " Valeur universelle exceptionnelle (V.U.E.) ».

L'inscription du Val de Loire au Patrimoine Mondial de l'Humanité constitue un atout extraordinaire. La Mission Val de Loire a édité en 2017 un guide pratique présentant les principes et les modalités de prise en compte de la V.U.E. dans l'aménagement du territoire.

Une Opération Grand Site (OGS) est une démarche de l'État proposée aux collectivités territoriales pour répondre aux difficultés que posent l'accueil des visiteurs et l'entretien des sites classés de grande notoriété soumis à une forte fréquentation touristique. Elle permet de définir et de mettre en œuvre un projet concerté de restauration, de préservation et de mise en valeur du territoire.

Une OGS poursuit trois objectifs :

- restaurer et protéger activement la qualité paysagère, naturelle et culturelle du site ;
- améliorer la qualité de la visite (accueil, stationnements, circuits, information, animations) ;
- favoriser le développement socio-économique local.

Dans le cadre du Plan Paysage d'Agglopolys, ou de la démarche d'Opération Grand Site autour de Chambord, les élus locaux ont pris conscience de l'importance de l'enjeu paysager sur le territoire, qu'il s'agisse de protection du patrimoine naturel et culturel, ou d'attractivité résidentielle et touristique.

Cette volonté politique est illustrée par le 1^{er} axe du Projet d'Aménagement de Développement Durable du Schéma de Cohérence Territoriale du Blaisois, intitulé « Faire de l'identité paysagère du Blaisois le socle du projet de territoire ». Ce choix fort de sens nécessite un accompagnement en ingénierie (animations, études, formations) pour pouvoir se traduire sur des projets opérationnels à la hauteur des enjeux paysagers du Pays des Châteaux.

Agglopolys souhaite par le Contrat Régional de Solidarité Territoriale, être accompagnée dans la mise en œuvre de son Plan Paysage. Notamment, la Communauté d'Agglomération de Blois envisage de lancer un appel à projet auprès de ses communes pour la mise en place de « rues jardins ». La fiche proposée permettrait de subventionner à la fois les communes sur la réalisation des travaux (réalisation de fosses) et l'Agglomération sur la fourniture de végétaux et l'accompagnement des habitants au projet, sur la même méthode que le programme « 1000 arbres pour le climat ».

AXE C0 : PAYSAGES	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
22-3 : Mise en valeur des paysages du Val de Loire	15 000 €	15 000 €	0 €
Mesure N°22.3 bis : Mise en place de « rues jardins »	70 000 €	70 000 €	0 €
Mesure N°22-4 : Mise en place d'une Opération Grand Site de France autour de Chambord	15 000 €	€	15 000 €
TOTAL	100 000 €	85 000 €	15 000 €

CADRE DE REFERENCE ADAPTE

Mise en valeur des Paysages du Val de Loire

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> Garantir la qualité des paysages et la préservation d'un patrimoine naturel et culturel vivant Préserver et mettre en valeur les paysages du Val de Loire et la Valeur Universelle et Exceptionnelle (VUE) UNESCO
Pré-requis	<ul style="list-style-type: none"> Association en amont du Conseil régional et de la Mission Val de Loire pour la conduite de l'étude (validation du cahier des charges) et son suivi et pour l'élaboration du projet d'aménagement / de travaux
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> Etudes paysagères, missions de conseil et d'assistance à maîtrise d'ouvrage menées à l'échelle de l'ensemble de l'axe ligérien du territoire visant à préserver et mettre en valeur les paysages Aménagements destinés à préserver et/ou valoriser les paysages remarquables et identitaires du Val : co-visibilités, patrimoine, espaces publics, cheminements, ... Les actions concourant au maintien des paysages ouverts : insertion paysagère des exploitations agricoles, élimination des points noirs ...
Maîtres d'ouvrage	Communes et EPCI du Val de Loire, syndicat de Pays ou syndicat mixte portant le SCoT, associations
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> Etudes stratégiques menées en amont, à l'échelle du Val de Loire sur le territoire de contractualisation : 80% Investissements : 40% Subvention minimum 2 000 €
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> Les communes du périmètre UNESCO doivent adhérer à la charte d'engagement - Val de Loire patrimoine mondial de l'UNESCO Sur le territoire d'Agglopolys, actions/investissements devant répondre aux objectifs du Plan Paysage Les investissements paysagers doivent avoir un réel impact sur le paysage et être visibles depuis le domaine public Une attention particulière devra être portée aux besoins en matière d'aménagements liés aux itinérances touristiques douces fluviales, pédestres, cyclables et équestres Avis de la Mission Val de Loire sur le projet Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées Nb d'Ha artificialisés Nombre d'action Nombre de collectivités concernées par les actions du Plan Paysage

CADRE SPECIFIQUE

Mise en place de « rues jardins »

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer au renforcement du « vivre ensemble » - Renforcer l'attractivité du commerce de proximité - Valoriser les espaces patrimoniaux notamment dans un objectif d'attractivité touristique
Contenu	<p>Dans le cadre d'un appel à projets, la Région soutiendra des opérations menées en bordure de rues en étroite concertation avec les riverains, dans une logique de sensibilisation à l'esthétique paysagère des villages, à la qualité du vivre ensemble et à la valorisation de la biodiversité dans les bourgs et villages.</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>Communes, Communautés de communes, Communauté d'agglomération</p>
Financement régional	<p><u>Dépenses éligibles :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Réalisation de fosses de plantation (démolition ou découpage d'enrobé, déblaiement, terrassement, pose de membranes, apport de terre végétale) • Acquisition et plantation de végétaux • Honoraires (architectes - paysagistes, coordonnateur sécurité) • Animation d'ateliers participatifs <p><u>Taux de subvention :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • A hauteur de 50 % + bonification de 10 % si le projet comporte des clauses d'insertion ou se réalise dans le cadre de chantiers d'insertion • Subvention minimum : 2 000 € • Plafond de dépenses par commune : 35 000 € de travaux et 10 000€ de maîtrise d'œuvre • Une commune peut déposer un seul dossier dans l'appel à projets, ou s'inscrire dans un seul dossier mutualisé
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Inscription dans un appel à projets a minima à l'échelle communautaire - Association des services de la Région à la conception de l'appel à projets <p>Principes harmonisés à l'échelle du Pays :</p> <p><u>Articulation avec le « projet de vie » de la commune :</u> Démonstration de l'inscription de l'opération dans un projet global de développement communal</p> <p><u>Qualité urbaine et paysagère :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Recours à un paysagiste concepteur de la définition du programme à la livraison du chantier. Devront être associés à l'élaboration du projet les agents des services techniques et les habitants qui assureront l'entretien • Avis de l'ABF quand la réglementation l'impose et respect de la réglementation en vigueur pour les communes de « sensibilité archéologique » <p><u>Préservation de la biodiversité/gestion des eaux pluviales</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Utilisation d'espèces rustiques (résistantes aux maladies) et adaptées au climat et au sol, économes en eau, à l'exclusion d'espèces invasives. Dans le cas de plantations de haies, recours à des plantes bocagères ou champêtres. <p><u>Concertation des habitants :</u> montrer selon quel mode de concertation les habitants ont été associés au projet</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de projets ayant eu recours à des clauses d'insertion et nombre d'heures travaillées • Nombre d'opérations réalisées • Nombre de communes engagées dans la gestion durable des espaces verts (plan 0 pesticide ou plan de gestion différenciée)

CADRE SPECIFIQUE

***Mise en place d'une Opération Grand Site de France
 autour de Chambord***

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver et mettre en valeur des paysages emblématiques, notamment ligériens. - Concilier les paysages et les nouveaux usages - Assurer l'intégration des équipements et des infrastructures - Maîtriser et recomposer le développement urbain résidentiel - Valoriser les espaces patrimoniaux notamment dans un objectif d'attractivité touristique
Contenu	Ingénierie relative à la démarche d'Opération Grand Site, à une étude complétant la démarche en matière paysagère, Actions/investissements découlant de la démarche, sur le volet paysager.
Maîtres d'ouvrage	ECPI, Syndicat de Pays ou Syndicat mixte portant le SCoT, Etablissement Public, association
Financement régional	<p>Etudes stratégiques : 50 % Investissements : 40 %</p> <p><i>Les investissements améliorant la qualité de la visite seront financés au titre de la mesure 14 « sites touristiques ».</i></p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Action devant répondre aux objectifs de la démarche Opération Grand Site de France • Les communes du périmètre UNESCO doivent adhérer à la charte d'engagement – Val de Loire patrimoine mondial de l'UNESCO • Une attention particulière devra être portée aux besoins en matière d'aménagements liés aux itinérances touristiques douces fluviales, pédestres, cyclables et équestres • Avis de la Mission Val de Loire sur le projet • Validation du cahier des charges par la Région et association au choix du prestataire • Association de la Région, et des autres partenaires financeurs, au Comité de pilotage de suivi de l'étude • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Inscription du territoire dans la démarche Opération Grand Site de France

Axe C1 : Aménagement d'espaces publics

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Priorité d'action 19.1 : Préserver la valeur patrimoniale des paysages identitaires du Val de Loire

Les espaces publics constituent de véritables lieux de vie, de rencontres, de découvertes mais aussi des lieux d'animation (manifestations publics, événements divers...) quel que soit la taille de la commune. En effet, une enveloppe additionnelle affectée aux aménagements d'espaces publics est inscrite au sein du contrat, à destination des communes, hors agglomération blésoise.

AXE C1 : Aménagement d'espaces publics	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 23 : Aménagement d'espaces publics	1 000 000 €	1 000 000 €	0 €
TOTAL	1 000 000 €	1 000 000 €	0 €

Descriptif sommaire des projets identifiés :

Opération	Maître d'ouvrage	Estimatif travaux	Date anticipée d'éligibilité des dépenses
Place Victor Hugo (Eglise)	Cour-Cheverny	418 000 €	01/10/2017
Place de l'Eglise et zone de loisirs	CC du Grand Chambord (Fontaines-en-Sologne)	584 000 €	01/04/2018
rue du Vieux Porche et place de l'Eglise	Les Montils	270 000 €	
place de l'église, rues adjacentes et accès à la Loire	Saint Dyé sur Loire	260 000 €	
place Robert Moreau (place de la Mairie)	Vineuil	200 000 €	
Place de l'église	Maves	250 000 €	01/03/2018
cœur de village 2ème tranche	Montlivault	600 000 €	15/05/2018
aménagement des abords du port et de l'ancienne poste	Chaumont s/Loire	281 000 €	
Aménagement de l'ancienne cour de l'école en espace paysager	Veuzain s/Loire	150 000 €	

CADRE DE REFERENCE AVEC ADAPTATIONS

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer au renforcement du « vivre ensemble » en accompagnant l'aménagement de lieux de vie, de détente, de rencontres - Renforcer l'animation sociale et commerciale des cœurs de villes et villages - Valoriser les abords des espaces générant des flux touristiques
Pré-requis	<p>Le maître d'ouvrage devra avoir recours aux services d'un paysagiste concepteur (quel que soit le statut -libéral ou non- et le cadre de son intervention : AMO, maîtrise d'œuvre, conseil amont des travaux,...) et suivre ses préconisations en matière de qualité urbaine et paysagère, de perméabilité des aménagements, de préservation de la biodiversité, de sobriété énergétique conformément au cahier de recommandations régionales.</p>
Contenu	<p>La Région finance les espaces qui s'inscrivent dans l'une des 3 cibles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les espaces publics favorisant le lien social : espaces de rencontres, de détente ou de jeux, les jardins publics des espaces centraux. - Les espaces supports d'une animation commerciale : halles ouvertes, terrasses, voies piétonnières commerçantes, places de marché qui seraient dédiées. - Les espaces aux abords de sites à enjeux touristiques : abords des espaces patrimoniaux qui génèrent des flux touristiques, les espaces publics des villages labellisés plus beaux villages de France, les périmètres des secteurs sauvegardés, espaces publics aux abords de la Loire à vélos (5km), sites Unesco,...
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> • Communes • EPCI • Syndicats d'électrification
Financement régional	<p>Dépenses éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Traitement minéral des surfaces, en excluant le recours à des matériaux « pastiches ». • Traitement végétal des surfaces • Equipements (mobiliers urbains, stationnements vélo, sanitaires publics intégrés à un projet global...) • Acquisition et démolition en vue de l'aménagement d'un espace public • Enfouissement des réseaux électrique, téléphonique et éclairage public • Honoraires (paysagiste, coordonnateur sécurité,...) • L'espace public pourra inclure : <ul style="list-style-type: none"> ○ des stationnements dans le cas d'un projet global et s'ils représentent une part limitée (moins du tiers de la superficie totale financée) ○ des aménagements liés à des sentiers piétonniers menant à l'espace ou le traversant <p>Taux de subvention : 30% Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<p>✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant au minima 5% des heures travaillées</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an

Axe C2 : Foncier

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Identifier et réaffecter les friches industrielles/artisanales et commerciales du territoire
Conforter le commerce notamment alimentaire en centre-ville de Blois et dans les pôles relais du bassin
Reconversion de friches urbaines ou reconquête d'espaces en tissu urbain constitué, reconquête du bâti en centre ancien

Les surfaces disponibles destinées à l'accueil d'activités industrielles et de services, sont plus rares sur un territoire fortement urbanisé. La question de la réaffectation de friches industrielles prend une dimension toute particulière dans ce contexte et dans un souci de développement durable du territoire où l'économie de terres agricoles ou naturelles apparaît comme une priorité.

La Ville de Blois mène une politique ambitieuse de reconquête de friches qui a, à de nombreuses reprises, été accompagnée par la Région (Québécoir, Ilot Laplace, site SERNAM...). Le recensement exhaustif de ces sites, réalisé, constitue un point de départ à la mise en place d'une stratégie plus globale de requalification des friches à l'échelle du bassin de vie.

AXE C2 : Foncier	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 23-1 : Requalification de friches urbaines	0 €	0 €	0 €
Mesure N°23-5: Revitalisation des centres villes et centres bourgs	1 023 500 €	1 003 500 €	20 000 €
TOTAL	1 023 500 €	1 003 500 €	20 000 €

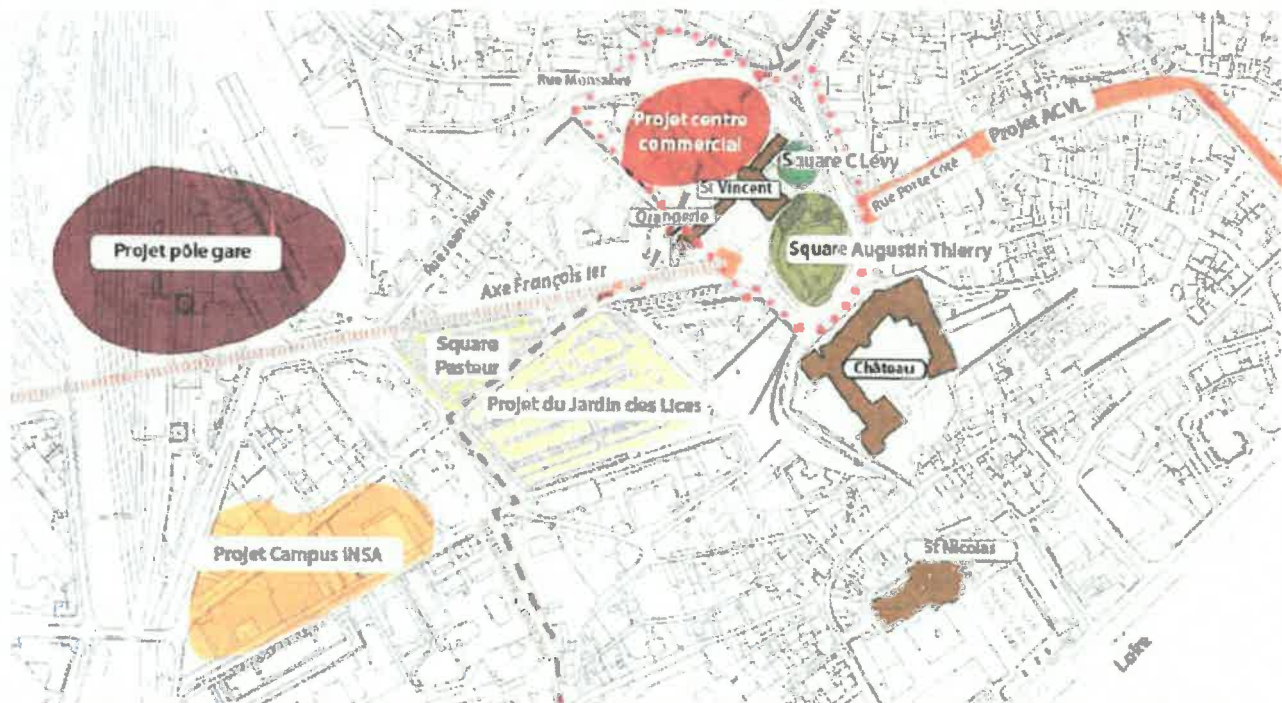
Descriptif sommaire des projets identifiés :

Mesure 23-5

Revitalisation du centre-ville de Blois

Il s'agit d'une opération d'ensemble de requalification et de dynamisation du centre-ville, avec les composantes suivantes :

- aménagement du cœur de ville Loire (projet ACVL), du square Augustin Thierry vers Blois Vienne,
- au pied du château de Blois :
 - o Le projet commercial Carré Saint Vincent, qui comprend la démolition- dépollution du collège Saint Charles et de la Poste, la construction d'un centre commercial, les aménagements de l'espace public qui rendront plus simples les accès piétons notamment entre les débouchés des rues Gallois, Porte Coté, Laigret
 - o La réhabilitation de la maison Eglantine (mesures 14 et 18-1) dans un objectif touristique (office de tourisme) et culturel (Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine)



Aménagement Cœur de Ville Loire - 2ème tranche

Maître d'ouvrage : Ville de Blois

Montant estimatif du projet : 3 300 000 € HT

Subvention régionale demandée : 500 000 €

Contenu : Les objectifs du projet sont les suivants :

- Prolongement du centre-ville vers les quartiers gare et Blois Vienne (rive gauche), renforcement des fonctions commerciales, touristique et résidentielle
- Ouverture de la Ville sur la Loire
- Valoriser le patrimoine et les commerces en qualifiant le sol
- Réinsérer les rues Denis Papin et Porte-Côté dans le parcours chaland et le parcours touristique piétonnier
- Valoriser l'avenue Wilson comme porte d'entrée sud de la ville
- Favoriser la mixité et le partage de la voirie en atténuant son caractère routier et en développant les mobilités douces et le plaisir de la ville

Continuité du projet pour lequel la première phase a été soutenue sur le Contrat Régional de 3^{ème} génération

Echéancier (démarrage de l'opération) :

Secteur rue Denis Papin et rue Porte-Côté : travaux dès janvier 2017

Secteur avenue Wilson : entre mi 2018 et mi 2019

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} mars 2016.

Carré Saint Vincent : Démolition/dépollution de la Poste (Carré Saint Vincent) et du collège Saint Charles

Maître d'ouvrage : Ville de Blois ou SEM 3 Vals Aménagement

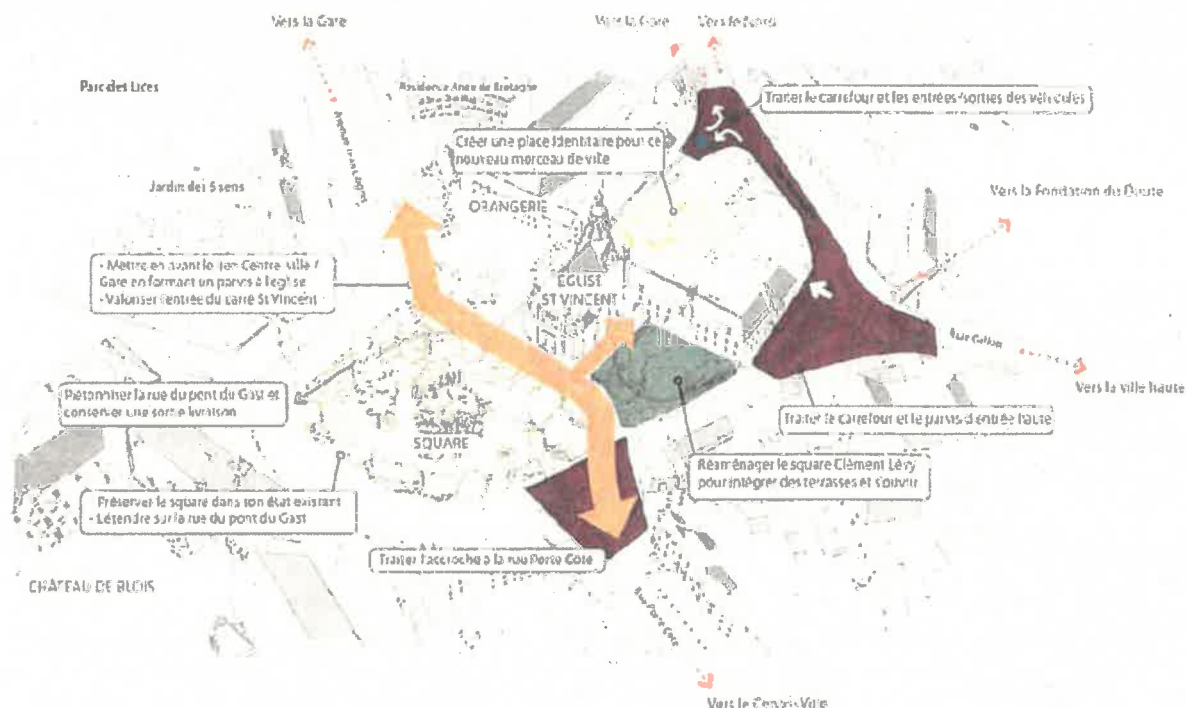
Montant estimatif du projet total de démolition/dépollution : 4 289 000 € HT

Taux d'intervention : 25% sur la phase relative à la Poste – la phase relative au collège sera soutenue au titre du CPER volet friches.

Contenu : Acquisitions foncières, démolition, dépollution

Echéancier (démarrage de l'opération) :

- Acquisition Saint Charles : 2016 à 2019
- Désamiantage et démolition Saint Charles : 2019
- Acquisition et démolition Poste : 2019



Aménagement du centre bourg de Chouzy-sur-Cisse

Maître d'ouvrage : Commune de Valloire-sur-Cisse

Montant estimatif du projet : 636 840 € HT

Descriptif de l'opération globale: Travaux de redéfinition (aspect et usage) des espaces publics, de rénovation et d'extension d'une épicerie, de démolition de deux immeubles, de construction de 6 logements locatifs sociaux dont deux PMR ainsi que d'une pharmacie et d'une maison médicale en cœur de village.

Le projet contribuera à remettre la nature en ville avec un traitement des pieds de façades et introduction d'un arbre remarquable, les plantations ne seront pas mono-spécifiques mais adaptées au site. Le projet d'aménagement des abords du canal et le fleurissement des trottoirs des venelles adjacentes, dans le cadre du plan « 0 pesticide », fait partie de l'engagement de la commune tout comme le développement des liaisons douces.

Accompagnement par le CAUE, un cabinet d'architectes avec un paysagiste DPLG et trois bureaux d'études (VRD, Structure et Thermiques).

Contenu du dossier : travaux d'aménagement des espaces publics

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} décembre 2017



CADRE DE REFERENCE

Requalification de friches urbaines

Sens de l'action régionale	<p>En cohérence avec les objectifs du SRADDT :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maîtriser l'étalement urbain afin de : <ul style="list-style-type: none"> - Limiter l'artificialisation des sols - Préserver la trame verte et bleue et les espaces agricoles - Ralentir les émissions de GES par diminution des déplacements - Diminuer les coûts de VRD liés à l'étalement <p>Améliorer la qualité paysagère et architecturale des espaces urbains</p>
Contenu	<ol style="list-style-type: none"> 1. Acquisitions et études préalables 2. Investissements liés au recyclage foncier : <p>La phase de recyclage foncier (proto-aménagement) est définie comme étant celle qui permet de rendre des terrains et immeubles utilisables pour d'autres affectations que celles qui étaient les leurs auparavant. Elle permet au terrain de retrouver une valeur d'usage. Elle inclut les travaux de démolition des superstructures, de fondations, de réseaux divers, le terrassement et le pré-verdissement voire le paysagement des sites concernés par la requalification urbaine, ainsi que les travaux de dépollution des sols et bâtiment (désamiantage...) quand ils ne peuvent être mis à la charge du pollueur (sites orphelins, pollueurs non solvables ou en liquidation ...)</p> <p><i>NB : La phase de recyclage foncier est suivie d'une phase de revalorisation définie comme celle qui permet de redonner aux sites correspondants une nouvelle attractivité vis-à-vis d'investisseurs, d'occupants ou d'utilisateurs. Elle permet au terrain de retrouver une valeur d'échange monétaire, une valeur urbaine.</i></p> <p><i>Son financement régional pourra être le cas échéant étudié selon la nature des investissements au titre des cadres de référence correspondant (ex : zone d'activités économique, espace public, réhabilitation de bâtiments en fonction de la destination finale du bâtiment...).</i></p>
Maitres d'ouvrage	EPCI, communes, délégataires
Financement régional	<p>Taux de subvention : 40 % (ramené à 25% en cas de mobilisation d'autres dispositifs régionaux)</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Production d'une note sur les scénarios d'évolution du site après « remise à niveau » ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées

CADRE DE REFERENCE ADAPTE

Ravitailisation des centre vieilles et centre bourgs

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'attractivité du centre-ville pour favoriser le lien social et la dynamique touristique le cas échéant • Favoriser les démarches globales en faveur de la dynamisation des centres urbains qui renforcent différentes fonctions urbaines (logements, commerces, espaces publics, activités économiques, services au public,...) • Accompagner les solutions adaptées au tissu urbain : reconquête du bâti existant, renouvellement urbain,...
Prérequis	<ul style="list-style-type: none"> • Disposer d'un programme urbain global et partenarial sur le centre-ville conçu par une ingénierie qualifiée (urbanistes,...)
Contenu	<p>Ingénierie externalisée pour construire un projet urbain global du centre-urbain</p> <p>Reconquête du « foncier » :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acquisitions foncières/immobilières destinées à la démolition • Démolitions • Reconquête de friches (selon le cadre de référence 23-1) <p>Aménagement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aménagement d'espaces publics (selon les modalités du cadre de référence 23) • Viabilisation préalable à la construction d'une offre de logements sociaux <p>Renforcement de l'attractivité du bâti existant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acquisition-réhabilitation de logements sociaux (selon les modalités des cadres de référence 24 voire 24-1 acquisition-réhabilitation pour des meublés pour jeunes) • Réhabilitation thermique de logements sociaux selon le cadre de référence 27 <p>Dynamisation commerciale</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intervention publique sur le commerce de proximité (selon cadre de référence 21) ou pour créer des boutiques éphémères • Développement d'outils numériques nouveaux et collectifs pour rendre visible l'offre commerciale, artisanale ou alimentaire (mobilisation du dispositif A VOS ID) <p>Solutions alternatives à la voiture (cadre de référence 30-1)</p> <p>Réintroduction d'activités économiques ou sociales</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expérimentation/lancement de tiers lieux (mobilisation du dispositif A VOS ID)
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, SEM, EPFL, Organisme HLM,...
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Ingénierie externalisée : 80 % • Acquisitions foncières, immobilières, aménagement d'espaces publics : 40 % • Viabilisation préalable à la construction d'une offre de logements sociaux : 30 % <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation du projet global (note technique et plan) • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

Axe C3 : Habitat/Logement

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Animer une politique de l'habitat partagée

La poursuite d'une politique de la ville ambitieuse (Programme de Rénovation Urbaine des quartiers nord de l'agglomération blésoise), et des programmes globaux de rénovation urbaine d'autres quartiers sociaux afin de prévenir leur décrochage

Appréhender les besoins de publics cibles

Encourager le développement de formes urbaines innovantes

Le Pays des Châteaux compte 74 986 logements (Insee RP 2014) dont 86,7% de résidences principales, soit une part légèrement supérieure à la moyenne régionale (84,4%). L'évolution du nombre de résidences principales entre 2009 et 2014 sur le Pays des Châteaux (+4,9 %) est supérieure à celle régionale (3,3%).

En 2016, le territoire dispose de 11 186 logements locatifs sociaux, principalement localisés au sein de l'agglomération blésoise. 14,4 % des résidences principales sont occupées par des locataires HLM (taux supérieur à la moyenne départementale de 11,9% et très proche la moyenne régionale). Au-delà du plan de rénovation urbain de Blois, une attention très forte sera portée sur la rénovation thermique du parc public social du Pays.

La CC Beauce Val de Loire souhaite définir sa politique de l'habitat à travers l'élaboration d'un Programme Local de l'Habitat. La CC Grand Chambord et Agglopolys l'ont déjà réalisé.

AXE C3 : Habitat/Logement	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 24 : Acquisition-réhabilitation	200 000 €	200 000 €	0 €
Mesure N°24-1 : Elaboration d'un PLH à l'échelle de la Communauté de communes Beauce Val de Loire	26 300 €	0 €	26 300 €
Mesure N° 25 : Construction neuve	800 000 €	800 000 €	0 €
Mesure N° 27 : Rénovation thermique du parc public social	1 000 000 €	1 000 000 €	0 €
TOTAL	2 026 300 €	2 000 000 €	26 300 €

Les crédits réservés pour l'habitat dans le cadre du Programme de Renouvellement Urbain de Blois sont positionnés sur la mesure 29 Rénovation urbaine.

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 24-1

Elaboration d'un PLH à l'échelle de la Communauté de communes Beauce Val de Loire

Maître d'ouvrage : Communauté de communes Beauce Val de Loire

Montant estimatif du projet : 52 704 € TTC

Contenu : La Communauté de communes Beauce Val de Loire souhaite avoir une vision stratégique sur le logement à l'échelle de son territoire. Elle a ainsi fait le choix d'élaborer un programme local de l'habitat.

Avancement du projet :

Le bureau d'étude a été retenu en juillet 2017.

Echéancier (démarrage de l'étude) : 1^{er} juillet 2017

Mesure 25 : Construction neuve

Terres de Loire Habitat (TDLH) :

- Construction de 8 logements (8 PLUS) situés à la Chaussée-Saint-Victor

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} septembre 2017

- Création d'une résidence autonomie sur Blois (résidence Vauquois)

Montant estimatif du projet : 10 631 000 € HT

Contenu : Construction neuve d'une résidence autonomie de 90 logements, suite à la démolition et au désamiantage d'une partie des bâtiments actuels (subvention 88 700 € dossier CPER 2015-2020 volet Friches). En plus des espaces communs (**mesure 25-1**), 17 logements PLUS sont identifiés dans le CRST.

Avancement du projet : Permis de construire obtenu le 18 août 2017.

Echéancier (démarrage des travaux) : Démolition (2,5 mois) à partir de septembre 2017, puis construction sur 24 mois.

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} septembre 2017 (opération en VEFA)

Immobilière Centre Loire – 3F (ICL) :

- Construction de 4 logements (3 PLUS - 1 PLAI supposé) situés Clos César à Chailles

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} mai 2018

Loir-et-Cher Logement (LCL) :

- Construction de 12 logements (10 PLUS - 2 PLAI supposés) situés à Cour-Chevéry

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 01/12/2017

- Construction de 9 logements (1 PLAI - 8 PLUS supposés) situés le Clos du Mareau à Cormeray.

Mesure 27 : Rénovation thermique du parc public social

Terres de Loire Habitat (TDLH) :

- 138 logements situés 2-4 rue des Papillons, 4-6-8 rue Georges Litalien, 14 rue de la Croix Rouge à Blois Vienne.

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} décembre 2017.

Immobilière Centre Loire – 3F (ICL) :

- 24 logements situés aux 21 et 23 avenue du Maréchal Lyautey à Blois (Cornillettes 3).

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} juin 2018

- Rénovation thermique de 6 logements situés rue Roland Dorgelès à Blois

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} juillet 2018

Loir-et-Cher Logement (LCL) :

- 59 logements individuels situés dans le quartier Pinçonnière, rue des Primevères et aux allées de Sancerre, des Courtes Fosses, Emile Balon et Tortat

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} juin 2018

Descriptif sommaire des projets pressentis :

Mesure N° 24 : Acquisition-réhabilitation

TDLH	2018	2	Blois	Acquisition-réhabilitation de 2 logements (2 PLUS) rue Michel Bégon
ICL	2019	4	Vineuil	Acquisition-réhabilitation de 4 logements (3 PLUS - 1 PLAI)

Mesure N° 25 : Construction neuve


SOLHA	2018	5	Blois et/ou Vineuil	Construction de 5 logements (5 PLAI supposés) pour la sédentarisation situés à Blois et/ou à Vineuil
LCL	2018	8	Saint-Dyé-sur-Loire	Construction de 8 logements (2 PLAI - 6 PLUS supposés) situés ZAC de la Couture à Saint-Dyé-sur-Loire
	2018	4	Neuvy	Construction de 4 logements (1 PLAI -34 PLUS) situés Les Grandes Allées Forestières à Neuvy
	2018	19	Mont-près-Chambord	Construction de 19 logements (7 PLAI -12 PLUS supposés) situés route de Blois à Mont-près-Chambord
	2018	8	Montlivault	Construction de 8 logements (1 PLAI - 7 PLUS supposés) situés Mail du Colombier à Montlivault
	2018	14	Blois	Construction de 14 logements (5 PLAI - 9 PLUS supposé) situés 33-35 rue Clérancie/2 rue du Puits Neuf à Blois OK.
	2019	15	Vineuil	Construction de 15 logements (3 PLAI - 12 PLUS) situés rue du Point du Jour à Vineuil
	2020	5	Marolles	Construction de 5 logements (1 PLAI - 4 PLUS supposés) situés rue du Parc à Marolles
	2020	5	Molineuf	Construction de 5 logements (1 PLAI - 4 PLUS supposés) situés lotissement de la Loge à Molineuf
TDLH	2018	6	Chouzy	Construction de 6 logements (2 PLAI - 4 PLUS) situés en centre-bourg à Chouzy
	2018	8	Saint-Gervais-la-Forêt	Construction de 8 logements (2 PLAI - 6 PLUS) à Saint-Gervais-la-Forêt
	2018	23	Mer	Construction de 23 logements (16 PLUS - 7 PLA I) situés rue Haute d'Aulnay à Mer
	2019	6	Suèvres	Construction de 6 logements (4 PLUS - 2 PLAI supposés) situés à Suèvres
	2019	9	Mont-près-Chambord	Construction de 9 logements (7 PLUS 2 PLAI) situés près du gymnase à Mont-près-Chambord
	2019	12	Suèvres	Construction de 12 logements (8 PLUS - 4 PLAI) situés en face de l'école à Suèvres
	2020	6	Josnes	Construction de 6 logements (4 PLUS - 2 PLAI) situés en face de l'école à Josnes
	2020	20	Blois	Construction de 20 logements (5 PLAI - 15 PLUS supposés) situés Mosnier à Blois
	2020	10	Blois	Construction de 10 logements (7 PLUS - 3 PLAI) situés allée des Bouleaux à Blois
	2020	12	Monteaux	Construction de 12 logements (10 PLUS - 2 PLAI) à Monteaux
	2020	13	Villebarou	Construction de 13 logements (3 PLAI - 10 PLUS supposés) situés à Villebarou
	2020	6	Chouzy	Construction de 6 logements (2 PLAI - 4 PLUS supposés) situés avenue des Beaumonts à Chouzy
	2020	4	Bauzy	Construction de 4 logements (1 PLAI - 3 PLUS) situés à Bauzy
	2020	6	Tour-en-Sologne	Construction de 6 logements (1 PLAI - 5 PLUS) situés à Tour-en-Sologne
ICL	2018	10	Vineuil	Construction de 10 logements (7 PLUS - 3 PLAI) situés Zac du Bois Jardin à Vineuil (à l'étude chez ICL) (agrément 2017)
	2019	8	Bracieux	Construction de 8 logements (5 PLAI - 3 PLUS) situés Chemin des Loges à Bracieux (REPORT 2018)
	2019	4	La Chapelle-Vendômoise	Construction de 4 logements (3 PLUS - 1 PLAI) situés à La Chapelle-Vendômoise (à l'étude chez ICL) (agrément 2017)
	2019	7	Vineuil	Construction de 7 logements (5 PLUS - 2 PLAI) situés route de Chambord à Vineuil

	2019	8	St Claude de Diray	Construction de 8 logements (6 PLUS - 2 PLAI supposé) situés à Saint-Claude-de-Diray
	2019	3	Blois	Construction de 3 logements (2 PLUS - 1 PLAI) situés rue gallieni à Blois (démoli 1 et on en fait 3)
	2019	12	Les Montils	Construction de 12 logements (9 PLUS - 3 PLAI) situés centre-bourg au Montils (à l'étude chez ICL)
	2020	16	Saint-Gervais-la-Forêt	Construction de 16 logements (5 PLA I - 11 PLUS) situés à Saint-Gervais-la-Forêt
	2020	25	Blois	Cornillettes : Construction de 25 logements (20 PLUS - 5 PLAI supposé) situés avenue du Maréchal Lyautey à Blois
TOTAL		317		

Mesure 27 : Rénovation thermique du parc public social

ICL	2019	120	Blois	répartis sur 6 immeubles situés au 15 Rue Gallieni
		72	Blois	21 et 23 avenue du Maréchal Lyautey (Cornillettes 1)
LCL	2021	16	Mer	Rénovation thermique de 16 logements situés 13 rue des Violettes à Mer
		9	Oucques	Rénovation thermique de 9 logements situés 2-4-6-8-10 rue de l'Industrie et 2-4-6-8 rue de la Cave St-Jean à Oucques
	2022	20	Mer	Rénovation thermique de 20 logements situés 2 le Clos de Lanneray à Mer
		25	Mer	Rénovation thermique de 25 logements situés 3-4 le Clos de Lanneray à Mer
	2023	92	Blois	Rénovation thermique de 92 logements situés quartier Quinière rue de la Fontaine et impasse Boileau à Blois
		20	Mer	Rénovation thermique de 20 logements situés 5-6 le Clos de Lanneray à Mer
		20	Mer	Rénovation thermique de 20 logements situés 7-8 le Clos de Lanneray à Mer
		20	Mer	Rénovation thermique de 20 logements situés 1 le Clos de Lanneray à Mer
TOTAL		419		


Acquisition-réhabilitation en vue de la création de logements locatifs publics sociaux

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir la création de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative. - Favoriser l'intervention dans le bâti existant afin de limiter l'étalement urbain - Rendre attractifs des logements potentiellement délaissés, rendus vacants par leur inadaptation à la demande. <p>Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➢ les logements économes en énergie ➢ la mixité sociale ➢ l'emploi dans le bâtiment
Contenu	Acquisitions et réhabilitations de logements locatifs sociaux
Maitres d'ouvrage	Communes, EPCI, organismes HLM
Financement régional 	<ul style="list-style-type: none"> • Logement PLUS : Taux de 20 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation • Logement PLA I : Taux de 30 % pour l'acquisition et les travaux de réhabilitation • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • Le taux de subvention régionale peut être majoré de 10 points en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (classe énergétique A en rénovation)*, ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles. • Subvention minimum 2 000 €
Modalités	<p>✓ Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires</p> <p>✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées</p> <p>Mixité</p> <ul style="list-style-type: none"> ➢ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLA I dès deux logements produits ➢ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires <p>La Région a toutefois la possibilité de déroger sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p> <p>Performance énergétique</p> <p>Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Nombre de logements réhabilités • Nombre de logements en PLUS ou PLA I • Classe énergétique après travaux des logements financés

Elaboration d'un PLH
à l'échelle de la Communauté de communes Beauce Val de
Loire

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir la création de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative. • Favoriser l'intervention dans le bâti existant afin de limiter l'étalement urbain • Rendre attractifs des logements potentiellement délaissés, rendus vacants par leur inadaptation à la demande • Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020) • Répondre aux besoins en logements et en hébergement • Favoriser la mixité sociale et le renouvellement urbain
Contenu	Ingénierie externalisée permettant d'établir un diagnostic et de définir un plan d'actions
Maître d'ouvrage	Communauté de communes Beauce Val de Loire
Financement régional	50 %
Modalités	Association de la Région au comité de pilotage puis de suivi du PLH
Indicateurs d'évaluation	Réalisation du PLH Actions concrètes découlant de la mise en œuvre du PLH

Construction de logements locatifs publics sociaux

Sens de l'action régionale	<p>Soutenir la production de nouveaux logements sociaux dans les secteurs les plus tendus en matière de demande locative avec une priorité donnée aux opérations s'inscrivant dans le tissu urbain pour limiter les extensions urbaines. Sont visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les logements économes en énergie ➤ la mixité sociale ➤ l'emploi dans le bâtiment
Contenu	Construction de logements locatifs sociaux ou acquisitions en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA)
Maitre d'ouvrage	Organismes HLM
Financement régional 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Logements très sociaux (PLA I) : forfait de 5 000 € ➤ Logements sociaux (PLUS) : forfait de 2 000 € <ul style="list-style-type: none"> • Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4. • La subvention régionale peut être doublée en cas de : <ul style="list-style-type: none"> ○ système de chauffage utilisant majoritairement le bois, ○ ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf), ○ ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal).
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Financement des logements conditionné à la programmation de l'Etat ou des délégataires ✓ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées <p>Garantir la mixité sociale de programmes en intégrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 20 % de PLA I par programme à partir de 5 logements, avec au moins un PLAI dès deux logements produits ➤ 30 % de PLA I par programme, avec un minimum de 2 PLA I par programme sur communes SRU déficitaires <p>La Région aura la possibilité d'adapter cette règle sur demande motivée du maitre d'ouvrage pour tenir compte du contexte local.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Nombre de logements neufs construits • Nombre de logements en PLUS ou PLA I • Performance énergétique des logements

Rénovation thermique du parc public social

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Diminuer l'émission de gaz à effet de serre (diminution fixée dans le PCER à 45 % pour les bâtiments résidentiels d'ici 2020) • Réduire les consommations énergétiques et diminuer la quittance de loyers pour le locataire • Renforcer l'attractivité des logements pour éviter leur désaffectation • Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie 	
Contenu	Travaux de rénovation thermique du parc HLM énergivore	
Maitres d'ouvrage	Organismes HLM	
Financement régional	<p>Montant forfaitaire de base</p> <p><u>Bonifications :</u></p> <p>Consommation d'énergie inférieure à 80kwh/m²/an</p> <p>Installation d'un poêle à bois</p> <p>Utilisation d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal), y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles</p> <p>Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</p>	<p>2 000 € /logement</p> <p>+ 500 € /log</p> <p>+1000€ /log</p> <p>+ 1000 € /log</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> • Les travaux doivent permettre : <ul style="list-style-type: none"> - Atteinte de l'étiquette B avec consommation maximale de 80 kwh/m²/an après travaux, à défaut gain de 100 Kwh/m²/an conjugué à l'atteinte de la classe énergétique C après travaux - à défaut un gain de 100 Kwh/m²/an et classe énergétique C après travaux • L'organisme HLM doit justifier d'une baisse d'au moins 10% de la quittance globale dans le cas où le loyer augmente (sont appréciés les évolutions de loyer et de dépenses énergétiques) • Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées 	
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nombre de KWh économisés /an • Nombre de GES évités /an • Nombre de logements rénovés • Pourcentage moyen de diminution de la quittance globale 	

Axe C4 : Rénovation urbaine

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

La poursuite d'une politique de la ville ambitieuse (...) la poursuite de la réalisation du Programme de Rénovation Urbaine des quartiers nord de l'agglomération bloisise

Depuis 2005, la ville de Blois est engagée dans un vaste Programme de Rénovation Urbaine concernant les quartiers Nord de la ville, soit 1/3 de la population bloisise. Ouvrir les quartiers nord sur le reste de la ville, favoriser la mixité sociale en développant un projet urbain porté à l'échelle de l'agglomération, et renouveler l'offre d'équipements publics et commerciaux figurent parmi les principaux objectifs du projet.

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 a fixé les principes de la nouvelle politique de la ville. La ville de Blois a donc élaboré un Programme de Renouvellement Urbain d'Intérêt Régional, suite à la signature d'un protocole de préfiguration entre les différents partenaires institutionnels (Etat, ANRU, Conseil Régional, collectivités locales, bailleurs...).

Sur le nouveau PRUIR de Blois, il est prévu de rénover thermiquement 811 logements et 2 gymnases. Les bailleurs réaliseront des travaux de résidentialisation concernant 210 logements. Il est aussi prévu de détruire et reconstruire 2 écoles. Enfin, la Ville souhaite de réaliser de nouveaux aménagements, notamment en accompagnement des opérations de résidentialisation menées par les bailleurs sociaux.

AXE C4 : Rénovation urbaine	Maitre d'ouvrage	Crédits réservés	Investisse- ment	Fonctionne- ment
Mesure N° 29 : Rénovation urbaine	Ville de Blois, Agglopolys, bailleurs sociaux	3 145 200 €	3 145 200 €	0 €
TOTAL		3 145 200 €	3 145 200 €	0 €

Descriptif sommaire des projets identifiés dans le cadre du PRUIR de Blois :

Se référer à la maquette financière de la convention relative au Projet de Renouvellement Urbain d'Intérêt Régional des quartiers nord de Blois.

Réhabilitation thermique de 811 logements sociaux (modalités de la Mesure N°27) : 358 par TDLH, 280 par LCL et 169 par ICL.

Réhabilitation des gymnases Traoré et Cerdan (modalités Mesure N° 22) :

- Réhabilitation du gymnase Traoré, situé 3 Rue Vasco de Gama dans le quartier Croix Chevallier, lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre en 2018.
- Réhabilitation gymnase Cerdan, situé Place Jules Ferry dans le quartier Kennedy

Reconstruction de l'école primaire Croix Chevallier (modalités Mesure N° 29) :

Située 5 Rue Christophe Colomb, l'école est dans un état notamment d'isolation thermique nécessitant sa fermeture, et pour des raisons de coûts, sa reconstruction.

CADRE ADAPTE

Sens de l'action régionale

- Participer à la réduction de la fracture territoriale qui affecte les quartiers urbains cumulant un certain nombre de handicaps en matière de pauvreté, d'accès à l'emploi, à la culture, à la santé ...
- Répondre aux besoins des habitants des quartiers, en articulant le volet urbain des PRU avec le volet humain (accès à l'emploi et à la formation, offre de soins...)
- Inscrire la rénovation urbaine dans une stratégie à l'échelle du bassin de vie (emploi, logement, mobilité, etc.)
- Prendre en compte les principes de l'urbanisme durable dans la recomposition urbaine des quartiers

Pré-requis

- Association en amont du Conseil régional à l'élaboration d'un projet global de recomposition urbaine co-élaboré entre les collectivités, les bailleurs sociaux, les associations, les habitants ... qu'il soit ou non soutenu par l'ANRU
- Association de la Région en amont à la définition de la maquette financière du programme afin de faire valoir les priorités régionales et les modalités d'intervention régionales (cadres de référence quand ils existent)

Contenu

Dans le cadre d'un programme d'aménagement global, que le projet relève du PNRU, du NPNRU, ou d'aucun programme national, la Région finance prioritairement les projets suivants :

- **Les études urbaines**
- **En matière de développement économique :**
 - o Projets immobiliers pour l'accueil d'entreprises (de type couveuses, pépinières), les locaux commerciaux ou de services.
- **En matière d'habitat :**
 - o réhabilitation thermique de logements locatifs sociaux
 - o construction de logements locatifs sociaux, dans une logique de parcours résidentiel et de mixité sociale.

Les projets de résidentialisation et de démolition, moins prioritaires, peuvent être soutenus en fonction du projet global. Concernant les démolitions, sous réserve de la démonstration du besoin (vacance structurelle avérée, obsolescence des logements au regard de la demande, démolition rendue nécessaire dans le cadre du programme d'ensemble de transformation du quartier ...).

- **En matière d'équipements publics :**
 - o La mise en place de structures adaptées pour l'accueil de la petite enfance (pour un accès facilité à l'emploi pour les parents)
 - o Les Maisons de Santé (MSP, centres de santé ...)
 - o Les équipements permettant le développement du lien social et une ouverture du quartier vers la ville (médiathèques, centres culturels, maisons des jeunes, équipements sportifs, centres sociaux...)
 - o La reconstruction de l'école primaire nord

Tout projet d'équipement devra démontrer son opportunité au regard du maillage existant.

- **En matière d'aménagements publics :**
 - o Requalification d'espaces propices à la convivialité (places, jardins publics, plaines de jeux...)
 - o Amélioration de la mobilité : transports en commun (aménagements liés à la restructuration de réseaux de bus et à l'amélioration des dessertes) et circulations douces (pistes cyclables, cheminements piétonniers).

Par ailleurs, pourront être examinés les projets de restructuration de trames viaires visant la transformation en profondeur du quartier (percements nouveaux, avenues...).

Les programmes de réfection de voirie ne sont pas finançables (hors aménagements permettant les modes de déplacements alternatifs à la voiture (réseaux cyclables, cheminements piétonniers ...))

**Maitres
d'ouvrage**

Communes, EPCI, bailleurs sociaux

**Financement
régional**

Subvention minimum 2 000 €.

Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.

Les modalités de financement sont définies dans les cadres de référence quand ils existent (construction de logements, réhabilitation thermique, équipements publics, pistes cyclables, maisons de santé ...).

Dans le cas contraire, elles seront définies au cas par cas selon les projets, dans le cadre du dialogue amont visé en pré-requis.

I. **Concernant les projets relevant du PNRU et pour lesquels des crédits régionaux restent à engager, la Région intervient selon la convention signée en 2007 entre l'Etat, la Région et l'ANRU et en application de la maquette financière telle que validée.**

II. **Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)**

Selon les modalités définies à la convention Etat/Région/ANRU signées en 2018.

- Concernant les quartiers d'intérêt national : selon la maquette élaborée conjointement, et, sauf cas particulier, à concurrence de 25% de l'intervention de l'ANRU
- Concernant les quartiers d'intérêt régional : financement à minima à parité avec l'ANRU, conformément au CPER

Taux d'intervention 20% pour la reconstruction de l'école primaire nord.

III. **Autres quartiers d'habitat social**

La Région se prononcera au cas par cas lors de l'élaboration du programme global, principalement en application de ses cadres de référence.

Modalités

- ✓ Pour les projets immobiliers : Atteinte de la performance étiquette B, ou à défaut, d'une progression minimale de 100 KWh/m²/an, et atteinte de l'étiquette C.

**Indicateurs
d'évaluation**

- Nb d'emplois créés
- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an
- Nombre de logements démolis
- Nombre de logements créés
- Nombre de logements réhabilités et performance thermique
- Nombre de logements résidentialisés

Axe C5 : Mobilité durable

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Enjeu 22 : Le renforcement de l'intermodalité notamment autour de la gare de Blois

Enjeu 23 : L'adéquation des offres de mobilité aux besoins des populations

Le bassin de vie de Blois est traversé par un couloir de communication majeur orienté Nord - Est/Sud-Ouest, avec la Loire, l'autoroute A10 et la voie ferrée Nantes-Tours-Orléans (-Paris).

Le réseau routier est caractérisé par une bonne inscription au sein du maillage national et départemental et procure une bonne accessibilité aux régions et aux pôles voisins. La voirie en milieu périurbain blaisois est bien hiérarchisée, avec l'existence de plusieurs pénétrantes lisibles en direction de la ville centre, d'un contournement de la ville de Blois et d'un réseau secondaire bien maillé.

Le territoire compte huit gares sur les communes de Veuzain-sur-Loire (Veuves et Onzain), Valloire-sur-Cisse, Blois, la Chaussée-Saint-Victor, Ménars, Suèvres et Mer. Elles sont desservies par le TER. La gare de Blois est également desservie par quelques Intercités mettant Paris à 80 mn, mais de nombreuses autres relations vers Paris se font via une correspondance à Orléans.

Le réseau urbain Azalys opère sur le périmètre d'Agglopolys et couvre ainsi une partie significative du bassin de vie. Le schéma de desserte comprend plusieurs lignes structurantes sur Blois et la première couronne et une navette gratuite circule en centre-ville. Plusieurs services de transport à la demande ou sur mesure complètent le réseau pour relier les zones d'activités et la gare, répondre aux besoins des publics à mobilité réduite et desservir les zones peu denses.

Le réseau de transport en commun est moins développé en milieu rural alors que l'éloignement des pôles d'emplois et de services ainsi que les faibles densités induisent une forte demande de déplacement. Ceux-ci renforcent la dépendance des personnes à l'égard du véhicule individuel. Dans ce contexte, afin d'être accompagnées dans la définition et la mise en place de solutions de mobilité durable, répondant aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux du territoire et adaptées à ces spécificités, les Communautés de communes Beauce Val de Loire et Grand Chambord ont fait le choix de s'engager dans l'élaboration d'un plan de mobilité rural commun à compter de 2018.

Agglopolys a élaboré un schéma directeur cyclable, qui offre une visibilité sur les investissements de pistes cyclables utilitaires à réaliser à moyen terme. Agglopolys souhaite également améliorer au niveau de la gare de Blois les conditions d'intermodalité, en aménageant des pistes cyclables et en mettant en place une Maison du Vélo. Enfin, la Communauté d'Agglomération de Blois va mettre en place un Plan de Mobilité Entreprise et un Plan de Mobilité Administration.

Mer et la Communauté de Communes Beauce Val de Loire souhaitent également favoriser les déplacements doux pour permettre l'accès à vélo depuis le centre-ville (gare) de Mer à la zone d'activité Les Portes de Chambord ou au camping de Suèvres.

AXE C5 : Mobilité durable	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure 30 - Vélo utilitaire	600 000 €	600 000 €	0 €
Mesure 30 -5 Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture	12 000 €		12 000 €
TOTAL	612 000 €	600 000 €	12 000 €

Descriptif sommaire des projets pressentis :

Mesure 30

Achèvement des pistes cyclables du parc d'activités des Portes de Chambord à Mer

Maître d'ouvrage : Communauté de communes Beauce Val de Loire

Montant estimatif du projet : 330 000 € HT

Contenu : dans le cadre de la politique de développement durable de la Communauté de communes et de l'essor des déplacements doux, des itinéraires vélos ont été créés pour desservir le Parc d'activités « les portes de Chambord » à Mer. Pour faciliter les déplacements des salariés cyclistes, quelques tronçons de pistes sont à achever, dont un tracé de la gare vers la zone d'activités.

Par ailleurs, la commune de Mer, au vu de son engagement dans le développement durable (agenda 21, 0 pesticides...) et de sa situation géographique (Loire à vélo) a décidé de favoriser les déplacements en vélo. Pour cela, en lien avec la communauté de communes Beauce Val de Loire, elle souhaite mailler le territoire communal. Les itinéraires structurants Loire/gare et centre-ville/camping de la Grenouillère à Suèvres déjà programmés doivent être complétés. Une étude doit en fournir une cartographie.

Echéancier (démarrage des travaux) : 2018-2019

Réalisation d'une voie verte « Vezin - André Boule - Industrie »

Maître d'ouvrage : Communauté d'Agglomération de Blois

Montant estimatif du projet : 305 000 € HT

Contenu : dans le cadre de son Schéma directeur cyclable, Agglopolys prévoit la réalisation d'une rocade verte au Nord-Ouest de l'agglomération, entre 2 aménagements cyclables existants Cette zone dessert des zones d'emploi et le nouveau CFA de Blois.

Avancement du projet : Projet inscrit au Plan Pluriannuel d'Investissement d'Agglopolys

Echéancier : 2019-2020

Réalisation d'une piste cyclable entre Fossé et Blois

Maître d'ouvrage : Communauté d'Agglomération de Blois

Montant estimatif du projet : 620 000 € HT

Contenu : l'aménagement de cet axe, inscrit comme pénétrante au schéma directeur cyclable d'Agglopolys et au schéma directeur cyclable départemental, permettra de réaliser un tronçon intercommunal manquant au Nord de l'Agglomération, entre 2 aménagements cyclables communaux existants.

Avancement du projet : Projet inscrit au Plan Pluriannuel d'Investissement d'Agglopolys

Echéancier : 2018-2019

Mise en place d'une Maison du Vélo

Maître d'ouvrage : Communauté d'Agglomération de Blois

Montant estimatif du projet : 200 000 € HT

Contenu : Le projet s'inscrit à la fois dans le cadre du projet d'aménagement du pôle gare de Blois et d'autre part dans la perspective du passage de la gestion en régie du service de location de Vélos à Assistance Electrique (VAE) à la fin de l'actuelle DSP Transports (2020), incluant aujourd'hui ce service. La Maison du Vélo, proposant la location et la réparation des VAE Azalys, sera donc un local en gare de Blois, composé d'une partie accueil / commercial d'environ 30 m² et d'une partie maintenance / réparation d'environ 80 m².

Avancement du projet : étude de faisabilité technique et financière à réaliser

Echéancier : Mise en œuvre en 2020

Mesure 30-5

Accompagnement et conseil auprès des entreprises du territoire d'Agglopolys pour la réalisation d'un Plan de mobilités entreprises ou inter-entreprises.

Maître d'ouvrage : Communauté d'Agglomération de Blois

Montant estimatif du projet : 30 000 € HT

Contenu : Elaboration d'une campagne de communication à l'attention des entreprises. Accompagnement et conseil auprès des entreprises du territoire d'Agglopolys pour développer les mobilités alternatives à la voiture individuelle.

Avancement du projet : en cours de réflexion

Echéancier : 2018-2019

CADRE DE REFERENCE REGIONAL ADAPTE

Vélo utilitaire

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Structurer une offre de réseaux de déplacement de proximité à vélo pour constituer une alternative à l'utilisation de la voiture, notamment dans les pôles de centralité - Favoriser le développement d'un usage régulier du vélo dans les déplacements quotidiens en accompagnant l'offre de services - Réduire l'utilisation de la voiture pour les déplacements utilitaires et augmenter la part modale du vélo parmi les différents modes de déplacements
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête déplacement, étude d'opportunité et de faisabilité, - Acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre et aménagements cyclables en site propre et en site partagé sur voirie - Mobilier, signalétique spécifique, aménagement et équipements pour stationnement sécurisé, - Acquisition de vélos, - Développement de services (vélo stations, maison du vélo, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable etc.) - Supports de communication et de promotion
Maitres d'ouvrage	Communes, EPCI
Financement régional	40% Subvention minimum 2 000 €
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> ⇒ Présentation d'un projet cartographié d'aménagement cyclable global, à l'échelle communale ou intercommunale, localisant les pôles générateurs de flux, précisant l'existant et les principes d'aménagement retenus (contre-sens, bande ou piste cyclable, zone 30 ...) dans une logique d'intermodalité (connexion à la gare, à la desserte Rémi ...) ⇒ Accord du gestionnaire de voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage ⇒ Maison du Vélo : association en amont de la direction du tourisme du Conseil Régional, afin de s'assurer de la bonne intégration des éléments nécessaires à l'accueil des cyclotouristes ⇒ Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication ⇒ Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés • Linéaire à vocation utilitaire aménagé

CADRE DE REFERENCE REGIONAL

Initiatives locales pour des alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire l'utilisation de la voiture individuelle • Augmenter la part modale du covoiturage et de l'auto-partage parmi les différents modes de déplacements • Accompagner les initiatives locales (pédibus, covoiturage spontané, etc.)
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> • Etude stratégique mobilité réalisée un cabinet spécialisé • Etudes de faisabilité de systèmes de déplacements alternatifs • Plate-forme de covoiturage ou d'autopartage • Initiatives liées au transport collectif à traction animale • Actions de communication et de promotion (supports de communication, plateforme, système d'auto-partage...) • Aménagements divers favorisant les alternatives à l'utilisation individuelle de la voiture (acquisitions foncières, étude de maîtrise d'œuvre, équipements, aires dédiées au covoiturage, signalétique, cheminements autres que vélo utilitaire, stations de recharge de vélos électriques alimentées en énergie renouvelable, ...)
Maîtres d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - EPCI/PETR, Syndicat Mixte de Pays, communes - Associations
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes : 80% • Investissements : 40% <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - La Région se prononcera au cas par cas sur l'éligibilité des projets au vu si besoin d'une étude d'opportunité du projet - Accord du gestionnaire de la voirie s'il n'est pas maître d'ouvrage - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées <p><u>Communication</u> : Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nb d'Ha artificialisés

PRIORITÉ TRANSVERSALE

ACCOMPAGNER LA TRANSITION ECOLOGIQUE DES TERRITOIRES

Pour contribuer à limiter la hausse des températures moyennes de la planète à 2°, il est nécessaire d'engager les territoires de la Région dans des processus de transition économique, écologique et démocratique.

Il s'agit d'une priorité transversale qui concerne toutes les thématiques, en particulier les questions d'énergie, d'efficacité énergétique, de biodiversité, de préservation des terres agricoles, de mobilisation citoyenne ...

Réussir la transition passe par une compréhension des enjeux et des solutions, par un engagement fort des acteurs publics ainsi que par le soutien aux initiatives citoyennes.

Dans les contrats régionaux de solidarité territoriale, cette transition se décline notamment par :

- Le cadre de référence 30-6 : Soutenir les expérimentations de « territoires en transition »
- La Stratégie Régionale en faveur de la Biodiversité
- Le Plan Climat Energie Régional
- Les initiatives de développement : A VOS ID

Accompagner la transition écologique des territoires	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
30-6 : Soutenir les expérimentations de « territoires en transition »	20 000 €		20 000 €
Axe D : Stratégie Régionale Biodiversité	989 500 €	742 800 €	246 700 €
Axe E : Plan Climat Energie Régional	1 962 800 €	1 877 800 €	85 000 €
A Vos ID		650 000 €	
TOTAL		3 622 300 €* 	

** A ce montant peuvent être rajoutés les 70 000 € réservés précédemment sur la mesure 05-4 : Projet alimentaire de territoire et Système Alimentaire Territorialisé*



Soutenir les expérimentations de « territoires en transition »

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none">• réduire la consommation d'énergie d'origine fossile et les émissions de CO2 ;• favoriser la relocalisation de l'économie (alimentation, énergies renouvelables, ...) ;• renforcer les liens, les solidarités et la coopération entre l'ensemble des acteurs du territoire, dans une démarche de démocratie permanente.• Favoriser l'émergence d'initiatives visant à augmenter la capacité d'adaptation des territoires face aux différentes crises et à mobiliser collectivement, acteurs et citoyens pour répondre aux défis économique, social et écologique.
Prérequis	<ul style="list-style-type: none">• Adhérer au mouvement des Villes et Territoires en Transition.• Participer aux travaux du réseau régional « Oxygène - le lab des initiatives » pour contribuer à la capitalisation des expériences et des pratiques inspirantes.
Contenu	<p>Actions locales menées dans une approche globale, transversale et ascendante, visant à mettre en cohérence l'ensemble des stratégies d'un territoire liées à la transition écologique et associant les acteurs autour d'une démarche de co-construction :</p> <ul style="list-style-type: none">• Ingénierie internalisée ou externalisée liée à l'élaboration ou à l'animation de stratégies territoriales de transition• Accompagner la mise en œuvre de ces stratégies.
Maître d'ouvrage	Commune, EPCI, PETR, Syndicat de Pays, Syndicat mixte de PNR ou Syndicat mixte portant le SCOT, Etablissement Public, association.
Financement régional	<ul style="list-style-type: none">• 80 % pour les études stratégiques.• 50 % pour l'animation.• Mise en œuvre d'un plan d'action découlant de la stratégie : financement au cas par cas en fonction de la nature des opérations
Modalités	<ul style="list-style-type: none">- S'agissant des prestations externalisées à caractère stratégique, la Région est associée à la rédaction des cahiers des charges et au choix des prestataires.- S'agissant des prestations internalisées confiées à un chargé de mission thématique, le financement ne peut concerner un poste permanent au sein d'un EPCI. Il est limité à une période de 3 ans non renouvelable.
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Le territoire définit dans le cadre de l'élaboration de sa stratégie, les indicateurs d'évaluation (en termes d'empreinte écologique, d'inclusion sociale, d'alimentation...) qu'il s'engage à renseigner.

ACTION TRANSVERSALE STRATEGIE REGIONALE BIODIVERSITE

Thématique D

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Enjeu 18 : La préservation de la biodiversité

Enjeu 19 : La valorisation et la protection du patrimoine naturel et paysager, support de culture, piliers d'identité et facteur d'attractivité

Priorité d'action 19.2 : Poursuivre la reconquête de la qualité des eaux

Le bassin de vie de Blois est riche d'un patrimoine naturel et paysager très diversifié, puisqu'en lien avec la mosaïque de milieux qui le composent :

- La vallée de la Loire et ses milieux naturels particulièrement intéressants (grèves de sables, pelouses, eaux courantes et stagnantes, forêts alluviales...) offrent un biotope propice à de nombreuses espèces d'oiseaux,
- La petite Beauce et ses espèces caractéristiques de l'avifaune de plaine,
- La vallée de la Cisse, avec ses zones humides et ses pelouses sèches calcicoles, qui constitue un véritable corridor écologique au cœur de la Beauce,
- Les forêts privées ou domaniales (de Blois, de Russy, de Boulogne, de Marchenoir et de Chambord),
- La Sologne maraîchère et viticole, avec ses productions agricoles diversifiées,
- La Grande Sologne avec ses forêts et ses étangs, sur la frange Est du bassin de vie.

La richesse écologique de ses milieux se trouve pour une part importante protégée par les zones Natura 2000, les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) ou la Réserve Naturelle Nationale de Grand Pierre et Vitain.

Les Pays des Châteaux et Beauce Val de Loire ont engagé, en 2010, une étude Trame Verte et Bleue (TVB), sous l'égide du SIAB, syndicat mixte porteur du Schéma de Cohérence Territoriale du Blaisois. Elle a permis d'identifier et cartographier, à l'échelle du territoire, les foyers de biodiversité, les corridors, de souligner les enjeux écologiques du territoire et de proposer des projets opérationnels de préservation, de restauration, de gestion et de valorisation des liaisons écologiques et des milieux naturels et aquatiques.

AXE D : Déclinaison locale de la stratégie régionale pour la biodiversité	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
31 - Trame Verte et Bleue	509 500 €	412 800 €	96 700 €
32 - Gestion alternative des espaces publics	300 000 €	200 000 €	100 000 €
33 - Biodiversité domestique	30 000 €	30 000 €	0 €
34 - Matériels agricoles permettant des pratiques favorables à la biodiversité et à l'eau	150 000 €	150 000 €	0 €
TOTAL	989 500 €	792 800 €	196 700 €

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 31

Champ de Tir de Russy : Travaux de restauration / Actions démonstratives et pédagogiques

Maître d'ouvrage : Agglopolys

Montant estimatif du projet : 63 000 €

Contenu : Travaux de restauration des milieux ouverts (prairie mésophiles, mégaphorbiaies), des milieux boisés et des fossés (trame bleue). Ingénierie accompagnant la mise en œuvre du plan de gestion. Actions démonstratives et pédagogiques : animations, chantier-école...

Avancement du projet : en cours de consultation de devis

Echéancier (démarrage des travaux) : janvier 2018 pour les travaux, 2019 à 2021 pour les actions démonstratives et pédagogiques

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} janvier 2018

Développer et pérenniser l'ouverture des marais d'Averdon et de la Réserve naturelle nationale des Vallées de la Grand Pierre et de Vitain à la biodiversité

Maîtres d'ouvrage : communes d'Averdon et de Marolles

Localisation : sur la pièce d'eau de la Queue de l'étang et aux Lieux dit de la « Grande Chaussée » 41330 Averdon et de la « Grande Mesle » 41330 MAROLLES

Montant estimatif du projet : 164 000 €

Contenu :

Les Communes d'Averdon et de Marolles, en partenariat avec le Syndicat Mixte du Bassin de la Cisse et le CDPNE, vont réhabiliter deux zones humides d'environ 8.3ha. et 6 ha sur Averdon, à la queue de l'étang et 2,30 ha au sein de la Réserve Naturelle nationale des vallées de la Grand Pierre et de Vitain, à la Prairie humide de Saint-Jacques. Ces deux zones étant situées sur la Haute Vallées de la Cisse, noyaux de la biodiversité Trame verte et bleue, au cœur de la zone Natura 2000 « Vallée de la Cisse en amont de Saint Lubin ».

Travaux concernés :

- Queue de l'étang : passerelle au-dessus de la Cisse. Il est prévu par la commune d'Averdon un cheminement qui fera le tour de la zone humide pour rejoindre le bourg en toute sécurité, des panneaux pédagogiques seront placés sur le périmètre de la balade.

- valorisation de la zone humide présente dans la Réserve Naturelle Nationale : Le CDPNE compte, en partenariat avec les propriétaires concernés, rouvrir la zone de la prairie Saint Jacques, favorisant ainsi la présence d'espèces caractéristiques des zones humides. Un projet de réouverture du chemin communal et de mise en place d'une passerelle, permettrait, au niveau de la Cisse de ré-ouvrir le milieu, favorisant ainsi le corridor écologique entre les deux berges de la macro et micro faune, dont les brebis réalisant le pâturage estival sur la réserve et la circulation, le long de la Cisse, des odonates, dont l'Agrion de mercure.

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} juin 2018

Vérification et précision des corridors écologiques à l'échelle parcellaire dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal – Habitat – Déplacements

Maître d'ouvrage : Agglopolys

Localisation : Travaux de terrain qui se dérouleront sur de nombreuses communes de la Communauté d'Agglomération de Blois

Montant estimatif : 70 000 €

Contenu : En 2010, le Syndicat Intercommunal de l'Agglomération Blésoise (SIAB) a lancé une étude Trame Verte et Bleue à l'échelle de son territoire (Communauté d'Agglomération de Blois, Communauté de communes du Pays de Chambord et Communauté de communes Beauce Val de Cisse), afin de pouvoir intégrer ces enjeux de biodiversité dans son SCOT.

Cette étude, réalisée à l'échelle du 25 000e, a permis de cartographier les enjeux écologiques du territoire, et notamment sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Blois, et de dégager des priorités, inscrites dans le SCOT. Les corridors écologiques ont été traduits à l'échelle du 25 000e au format SIG. Cependant cette échelle n'est pas adaptée à une

appropriation totale par les collectivités territoriales, notamment dans le cadre de l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme.

L'État initial de l'environnement du PLUi HD a permis d'affiner cette étude à l'échelle d'Agglopolys, en précisant la trame verte et bleue par unité géographique et la fonctionnalité des différentes sous-trames par unité géographique. Enfin, suite à la réalisation d'Inventaires de la Biodiversité Communale sur certaines communes du territoire, il a été démontré que les corridors dessinés à l'échelle du 25 000e devaient être vérifiés et précisés à une échelle plus fine (parcelle). Il y avait notamment un décalage des corridors grande faune sur Cheverny, lié à la présence de clôtures hautes faisant obstacle aux grands mammifères. Concernant l'identification des zones humides, l'étude actuelle mérite d'être affinée.

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 2 mai 2018

Etudes préalables à l'aménagement de la Ballastières à Chouzy-sur-Cisse : inventaire faune/flore, préconisations d'aménagements écologiques et plan de gestion

Maître d'ouvrage : Agglopolys

Montant estimatif : 11 000 €

Contenu : La Ballastière de Chouzy est une ancienne zone d'extraction de sable dans le lit majeur de la Loire, en activité de la fin des années 1970 à septembre 2015. D'une superficie totale de 82 ha, dont 45 ha de plan d'eau d'un seul tenant, il s'agit d'un site particulièrement surveillé d'un point de vue écologique au regard de sa situation en bord de Loire et du zonage Natura 2000. La Fédération de Pêche de Loir-et-Cher souhaite dédier ce site à la pêche, tout en l'ouvrant au grand public. La Fédération et Agglopolys vont travailler ensemble pour, dans un premier temps, établir le programme d'aménagement et de gestion du site (2018-2019), puis, dans un deuxième temps, réaliser les aménagements nécessaires à son bon fonctionnement et à l'accueil du public (2019-2021). Pour abonder le programme d'aménagement et le plan de gestion, il est indispensable de réaliser un diagnostic écologique complet du site. En effet, à ce jour, seules quelques données sont connues sur les oiseaux, mais aucun autre inventaire n'a été réalisé (habitats, flore, mammifères, amphibiens, insectes).

Ces données seront essentielles pour :

- avoir « un état zéro » de la biodiversité du site et donc évaluer les usages et pratiques de gestion qui seront mises en œuvre (pâturage, fauche, fréquentation du public, ...) ;
- identifier les zones à forts enjeux sur lesquelles il faudra être vigilant en terme de gestion et d'aménagement ;
- apporter du contenu pour développer des supports pédagogiques à destination du grand public.

Ce diagnostic est donc partie intégrante de la phase pré-opérationnelle d'investissement qui démarrera à compter de l'année 2019.

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} avril 2018

Création d'un sentier d'interprétation

Maître d'ouvrage : Commune de Saint Gervais la Forêt

Contenu : La commune, en partenariat avec l'ONF, Agglopolys, le Pays des Châteaux et la Ligue de Protection des Oiseaux souhaite aménager un sentier d'interprétation sur le territoire des communes de Saint Gervais, Chailles et Blois à la charnière de deux grands types de paysage : la forêt domaniale de Russy et le val de Loire. L'objectif est de mettre en valeur les vues sur le val mais également la biodiversité qui le compose : plateau et coteau forestiers, prairies et bosquets, rivière du Cossou et mares...

Etude faisabilité financée dans le contrat de 3^{ème} génération (subvention 4 700 €).

Echéancier prévisionnel : 2019

Développement de l'éco-pâturage à l'échelle d'Agglopolys

Maître d'ouvrage : Agglopolys, en coopération à l'échelle du Pays des Châteaux

Montant estimatif du projet : 95 000 €

Contenu : Animation du projet et mise en œuvre, expertises techniques, appui à l'animation territoriale, acquisition de foncier, réalisation d'investissements (plantation de haies, acquisition de clôtures, autres matériels et aménagements pour l'installation de troupeaux...), actions de communication

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} janvier 2018

Mesure 32

Gestion alternative des espaces publics – acquisition de matériel d'entretien et d'économie d'eau

Maître d'ouvrage : Ville de Blois

Montant estimatif du projet : 34 000 €

Contenu : Acquisition de matériel pour limiter les consommations d'eau (citernes de récupération d'eau de pluie) et l'utilisation des produits phytosanitaires et développer la gestion extensive

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} janvier 2018

Mise en place d'une démarche Zéro Pesticide à l'échelle communautaire

Maître d'ouvrage : Communauté de communes Grand Chambord

Montant estimatif du projet : 150 000 €

Contenu : Souhait, dans le cadre de la démarche Opération Grand Site de France, de mettre en place une gestion différenciée des espaces publics à l'échelle de la Communauté de Communes. 3 phases : 1/ relevé + diagnostic, 2/ stratégie et plan d'action, 3/ communication auprès des acteurs (élus, services techniques, habitants) et suivi des plans d'actions.

Ce projet donnera lieu dans un deuxième temps à de la mutualisation de matériel (achat groupé si nécessaire...), de formations...

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 2 mai 2018

Mesure 33

Mise en place d'un Conservatoire de l'Abeille Noire de Sologne à Chambord

Maître d'ouvrage : Conservatoire de l'Abeille Noire – Val de Loire Sologne Forêt d'Orléans (Association loi 1901)

Montant estimatif du projet : 64 000 €

Contenu : L'abeille noire de Sologne, espèce autochtone de la région, est menacée de disparition par l'importation massive d'essaims de génétique étrangère sur son territoire d'origine. Parfaitement adaptée à son environnement, cette abeille est pourtant la seule capable de valoriser certains espaces naturels sensibles comme les landes à bruyères.

Le conservatoire de l'abeille noire de Sologne se donne pour but dans un premier temps de repérer, de collecter et préserver cette génétique unique au sein d'une zone préservée dans le parc de Chambord, puis, une fois les effectifs stabilisés au sein de la zone conservatoire, de diffuser la génétique collectée sur une station de fécondation à Nançay. L'abeille noire de Sologne pourrait à terme faire l'objet d'une filière de valorisation spécifique, identifiée par une appellation d'origine protégée.

Dépenses concernées : analyses génétiques et séquençage, ruches et petit matériel d'apiculture, essaims, prestation d'entretien du conservatoire, communication.

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} mars 2018

Plantation expérimentale de Lignage, cépage ancien du Val de Loire, en vue de sa réinscription au catalogue officiel

Maître d'ouvrage : Association vigneronne des Cépages Rares du Berry et de la Sologne (Association loi 1901), accompagnée par le pôle BioDom Centre

Localisation du projet : commune des Montils

Montant estimatif du projet : 4 000 €

Contenu : Le Lignage est un cépage historique de la région de Blois, aujourd'hui disparu. Présenté par les ampélographes comme donnant d'excellents vins, il pourrait être de nouveau cultivé, les techniques actuelles permettant de surmonter les sensibilités aux maladies qui l'avaient éliminé par le passé. Ce cépage pourrait être la base de nouveaux vins originaux et typiques, qui permettrait aux vignerons du secteur de toucher une nouvelle clientèle à la recherche de vins qui sortent de l'ordinaire.

La relance des cépages rares tels que le Lignage est important à plusieurs niveaux : préservation de la ressource génétique (chaque cépage dispose d'une gamme unique de gènes dont certains pourront à l'avenir apporter des solutions aux nombreux problèmes auxquels pourront être confrontées les vignes (maladies, parasites, changement climatique)), préservation d'un patrimoine, valorisation économique et touristique.

La relance de ce cépage, aujourd'hui uniquement présent en conservatoire et virosé, passe par un assainissement de la souche et l'inscription au Catalogue Officiel, qui nécessitera la plantation de vigne(s) expérimentale(s).

Dépenses concernées : Achat de 50 pieds assainis de Lignage (comprend la prestation d'assainissement par l'Institut Français de la Vigne et du Vin), droits administratifs pour la demande d'inscription au Catalogue Officiel, frais de plantation d'une parcelle expérimentale de 50 à 200 pieds de Lignage, et le cas échéant du même nombre de pied d'un cépage témoin sur la commune des Montils, par le vigneron propriétaire de la parcelle mise à disposition.

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} janvier 2018

CADRE DE REFERENCE ADAPTE

Trame verte et bleue : études et aménagements

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la circulation des espèces par la structuration d'un réseau de corridors écologiques sur les territoires en cohérence avec le SRCE et les trames vertes et bleues locales Maintenir et développer la biodiversité régionale Favoriser l'appropriation des enjeux de biodiversité
Contenu	<p>Opérations permettant notamment la mise en œuvre de la stratégie et du programme d'actions de la TVB du territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> Ingénierie permettant : <ul style="list-style-type: none"> l'élaboration d'études stratégiques l'animation d'un programme d'actions en faveur de la biodiversité ou nécessaire à l'émergence ou à l'accompagnement de projets (dont l'animation et le suivi d'une opération d'éco-pâturage sur espaces publics à l'échelle a minima intercommunautaire, les expertises techniques complémentaires nécessaires l'amélioration de la connaissance (exemple : IBC) les études destinées à approfondir formuler des préconisations (ex : diagnostic biodiversité agricole) Aménagements permettant : <ul style="list-style-type: none"> la création, la restauration ou la préservation de corridors écologiques (haies, boisements, arbres isolés, mares, bandes enherbées, plantations agroforestières...) l'accueil d'espèces animales ou végétales : espèces sauvages ou agricoles dont l'accueil favorise la biodiversité du site (nichoirs, équipements pastoraux pour l'entretien des milieux naturels par le pâturage, Agropastoralisme : Acquisition de foncier, autres matériels et aménagements pour l'installation des troupeaux) la sensibilisation des publics via des projets pédagogiques de découverte des milieux, ou via l'aménagement de lieux dédiés (type maison de la nature)
Maîtres d'ouvrage	EPCI, communes, syndicats mixtes, associations, SEM, structure agricole collective, exploitants agricoles, chambre d'agriculture (...)
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Etudes : 80%</p> <p>Animation, communication : 50%</p> <p>Aménagements 40%</p> <p>Aménagements :</p> <ul style="list-style-type: none"> Exploitants agricoles : 40% (subvention maximum 30 000 € - 2 000 € pour les diagnostics biodiversité dans les exploitations agricoles) Structures agricoles collectives : 50% (subvention maximum de 100 000 €) Communes, EPCI, associations : 80% maximum <p>La subvention maximum est de 30 000 € pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée individuelle et de 100 000 € pour les projets en maîtrise d'ouvrage privée collective.</p>

Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Les diagnostics biodiversité d'exploitations agricoles et les IBC peuvent être financés s'ils sont externalisés ou réalisés en régie par une association ou une chambre consulaire maître d'ouvrage. - Si les actions proposées s'inscrivent dans le périmètre d'un site Natura 2000, celles-ci doivent être conformes aux préconisations du DOCOB. - Dans le cas de supports de communication, sous réserve de leur validation en amont par la Direction de la communication du Conseil régional. - Tout projet public dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées. - Pour les projets sur le foncier agricole : <p>La participation de la Région ne pourra intervenir que si le crédit-bail consenti par l'EPCI constitue une aide pour le jeune agriculteur (conditions plus favorables que celles du marché).</p> <p>Une convention préalable entre la Région et l'EPCI, précisant les conditions de la participation régionale, est obligatoire.</p> <p>L'aide devra être compatible avec la réglementation européenne sur les aides d'Etat (notamment calcul équivalent-subvention brut, respect des taux et montants maximums autorisés non dépassés).</p> <p>Elaboration d'un cahier des charges d'occupation des terres contenant des exigences environnementales et de production en accord avec la filière concernée.</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'emplois créés • Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées • Nombre de KWh économisés /an • Nombre de GES évités /an • Surface (en km²) et linéaire (en km) de corridors écologiques maintenus • Surface (en km²) et linéaire (en km) de corridors écologiques créés

CADRE DE REFERENCE

Trame verte et Bleue : Gestion alternative des espaces publics

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire l'impact des pratiques des collectivités sur la biodiversité • Améliorer les pratiques de gestion favorables à la biodiversité (exemplarité) • Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces publics
Contenu	<p>Acquisition de matériels prioritairement ceux définis dans le cadre du plan de gestion permettant de répondre aux enjeux suivants (liste indicative):</p> <p><u>Economie d'eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrosage économe : gestion informatisée, - Matériel de récupération des eaux de pluie pour l'arrosage des espaces verts <p><u>Limitation des phytosanitaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Techniques alternatives au désherbage chimique (mécanique, thermique) <p><u>Gestion extensive des surfaces enherbées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - débroussailleuse - animaux (ovin, bovin, caprin)... <p><u>Taille douce de haies</u> Lamier, tête de coupe à couteaux (entretien annuel), fourche à griffes...</p> <p><u>Gestion et recyclage des déchets verts</u> Broyeurs, aménagement de plateforme de compostage</p> <p>Frais d'animation pour une opération d'écopâturage à l'échelle a minima intercommunautaire</p> <p>Frais d'études : Plan de désherbage communal, plan de gestion différenciée des espaces verts, Objectif Zéro Pesticide,</p> <p>Frais de communication auprès de la population portant sur la gestion alternative des espaces publics</p>
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, syndicats mixtes et intercommunaux, associations
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Taux d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Matériels, acquisition d'animaux : 40% - Etude, frais de communication auprès de la population : 80%
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an • Volume de pesticides économisé • Volume d'eau économisé • Economies financières générées • Impact sur l'emploi ou sur l'organisation des services

CADRE DE REFERENCE

Biodiversité domestique

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver la diversité génétique des espèces domestiques régionales - Pérenniser les races en voie de disparition par la maîtrise de la dérive génétique et de la consanguinité - Valoriser un élément d'identité patrimoniale régionale
Contenu	<p>Actions allant dans le sens de la stabilisation d'une variété ou d'une race à la valorisation économique et pédagogique dans le cadre de démarches individuelles ou collectives : études, frais de communication, matériels, animaux, collecte de semences, vergers conservatoires...</p>
Maîtres d'ouvrage	<p>Exploitants agricoles, structures agricoles collectives, associations, conservatoires, communes, établissements publics</p>
Financement régional	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Etudes, animation, communication</u> : 50% - <u>Investissements</u> <ul style="list-style-type: none"> o 25% : exploitants agricoles individuels, privés Bonification de 10 points pour : <ul style="list-style-type: none"> - nouvel installé depuis moins de 5 ans, - ou exploitants en agriculture biologique, - ou maîtrise d'ouvrage collective (regroupement d'au moins 4 exploitations) ... dans la limite de 40% o 50% : associations, collectivités, établissements publics - La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum pour les exploitants agricoles individuels et de 100 000 € maximum pour les structures collectives.
Modalités	<p>Attestation de Certification AB le cas échéant</p>
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés



CADRE DE REFERENCE

Trame verte et bleue : Matériels agricoles permettant des pratiques favorables à la biodiversité et à l'eau

Régime d'aide	<p>L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le régime d'exemption « Aides à la protection de l'environnement » <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> - le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire l'impact des pratiques agricoles sur la biodiversité et l'eau - Diminuer la consommation d'intrants sur les espaces agricoles
Contenu	<p>Acquisition de matériels permettant de répondre aux enjeux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Pratiques alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires</u> : matériel de lutte mécanique contre les adventices (bineuses, désherbineuses, herbes étrilles, houes rotatives), matériel de lutte thermique (bineuses à gaz, matériels spécifiques pour l'implantation de couverts herbacés « entre rangs »), animaux de trait. - <u>Techniques douces d'entretien des haies et d'éléments arborés</u> : Lamiers, têtes de coupe à couteaux - Protection de la faune : effaroucheurs - <u>Economie d'eau</u> Installation de récupération et stockage des eaux de pluie de toitures pour des usages exclusivement agricoles (abreuvement des animaux, arrosage sous serre...)
Maîtres d'ouvrage	Exploitants agricoles individuels ou structures collectives
Financement régional	<p>25% : exploitants agricoles individuels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bonification de 10 points pour : <ul style="list-style-type: none"> - nouveaux installés (depuis moins de 5 ans), - ou exploitants en agriculture biologique, - ou structures collectives, ... dans la limite de 40% <p>80% : associations</p> <p>La subvention régionale est de 2 000 € minimum et de 30 000 € maximum. pour les exploitants agricoles individuels et de 100 000 € maximum pour les structures collectives.</p>

ACTION TRANSVERSALE PLAN CLIMAT REGIONAL ENERGIE CLIMAT **Thématique E**

Priorités d'actions figurant dans Ambition 2020 mobilisant le Contrat Régional de Solidarité Territoriale

Priorité d'action 12.5 : Valoriser la biomasse : encourager la structuration des filières bois énergie et agro matériaux sur le bassin de vie de Blois

Priorité d'action 21.1 : Accompagner la réhabilitation énergétique de l'habitat et des équipements

Priorité d'action 21.2. Soutenir le développement des énergies renouvelables et les actions de réduction des gaz à effet de serre

Le territoire du Pays des Châteaux a une politique « énergie-climat » déjà bien engagée avec un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) en cours sur l'Agglomération de Blois et le lancement de l'élaboration du PCAET commun aux deux Communautés de Communes. De plus, les trois intercommunalités sont labellisées Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV) et en processus de labellisation Cit'ergie. Le Pays des Châteaux (ancien périmètre) a réalisé un Agenda 21 en 2012 afin de définir son projet de territoire. Les collectivités de ce territoire élargi bénéficient des services d'un CEP depuis début 2016 (le Pays Beauce Val de Loire avait un CEP à 50 % depuis 2012).

La filière bois énergie est en développement sur le territoire depuis une dizaine d'années avec notamment des études sur les potentialités de massifs et sur les conditions de commercialisation, la création de la CUMA Bois déchetage 41 ainsi que le développement d'un réseau de plateformes de stockage-séchage sur le département. Plusieurs pré-études de faisabilité ont été menées dans les collectivités afin de conforter les réflexions en cours et un des objectifs est d'installer des plateformes de stockage de bois plaquettes de la filière d'approvisionnement locale.

Le Pays des Châteaux a par ailleurs déposé à l'ADEME Centre – Val de Loire en septembre 2017 une candidature au Contrat d'objectif territorial de développement des énergies renouvelables, afin de soutenir sur le territoire l'installation d'équipements de production de chaleur renouvelable.

AXE E : Déclinaison locale du Plan Climat Energie Régional	Crédits réservés	Investissement	Fonctionnement
Mesure N° 35 : Plan isolation régional des bâtiments publics	1 344 100 €	1 344 100 €	0 €
Mesure N°35.2 : Bonification climat-énergie ⁽¹⁾	149 300 €	149 300 €	0 €
Mesure N°35.3 : Eclairage public	300 000 €	300 000 €	0 €
Mesure N°35.5 : Plan Climat Air Energie Territorial	79 400 €	54 400 €	25 000 €
Mesure N°36 : Filière Bois énergie (de la production à la transformation)	30 000 €	30 000 €	0 €
Mesure N°36-1 : Conseiller en Energie Partagé (CEP)	60 000 €	0 €	60 000 €
Mesure 36-4 : Géothermie sur sondes verticales	0 €	0€	
TOTAL	1 962 800 €	1 877 800 €	85 000 €

(1) : Bonification énergie-climat

L'enveloppe réservée est destinée à bonifier de 10% les projets de bâtiments dans les cas suivants :

- utilisation d'un système de chauffage au bois
- très faible consommation d'énergie inférieure à la réglementation (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation)
- intégration d'une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal) y compris des matériaux isolants pour lesquels il existe des règles professionnelles.
- Eclairage public pour lequel le maître d'ouvrage s'engage à une extinction nocturne (entre 23h et 5 heures).

Descriptif sommaire des projets identifiés

Mesure 35.5

Elaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial

Maître d'ouvrage : communautés de communes Grand Chambord et Beauce Val de Loire

Montant estimatif du projet : 77 730 €

Contenu :

Depuis la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 18 août 2015, le plan climat-air-énergie territorial est obligatoire pour EPCI de plus de 20 000 habitants au 1er janvier 2017. Les Communautés de communes Grand Chambord et Beauce Val de Loire ont donc décidé de mener conjointement un plan climat air énergie territorial. Les dépenses présentées seront celles afférentes à la prestation d'un bureau d'étude pour l'accompagnement à l'élaboration du PCAET et dans son évaluation environnementale stratégique.

Avancement du projet :

Consultation pour recrutement du BE en cours

Echéancier (démarrage des travaux) : démarrage de la mission du bureau d'étude en janvier 2018 pour une durée de 18 mois.

Date anticipée d'éligibilité des dépenses : 1^{er} janvier 2018

Descriptif sommaire des projets pressentis

Mesure 35

Dans la perspective d'un couplage de financements CRST – TEPCV (CEE), plusieurs projets* de rénovation thermique doivent démarrer avant le 31 décembre 2017. Il est donc demandé pour l'ensemble de ces projets une date d'éligibilité antérieure (démarrage des travaux). D'autres opérations nécessitent également des dates anticipées :

Opération	Maître d'ouvrage	Etude réalisée *	Montant estimatif	Date anticipée d'éligibilité des dépenses
Salle des fêtes	Cormeray	ECB		01/11/2017
Salle des fêtes*	La Ferté Saint Cyr	PCI		01/09/2017
Salle « des vallées » (Mont-près-Chambord)*	CC Grand Chambord	Audit		01/10/2017
Ecole*	Courmemin		58 000 €	01/10/2017
Siège*	CC Grand Chambord	audit		01/10/2017
Espace culturel*	Mer	ECB		01/10/2017
Médiathèque Saint Laurent-Nouan	CC Grand Chambord		439 000 €	01/10/2017
Salle des Cordeliers	CIAS du Blaisois	audit		01/01/2018
Mairie-école	Ménars	ECB		01/04/2018
Tribune Quinière (stade Jean LEROI)	Blois		234 000 €	01/09/2017
Salle polyvalente	Saint Sulpice de Pommeray			01/07/2018
Salle des fêtes + mairie	Cour-Cheverny		583 100 €	
Logement + Mairie	Concriers	ECB		

* les études doivent avoir été réalisées selon le cahier des charges régional des PCI ou Energétis Collectivités Bâtiment (ECB), ou bien selon le cahier des charges Ademe des audits énergétiques.

Mesure 35.3

Opération	Maître d'ouvrage	Etude réalisée*	Montant estimatif	Date anticipée d'éligibilité des dépenses
Changement de tous les points lumineux de la commune	Rilly-sur-Loire	2016	65 000€	01/07/2017
	Viévy-le-Rayé	oui	70 000 €	01/11/2017
Remplacement de luminaires énergivores de type lampes à vapeur de mercure, luminaires « boules », iodure métallique ou sodium haute pression, par des luminaires LED d'une puissance inférieure ou égale à 100 Watts	Blois	Schéma Directeur d'Aménagement Lumière en cours de finalisation (réalisé par Noctabene)	120 000 €	01/01/2018
Rénovation de l'éclairage public	Chaumont sur Loire		150 000 €	
	Valloire s/Cisse		24 000 €	01/06/2018

* audit éclairage public comprenant une description des installations et des préconisations d'économies d'énergie, et précisant les préconisations concernant la trame noire



CADRE DE REFERENCE

Plan isolation régional des bâtiments publics et associatifs

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none">• Diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments et leur consommation énergétique (objectif PCER)• Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement des collectivités et des associations• Développer l'emploi local dans le secteur du bâtiment et la montée en compétences des métiers de l'acte de construire dans le domaine de l'énergie
Prérequis	<p>Le maître d'ouvrage doit faire réaliser une étude thermique (selon le cahier des charges régional) du bâtiment intégrant une attestation de classe énergétique avant travaux et une attestation de classe prévisionnelle après travaux précisant que le bouquet de travaux retenu par le maître d'ouvrage <u>et effectivement mis en œuvre</u> correspond à la classe énergétique visée</p> <p><i>Les collectivités regroupées (EPCI, groupements d'EPCI, syndicat mixte ...) sont encouragées à porter un marché à bons de commande selon le cahier des charges régional afin de faciliter la réalisation de ces prestations, éligibles au financement régional.</i></p> <p><i>Le service d'un Conseil en Energie Partagé permettra d'optimiser le suivi de cette prestation.</i></p>
Contenu	<p>CHAMPS D'APPLICATION</p> <p>Tout le patrimoine des collectivités et des associations : école, restaurant scolaire, bâtiments administratifs de la mairie, ateliers municipaux, salle des fêtes, salle associative, équipements sportifs, logement locatif...</p> <p>DEPENSES ÉLIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none">- Etude thermique selon cahier des charges régional- Dépenses d'isolation et de ventilation- Travaux induits par l'isolation et la ventilation (qui n'auraient pas été nécessaires si les travaux n'avaient pas été réalisés), hormis les éléments de « remise en état / finitions » (peintures, carrelage...). <p>Concernant les ouvrants (fenêtres, portes, volets...) : PVC exclu.</p>
Maîtres d'ouvrage	EPCI, Communes, Associations
Financement régional	<p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>50% des dépenses éligibles</p> <p>Les équipements liés à l'installation d'une géothermie sur sonde verticale peuvent bénéficier d'un financement spécifique au titre de la fiche 36-4.</p> <p>Possibilité de majoration de taux de 10 points dans un des cas suivants (non cumulatifs) :</p> <ul style="list-style-type: none">o système de chauffage utilisant majoritairement le bois,o ou bâtiment présentant une très faible consommation d'énergie (à minima passif ou énergie positive pour le neuf, classe énergétique A en rénovation),o ou bâtiment intégrant une masse significative de matériaux biosourcés (végétal ou animal)



Modalités

- Les bâtiments doivent faire l'objet d'une utilisation significative (minimum 50 jours/an)
 - Les travaux doivent permettre l'atteinte de la classe énergétique B, ou à défaut, progression minimale de 100 Kwh/m²/an conjuguée à l'atteinte de l'étiquette C après travaux
 - Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
 - L'aide régionale pour les projets de réhabilitation de piscine est conditionnée à l'atteinte de l'étiquette C (<4000 kWh/m²bassin/an) et pour les projets de construction de piscine à l'atteinte de l'étiquette B (< 2800 kWh/m²bassin/an)
 - La ventilation étant indissociable d'un projet d'isolation, la Région ne financera les travaux que s'il est prévu une ventilation adaptée des locaux
- Systèmes de type CTA (Centrale de Traitement de l'Air) : dans le cas de ces systèmes qui assurent le chauffage et la ventilation, si la part liée à la ventilation ne peut être définie, on considèrera que celle-ci représente 50% du coût total de l'équipement. La subvention portera alors sur cette partie.
- Production d'eau chaude thermodynamique couplée à la ventilation : dans le cas de ces systèmes qui assurent la production d'eau chaude et la ventilation, la part liée à la ventilation sera découplée de la part liée à la production d'eau chaude sanitaire (ballon). La subvention portera alors sur la partie liée à la ventilation.

Indicateurs d'évaluation

- Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées
- Nb de KWh économisés /an
- Nb de GES évités /an



CADRE DE REFERENCE ADAPTE

Eclairage Public

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none">- Objectif de réduction de la consommation en énergie et d'émission de gaz à effet de serre (- 40 % en 2020) sur le territoire régional exprimé dans le Plan Climat Energie Régional- Suppression et remplacement de matériels énergivores (lampes à vapeur de mercure) et de luminaires de type « boule »- Contribution à la préservation de la trame noire
Prérequis	Réalisation d'un audit «Eclairage Public» comprenant une description des installations et des préconisations d'économies d'énergies (changement de lampe, réducteur de tension/intensité,...) et précisant les préconisations concernant la trame noire
Contenu	<p>Equipements éligibles au Certificat d'Economie d'Energie en vigueur, dans le cadre d'un projet de rénovation globale du réseau d'éclairage (Extension de réseaux exclue)</p> <p><i>Il s'agit de supprimer et remplacer les matériels énergivores, par exemple :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- luminaires (dont crosses et mats)- horloges astronomiques- rénovation d'armoire d'éclairage rendue nécessaire par la technologie employée- système de variation de la puissance- ...
Maître d'ouvrage	Commune, EPCI syndicats d'électricité ou d'énergie.
Financement régional	<p>Taux de subvention : 20 %</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p> <p>Bonification de 10 % lorsque le maître d'ouvrage s'engage à une extinction nocturne entre 23 heures et 5 heures du matin.</p>
Modalités	<ul style="list-style-type: none">- Le projet devra permettre de réduire à minima par 2 les consommations d'énergie par rapport à la situation initiale- Le remplacement d'un point lumineux par une solution de même puissance n'est pas éligible- Attestation de justification du respect des préconisations du diagnostic- Tout projet dont le coût total est supérieur à 500 000 € HT doit prévoir une clause d'insertion ou appel à une entreprise d'insertion représentant a minima 5% des heures travaillées
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées• Nb de KWh économisés / an• Nb de GES évités / an• Nombre de points lumineux traités



CADRE SPECIFIQUE

« *Elaboration et mise en œuvre d'un PCAET* »

Objectifs	<ul style="list-style-type: none">- Apporter l'ingénierie nécessaire pour établir un état des lieux, un diagnostic et définir un plan d'actions hiérarchisé- Limiter l'impact du territoire sur le climat en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES)- Adapter le territoire au changement climatique pour réduire sa vulnérabilité.
Contenu	Ingénierie externalisée pour l'accompagnement à la réalisation et l'évaluation d'un PCAET, Ingénierie internalisée ou externalisée pour l'animation et la mise en œuvre du programme d'action du PCAET (actions de communication, études complémentaires...)
Maîtres d'ouvrage	Commune, communauté de communes ou d'Agglomération, Pays
Financement régional	70 % des frais d'ingénierie externalisée 50 % pour les frais d'animation externalisés et les actions de communication
Modalités	<ul style="list-style-type: none">- Association de la Région et des autres partenaires financeurs au comité de pilotage de suivi de l'étude- Il ne peut s'agir du financement de missions pré-existantes ou de missions classiques de la structure support
Indicateurs d'évaluation	Périmètre d'élaboration de la stratégie Actions concrètes découlant de la stratégie Adoption du PCAET Nombre de partenaires ayant participé à l'élaboration du PCAET Nombre et nature des actions de communication et de sensibilisation mises en place Evolution des émissions de gaz à effet de serre sur le territoire.



CADRE DE REFERENCE

Filière Bois énergie (de la production, à la distribution)

Régime d'aide	<p>L'aide régionale aux exploitants agricoles s'inscrit dans le régime cadre notifié SA 39618 « aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire » du 19 février 2015.</p> <p>L'aide aux entreprises s'inscrit dans le cadre de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • régime d'aides n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME • ou régime d'aides n° SA.39252 relatif aux aides en faveur des aides à finalité régionale • ou à défaut, régime de De minimis ou régime notifié, conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)
Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Structurer les filières bois énergie locales émergentes • Favoriser une gestion durable et concertée de la ressource forestière et bocagère • Stimuler l'émergence de la demande « bois » • Renouveler la ressource bois
Contenu	<p>PRODUCTION : Pour mémoire, biodiversité pour le financement de plantations</p> <p>TRANSFORMATION : matériels permettant de couper, déchiqueter, transformer la matière première pour la production de bois bûche ou bois déchiqueté : lamiers, déchiqueteuses, broyeurs, cribleurs (calibrage), machine à fabriquer des granulés ...</p> <p>STOCKAGE – CONDITIONNEMENT : Dalles/platformes, aires de stockage couvertes, matériels de manutention, ponts bascule, outils spécifiques ou matériels nécessaires pour le séchage ..., matériels spécifiques pour le conditionnement des plaquettes ou des granulés.</p> <p>DISTRIBUTION : Caissons souffleurs pour le transport et la livraison des produits</p>
Maîtres d'ouvrage	Collectivités, structures collectives agricoles ou forestières (SCIC, CUMA...), exploitants agricoles, entreprises, associations
Financement régional	<p>Collectivités, associations : 40% (30 000 € de subvention maximum si l'association est adossé à une unité économique)</p> <p>Exploitants agricoles : 40% - 30 000 € de subvention maximum</p> <p>Entreprises : 35%</p> <p>Structures collectives agricoles ou forestières (SCIC, CUMA...) : 40% - 100 000 € de subvention maximum</p> <p>Subvention minimum 2 000 €</p>
Modalités	<p>Les dispositifs sectoriels seront mobilisés en priorité quand ils existent.</p> <p>Tout demandeur devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - adhérer aux chartes de qualité concernées : Charte bois bûche, Charte bois déchiquetée, Charte qualité bois énergie ... ; - préciser l'impact environnemental et économique sur le territoire ainsi que les acteurs mobilisés autour de la démarche (structuration de la filière attendue) - transformer, stocker, conditionner, distribuer (selon les cas) uniquement du bois : <ul style="list-style-type: none"> ➢ issus de massifs forestiers ou de bocage de proximité (région Centre-Val de Loire et départements voisins) ➢ et soumis à plan de gestion-Bois certifiés FSC et PEFC (80% à minima du volume traité)
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an



CADRE SPECIFIQUE

Conseiller en Energie Partagé (CEP)

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Répondre aux enjeux énergétiques • Accompagner les élus afin qu'ils : <ul style="list-style-type: none"> - réalisent des économies d'énergie dans les bâtiments publics, l'éclairage public et réduisent les charges de fonctionnement de leurs collectivités - développent des projets incluant des énergies renouvelables et réseaux de chaleur <ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser et informer les élus, les agents communaux... • Améliorer la qualité et le confort des bâtiments publics pour l'ensemble des usagers 	
Contenu	<p>Ingénierie internalisée relative à une animation territoriale ciblée à l'échelle du Pays : Energie</p> <p>Recrutement d'un conseiller en énergie partagé</p>	
Maître d'ouvrage	Syndicat du Pays des Châteaux	
Financement régional	50 % des frais d'animation internalisés dans la limite de 3 ans	
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> - Validation du cahier des charges ou de la fiche de poste du chargé de mission par la Région et association des services de la Région au recrutement du chargé de mission ou au choix du prestataire - Association de la Région, et les autres partenaires financeurs, au Comité de pilotage de suivi de la démarche - Pour une animation internalisée, la mission confiée fait l'objet d'une production (comparable à une prestation externe) et un rapport d'activité précis et détaillé (documents produits, comptes-rendus de réunions...) est fourni chaque année à l'issue de la 1ère année, à l'appui de toute demande pour l'année N+ 1 	
Indicateurs d'évaluation	INDICATEURS TRANSVERSAUX <ul style="list-style-type: none"> • Nb d'emplois créés • Nb d'emplois confortés • Nb de KWh économisés /an • Nb de GES évités /an 	INDICATEURS SPECIFIQUES <ul style="list-style-type: none"> • Evaluation des actions réalisées par le CEP

Géothermie sur sondes verticales

Sens de l'action régionale	<ul style="list-style-type: none"> objectif du SRCAE : diminuer de 40% les émissions de GES des bâtiments en 2020 et porter la part des énergies renouvelables dans la production d'énergie finale régionale à 23% en 2020, (11% en 2014) Réduire les consommations énergétiques et les charges de fonctionnement relatives au chauffage et rafraîchissement du patrimoine des collectivités et des associations Développer l'emploi local, la montée en compétences de la filière géothermie Stimuler la demande « géothermie sur sonde », énergie renouvelable sous exploitée en région Centre-Val de Loire
Prérequis	<p>Réalisation d'une étude thermique simplifiée (selon outil et cahier des charges régional) du bâtiment mesurant les conséquences sur la performance énergétique après travaux (en réhabilitation, atteinte de l'étiquette énergétique B ou à défaut étiquette C conjuguée à un gain de 100 kwh/m²/an).</p> <p><i>Cette étude et attestation de performance, qui peuvent être réalisées par un bureau d'étude thermique ou par un installateur qualifié (exemple : RGE-QualipAC), devront être vérifiées par le service de conseiller en énergie partagé ou, à défaut, par l'animateur régional géothermie (mission Géoqual).</i></p>
Contenu	<p>BATIMENTS ELIGIBLES : tout type de bâtiments (construction, rénovation ou dans le cadre d'une réfection des équipements de chauffage et/ou rafraîchissement)</p> <p>DEPENSES ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> Etude thermique simplifiée selon cahier des charges Régional Pompe à chaleur géothermique présentant un COP nominal B0/W35 supérieur à 4 (NF PAC) Sondes géothermiques ou corbeilles géothermiques et matériaux annexes Collecteurs Raccordement à la pompe à chaleur Mise en glycol Emetteurs basse température, dont création du réseau de distribution réversible Matériels d'instrumentation de suivi énergétique
Maîtres d'ouvrage	Communes, EPCI, associations, bailleurs sociaux
Financement régional	50% des dépenses éligibles
Modalités	<ul style="list-style-type: none"> <i>Dans le cas d'un bâtiment existant, il doit présenter une performance correspondant à la classe énergétique B, ou à défaut, progression minimale de 100 kWh/m²/an conjuguée à l'atteinte de l'étiquette énergétique C après travaux</i> L'installation doit prévoir une instrumentation selon cahier des charges régional
Indicateurs d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Nb de kWh économisés /an Nb de GES évités /an Nombre d'heures travaillées en insertion et nombre total d'heures travaillées Puissance thermique installée en kwh Longueur de sonde posée en mètres

